

2
Dartmoxey

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DU

CONTRAT PAR CORRESPONDANCE

DROIT FRANÇAIS

LE PLACEMENT

DES OUVRIERS, EMPLOYÉS ET DOMESTIQUES

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le lundi 24 juin, à 2 heures 1/2

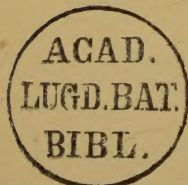
PAR

Maurice DARMUZEY

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. FAURE.

Suffragants { MM. LÉON MICHEL, } professeurs.
 { BEAUREGARD, } agrégé
 { CHÉNON, }



PARIS

A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1895

DROIT ROMAIN

CONTRAT PAR CORRESPONDANCE

INTRODUCTION

De nos jours, la nouvelle et admirable facilité des communications, soit par terre, soit par mer, les grandes routes qui sillonnent le pays, les rivières, les canaux, le réseau des chemins de fer, la navigation ont presque totalement supprimé ce qu'autrefois on appelait « les grandes foires de commerce. »

Les affaires commerciales beaucoup plus nombreuses ne s'opèrent guère plus verbalement sur des places et à des époques déterminées, on les traite aujourd'hui par correspondance, ce qui vient justifier l'exactitude de cette appréciation de Turgot ; « il n'y a de grandes foires de commerce que dans les pays où le négoce est languissant. »

Les contrats par correspondance, cependant, n'ont pris de l'importance que depuis une époque relativement récente, bien que connus dès les temps les plus reculés.

Dès que les moyens de communication, se perfectionnent et que le formalisme est simplifié, on les voit apparaître chez tous les peuples, car au point de vue pratique, ils rendent des services considérables au commerce.

Qu'on veuille acheter ou vendre, de simples lettres remplacent les déplacements onéreux et souvent inutiles et suffisent à la formation des contrats les plus importants.

Nous diviserons notre étude en quatre chapitres :

Dans le premier nous rechercherons si le contrat par correspondance existait, à Rome, à l'origine et la date probable de son apparition.

Dans le second nous étudierons le rôle du *nuncius* dans les actes juridiques et nous le comparerons au *procurator*.

Nous passerons, ensuite, en revue, dans le troisième, les actes susceptibles de se former *per nuncium vel per epistolam*.

Nous nous occuperons, enfin, dans le quatrième, du lieu et du moment de formation du contrat.

CHAPITRE I.

LE CONTRAT PAR CORRESPONDANCE EXISTAIT-IL A L'ORIGINE,
A ROME. — DATE DE SON APPARITION.

Il nous est permis, sur ce point, d'être très affirmatifs et de déclarer sans crainte d'être démentis que le contrat par correspondance n'existait pas à l'origine.

Les causes, du reste, qui en empêchaient sa formation, sont nombreuses, faciles à saisir et toutes confirmées par les textes.

En premier lieu, le commerce ne fut jamais en honneur chez les Romains, comme le déclare Cicéron : *Nihil ingenuum potest habere officina nolo eundem populum imperatorem esse terræ et portitorem* que Tite-Live vient confirmer lorsqu'il dit de son côté : *Quæstus omnibus patribus indexorus est*.

Les Romains étaient, en effet, essentiellement agriculteurs et guerriers.

Les riches citoyens, cependant, par des sociétés dans lesquels ils apportaient une partie de leurs biens,

tandis que les autres associés, mettaient à leur service leur travail et leurs aptitudes, trouvaient ainsi le moyen de faire de grosses opérations et d'augmenter leur fortune.

Mais on comprend sans peine que l'état de ces sociétés n'ait pas contribué à l'apparition des contrats par correspondance, car généralement les associés n'habitaient pas la même ville et chacun d'eux, dans le lieu de sa résidence, était tenu de sauvegarder les intérêts de la société, de sorte que certains contrats qui se seraient formés si tous avaient habité le même lieu, ne prenaient pas naissance.

Comme aussi le transport des marchandises ou l'envoi d'échantillons avant le marché se faisaient d'une façon très lente, les négociants étaient obligés généralement de se rendre en personne dans le lieu où ils voulaient acheter ou vendre.

Une seconde raison qui nous fait dire que les premiers Romains ne connaissaient pas le contrat *per nuncium vel per epistolam*, tient au formalisme des premières époques.

A l'origine, la *mancipatio* et le *nexum*, les deux seules opérations sanctionnées par la loi étaient entourées de solennités qui nécessitaient la présence des parties et ne permettaient pas aux absents de contracter.

Lorsque par suite des besoins de la pratique, ces premières formes devinrent insuffisantes nous voyons apparaître le contrat *litteris* et le contrat *verbis*.

De ce que le premier était possible entre absents, il ne faut cependant pas en conclure qu'il pouvait se former par correspondance. L'accord entre les parties avait souvent lieu *per epistolam vel per nuncium* mais la convention ne devenait obligatoire que par l'inscription faite, sur le codex, par le créancier.

Pour le second, le droit romain n'a jamais admis qu'il fût possible entre absents et la présence des contractants continua à être exigée même après la constitution de l'empereur Léon (an 469 ap. J.-C.); il fallut toujours des mots échangés de part et d'autre. Le contrat resta solennel si les paroles cessèrent de l'être et la présence des parties continua à être exigée.

L'usage s'était établi, il est vrai, de constater par écrit la stipulation et la jurisprudence classique avait admis que par cela seul qu'une stipulation se trouvait mentionnée dans un acte écrit, on devait présumer que cette stipulation avait été correctement faite et que les formalités requises avaient été accomplies. Celui qui voulait se prévaloir de l'imperfection du contrat était seulement admis à faire la preuve contraire (L. 7 § 12, D. *de Pactis*, II, 14).

Justinien rendit cette preuve plus difficile en exigeant de celui qui voulait l'établir, de la faire par des témoins dignes de foi ou par écrit, en montrant par exemple, que les parties n'avaient pu se rencontrer le jour indiqué (§ 12, Inst. III, 19).

Le cadre étroit dans lequel était enfermé le contrat

par correspondance est le troisième motif qui en a retardé l'apparition.

Les Romains en effet n'avaient comme représentants juridiques, au début, que les fils de famille et les esclaves, de sorte que chacun devait faire soi-même ses affaires : *Cum olim, quo tempore erant legis actiones in usu fuisset alterius nomine agere non licere* (1).

Dans la famille il n'y avait qu'une seule volonté, un seul intérêt, celui du *paterfamilias* ; toutes les acquisitions de l'esclave ou du fils lui profitaient sans qu'il pût être appauvri par les aliénations consenties par eux.

Ces principes, contraires à tout commerce, étaient résumés dans la maxime : *Melior conditio nostra per servos fieri potest deterior fieri non potest*.

Le préteur, à cause des nécessités de la pratique, ne tarda pas à atténuer la rigueur du principe *Nemo per liberam personam nihil adquiri potest* par la création des actions *de peculio, tributoria, de in rem verso, quod jussu*, établissant ainsi l'équilibre entre le *paterfamilias* et son cocontractant ; il fait un pas de plus vers la représentation libre par les actions institoires et exercitoires.

Par ces actions, l'armateur ou le maître d'un commerce pouvait être poursuivi directement, à raison des obligations consenties par son préposé.

Ces dernières actions constituaient un progrès, in-

1. Gaius, IV, § 52.

suffisant cependant parce qu'il était restreint aux besoins de la vie commerciale.

Les jurisconsultes en étendirent l'application en donnant contre le représenté, en matière civile, des actions utiles *ad exemplum institoria actionis*.

Le prêteur crée enfin d'autres exceptions en matière de tutelle et de procès en justice, mais, malgré tout, juridiquement, le principe de la non représentation subsista.

Ce n'est donc qu'après la conquête qui mit les Romains en contact avec les peuples parvenus à un degré de civilisation plus avancée, après le développement du commerce, l'adoucissement du formalisme ancien et l'apparition des contrats consensuels que nous voyons se former et se développer le contrat par correspondance, qui d'après les textes se présentait sous deux formes, *vel per epistolam, vel per nuncium*.

D'après Labéon (1) qui a été probablement le premier à s'occuper du contrat par correspondance, il a dû exister au début pour la possession.

Ce ne fut toutefois pas sans hésitations que cette nouvelle règle prévalut car Neratius qui vivait sous Adrien et Trajan dit à ce sujet : *Per procuratorem possessionem adipisci nos jam fere convenit* (2) et Gaius nous fait mieux comprendre les doutes qu'il s'élevaient chez les jurisconsultes quand il dit : *Per extraneam personam nihil adipiri posse excepta possessio : de ea enim*

1. Labéon, loi 51, livre V. Labéon vivait au temps d'Auguste.

2. Neratius, loi 41 de *usurp.*

quæritur ane per liberam personam nobis adquiratur (1).

Les Romains attachés à leurs anciens principes n'admettaient pas sans difficulté une opinion qui venait contrebalancer la règle *nemo per liberam personam*.

Mais dès qu'on décomposa la *possessio* en deux éléments, le *corpus* et l'*animus*, les doutes furent levés puisque le second seul donnait naissance au droit, il importait peu que l'appréhension du *corpus* eut lieu *per nuncium*.

Enfin une constitution de l'empereur Sévère (an 226) qui forme la loi 1 au code (*de adq. et retin. poss.*) vient nous dire que cette théorie avait définitivement triomphé au troisième siècle.

Per liberam personam ignoranti quoque acquiri possessionem posse tam ratione utilitatis quam jurisprudentiis receptum est » (2).

En matière d'obligations les mêmes besoins économiques se faisant sentir, on admit aussi la représentation *per nuncium* dans les actes consensuels (Paul, loi 2, *de pactis*, 5).

Toutefois, le principe admis, le contrat par correspondance n'eut jamais à Rome un développement bien considérable car il rencontra toujours de nombreux

1. Gaius, C. II, § 95.

2. C'est donc une erreur de croire comme l'ont fait certains auteurs qui ont mal interprété le § 5, inst., livre II, t. 9, que c'est une innovation de cet empereur.

obstacles dont le plus important était celui de correspondre à distance.

Il ne suffisait pas, en effet, que la législation en permît la formation, il fallait encore que les parties eussent les moyens de se communiquer leurs volontés.

Et comment l'auraient-elles pu puisqu'il n'y avait pas de postes aux lettres ?

Le service spécial établi par Auguste ne servait qu'à l'empereur et ses fonctionnaires.

Le moyen le plus usité pour correspondre à distance, dès l'époque la plus reculée, consistait à charger une personne appelée *nuncius* de répéter à une autre, certaines paroles.

Son intervention à l'origine était d'autant plus précieuse que l'écriture n'était pas répandue et lorsqu'elle apparut, les formes qu'elle revêtait étaient peu pratiques.

Les lettres étaient alors écrites sur des tablettes de cire ou de l'écorce comme l'atteste Isidore de Séville quand il dit : (1) *Ante Chartæ et membranarum usum in dedolatis ex ligno codicillis epistolarum alloquia scribebantur.*

Unde et portitores earum tabellarios vocaverunt.

Ce n'est que plus tard qu'on fit usage du parchemin.

1. Isidore de Séville, IV, C. VIII, *in fine*. Festus (*tabellis*) dit de son côté : *Tabellis pro chartris utebantur antiqui, quibus utro citro sive privatim sive publice opuserat certiores absentes faciebant. Unde adhuc tabellarii dicuntur : et tabellæ missæ ab imperatoribus.*

Cicéron (*ad Attic.* XII, 1 et *ad quinct. frat.* III, 1) nous donne quelques détails à ce sujet.

Pliées, les lettres étaient ensuite fermées avec des fils à l'entrecroisement desquels on appliquait de la cire et le cachet de l'expéditeur : généralement le chaton d'une bague qui, avec l'écriture, en prouvaient l'authenticité.

Certains textes du digeste (1) et quelques recueils de lois nous prouvent en outre qu'elles n'étaient pas signées de celui qui les écrivait.

Un passage enfin des Catilinaires (*oratio tertia* V) nous indique la marche qu'on suivait en matière criminelle lorsque l'authenticité d'une lettre était contestée : *Ac ne longum sit, quirites, tabellas proferri jussimus, quæ ea quoque dicebantur datæ. Primum ostendimus Cethego signum : cognovit. Nos linum incidimus : legimus. Erat scriptum ipsius manu Allobrogum senatui et populo, sese, quæ eorum legatis confirmasset, esse facturum : orare, ut item illi facerent, quæ sibi legati eorum recepissent. Tunc Cethegus, qui paulo ante aliquid de gladiis ac sicis, quæ apud ipsum erant deprehensæ, respondisset, dixisset que se semper bonorum ferramentorum studiosum fuisse : recitatis litteris debilitatus atque adjectus conscientia convictus repente conticuit.*

Lorsqu'elle fut répandue, la correspondance épistolaire fut souvent pratiquée et Plaute nous renseigne sur la rédaction et la clôture d'une épistola (2).

1. Lois 24, pr. 26, § 2 ; 28, XVI, 3 ; 32 et 35, XXXIX, 5.

2. Plaute, IV, p. 65.

Cependant on n'en continua pas moins (Cic. *ad fam.* XVI, 25 ; *ad Attic.* XII, 1) à se servir plutôt du messager qui présentait de nombreux avantages :

1° Grâce au *nuncius*, on évitait les indiscretions auxquelles une lettre donnait souvent lieu, surtout à Rome.

2° En outre, lorsque l'affaire avait peu d'importance, il était toujours plus facile d'envoyer un messager que d'écrire une lettre.

3° Enfin, le transport des lettres était défectueux et ne se faisait jamais d'une façon régulière. Cela tenait surtout aux moyens très imparfaits qu'on employait.

Voulait-on correspondre avec quelqu'un sûrement et rapidement ?

Il fallait employer une catégorie spéciale d'esclaves appelés : *cursores*, *celeri pedes*, *servi a pedibus*, *tabellarii*.

Comme ils étaient spécialement affectés à ces fonctions et venaient augmenter le nombre des serviteurs souvent déjà très important, on comprend facilement qu'il ne fût pas à la portée de tous et usité seulement chez les personnes riches.

Et encore ne pouvait-on les employer que pour des communications importantes, urgentes, et lorsque le destinataire habitait un pays relativement rapproché.

Cicéron (*ad. fam.*, III, 3 ; *ad Attic.*, V. 15) mentionne un second procédé plus perfectionné et qui indiquait un message d'une importance plus considérable : dans ce cas, nous dit-il, c'était un affranchi ou un client qui était chargé de porter le message.

Il arrivait aussi quelquefois, qu'on en chargeait un voyageur. — Cet usage, pour être fréquent, n'en était pas moins très rudimentaire, car lorsqu'on avait à communiquer avec une ville voisine, l'envoyeur était obligé de s'informer du départ des personnes pour telle ou telle contrée et le destinataire de surveiller les arrivées pour savoir s'il y avait une lettre pour lui.

Une dernière façon de faire transporter des lettres était de les remettre aux tabellaires des gouverneurs de province ou des publicains pour toutes les localités qu'ils traversaient. — Ils en faisaient un paquet, *fasciculus litterarum*, qu'ils déliaient à leur passage dans chaque ville ou chaque province.

Pline le jeune, dans la lettre IX, 28, qu'il adresse à Romulus, nous signale à ce sujet un premier inconvénient : Lorsque le destinataire était absent, il fallait adresser la lettre à une tierce personne, avec prière de faire parvenir. Il arrivait alors fort souvent que cet tiers ne s'acquittait pas de sa mission, si bien que quelquefois la missive ne parvenait pas à l'intéressé.

Ce n'était pas le seul inconvénient. Quelquefois le tabellaire lisait les lettres qui lui étaient confiées ou en prenait si peu de soin que les intempéries du temps les rendaient illisibles.

En supposant même une exactitude parfaite dans la remise des lettres, deux causes enlevaient toujours une grande partie de leur utilité.

a) L'irrégularité des tabellaires qui n'avaient dans leur départ ni jour, ni heure fixes.

b) Leur lenteur à arriver à destination et qui provenait du manque presque complet de moyens de locomotion.

Pour nous en convaincre il suffit de lire ce que dit Cicéron au sujet d'une lettre de Tiron (1).

Souvent encore deux lettres écrites à des dates différentes étaient remises à leur adresse en même temps ; souvent aussi la dernière envoyée arrivait la première.

Dans un pays où les relations entre absents étaient si défectueuses, puisque lorsqu'on écrivait une lettre, on ne savait ni quand elle pourrait partir ni si elle arriverait jamais à destination, on ne doit pas s'étonner que le contrat par correspondance n'ait jamais acquis une bien grande importance.

Empressons-nous toutefois d'ajouter que sans avoir tenu une place aussi grande que de nos jours, son usage n'en fut cependant pas trop restreint et que (comme nous le verrons en détail au chapitre III) les textes nous fournissent de nombreux exemples de contrats consensuels, réels, de pactes, de donations conclus par lettre ou par messenger.

Certains auteurs se sont demandé si la création des

1. Cic. *ad fam.*, XVI, 21.

postes sous Auguste a exercé une influence sur le contrat par correspondance.

De l'étude de M. Naudet sur l'administration des postes chez les Romains, il ressort très clairement que la forte organisation du *cursus publicus*, si improprement nommé, ne fut jamais qu'au service des empereurs et de leurs subalternes.

Il nous montre que c'était une nécessité de ce gouvernement, car s'il ne retire à lui et ne concentre entre ses mains tout ce qui est force et moyen puissant d'action, il périt.

Imaginez, dit-il, dans le monde romain les voies de correspondance épistolaire et de communications personnelles aussi libres, aussi inviolables entre les sujets, entre les cités, entre les officiers même du gouvernement qu'entre le gouvernement et ses serviteurs civils et militaires, que devient l'union forcée de tant de nations opprimées, haletantes sous le même joug ? Quand les barbares seraient venus, ils auraient trouvé leur ouvrage de démembrement déjà bien avancé par la révolte.

En résumé, cette création des postes fut un instrument de servitude ajouté à tant d'autres et pesant tant sur les provinces déjà écrasées par l'impôt légal que sur le pauvre peuple des villes et des campagnes, mais ne servit en rien au développement du contrat par correspondance.

CHAPITRE II

ROLE DU NUNCIUS DANS LES ACTES JURIDIQUES.

COMPARAISON AVEC LE PROCURATOR.

Il existe deux grandes théories diamétralement opposées sur le rôle que joue le *nuncius* dans un contrat : la première est celle de la majorité des auteurs, la seconde celle d'un jurisconsulte éminent, M. de Savigny.

Examinons-les successivement :

1^{re} *Théorie* (celle de la majorité).

Dans cette opinion, le *nuncius* ne joue qu'un rôle purement passif. Il ne fait, comme le dit très judicieusement Paul, que *ministerium tantum modo præstare*. (1) Pour qu'il y ait message, il doit très exactement répéter les paroles du maître, il est sans volonté, sans initiative.

Lauterbach le dit en propres termes lorsque parlant de Baldus qui soutient la thèse contraire, il s'exprime ainsi :

Nonnulli dividunt nuncium in nuncium et cum libera et sine libera potestate. Verum cum nuncius proprie ita

1. Paul, loi 15, D., 13, 5.

dictus quatalis nihil suo arbitrio et consensu facere possit, sed tantum sibi commissum nunciare debeat et tanquam nudus, minister atque organum tantum factum exequendi potestatem habeat ipso Baldo docente ; sua sponte sequitur nuncium cum libera constitutum magis procuratorem quam verum nuncium esse sicut fatetur ipse Baldus in hoc, uti in multis aliis, sibi contrarius (1).

Certains auteurs l'ont comparé à un perroquet qui répète les paroles de son maître : *nuncius est tanquam pica et viva vox mittentis*, d'autres à un porte-voix : *vivum organum quo mediante vadit vox unius in alium sicut aliquis loqueretur per buccinam*.

Tous sont à peu près unanimes pour dire, avec les textes, que ce n'est qu'un simple instrument et l'assimilent purement et simplement à une lettre : *epistola est tacitus nuncius ut Epitectus Adriano imperatori respondit et contra nuncius est epistola loquens*.

Son rôle se borne toujours à exécuter les ordres, à porter la volonté de la personne absente qui contracte.

Il est personnellement étranger au contrat ; son maître seul s'engage, lui seul devient, suivant les cas, créancier ou débiteur, c'est enfin pour ou contre lui que naissent les actions et c'est précisément ce qui explique, bien que la représentation n'ait jamais été admise, que l'intervention du *nuncius* fut possible (2).

1. Lauterbach (*de nuncio*), § 5.

2. Paul, loi 45, XIII, 5.

La différence avec le *procurator* est maintenant facile à saisir.

Ce dernier ne remplit plus les fonctions d'une *epistola* ou d'une *pica* ; le mandant reste, au regard des tiers, étranger au contrat qui se forme au contraire en la personne du mandataire.

Cela vient de ce que le mandataire agit, *proprio nomine*, sans représenter le mandant qui, pour exercer les actions nées du contrat, sera obligé de recourir à la cession d'actions dans la plupart des cas.

Une espèce fera encore mieux sentir l'abîme qui sépare le mandataire du messenger :

Tertius promet, par exemple, 100 à Secundus mandataire de Primus. A qui devra-t-il payer, de Primus ou de Secundus ?

A ce dernier incontestablement, car Primus est resté étranger à l'acte.

Si nous supposons maintenant que le pacte a été fait avec un *nuncius* la situation change et les choses se passent autrement : c'est au maître, dans l'hypothèse ci-dessus, Primus, qu'il doit payer à moins que le *nuncius* ne soit un *adjectus solutionis gratia*.

Un texte de Julien précise encore la différence qui sépare le mandataire du messenger.

Il suppose qu'un père de famille a permis à son fils d'affranchir un esclave. Réflexion faite il revient sur sa décision. L'affranchissement fait dans l'ignorance de cette rétractation postérieure sera-t-il valable ? Non

répond le jurisconsulte : *nam, ut filio manumittente servus ad libertatem perveniat durare oportet patris voluntatem: nam si mutata fuerit nonerit verum volente patre filium manumisisse* (1).

Cet exemple montre bien que le *nuncius* n'est que le porte parole du *mittens* puisque la rétractation postérieure de ce dernier, sans même que le messenger le sache, rend l'affranchissement nul.

Si, au contraire, celui-ci a été fait par un *procurator*, il n'en est plus de même et le changement de volonté postérieur du mandant ne l'empêchera pas d'être valable car c'est le mandataire seul qui l'a consenti.

Enfin le *nuncius*, à la différence du *procurator*, peut être un incapable, un enfant, un fou puisqu'il n'est pas nécessaire qu'il comprenne ce qu'il fait ; il n'a simplement qu'à exécuter l'ordre de celui qui l'envoie, qu'il s'agisse de porter une lettre ou de répéter des paroles prononcés.

2° Théorie (M. de Savigny).

M. de Savigny avant de justifier sa façon de concevoir le *nuncius*, nous donne quelques notions générales sur la représentation :

Le principe était à Rome la non représentation, mais on se départit vite de ce rigorisme pour l'acquisition et la perte de la possession.

En ce qui concerne, ajoute-t-il, la propriété et les

1. Julien, loi 4, D., XL, 2. *Adde*, loi 15, D., XL, 9.

institutions qui s'y rattachent, les enfants et les esclaves durent être capables d'enrichir le père de famille par leurs acquisitions, mais non de l'appauvrir par leurs aliénations. Au contraire, les personnes libres étaient incapables de représenter une autre personne dans une opération juridique quelconque que cette opération eut pour effet d'augmenter ou de diminuer son patrimoine.

Ce furent ces principes rigoureux qui, en ce qui concerne les opérations juridiques se rapportant à la propriété, furent maintenus dans les actes solennels et rejetés dans ceux non solennels.

Après avoir, comme point de départ, établi la distinction des contrats ci-dessus, il dit que ce changement a été le résultat du temps et des nécessités de la pratique, sans cependant pouvoir indiquer la date où il s'opéra (II^e S., III, S., peut-être même seulement sous Justinien), M. de Savigny essaie de justifier sa théorie du *nuncius*.

Il n'admet pas une distinction aussi tranchée que celle de l'opinion contraire, entre celui-ci et le *procurator*, car dans certains cas, il n'est pas, à son avis, complètement dépourvu de volonté et d'initiative.

L'expression de *procurator* est pour lui générale et s'applique aussi bien au mandataire chargé de porter simplement une lettre que d'accomplir une mission plus importante. Ne peut-on donc pas supposer un fondé de pouvoir chargé de conclure un contrat en

son nom ? On peut l'appeler *nuncius* si on veut, pourvu qu'on reconnaisse qu'il remplit les fonctions d'un *procurator*.

A l'appui de sa démonstration et pour montrer plus clairement les agissements du *nuncius* il pose les quatre espèces suivantes (1).

« Je veux acheter un cheval, le vendeur en exige 100, je ne peux m'avancer jusque là et nous nous séparons sans conclure ; mais j'envoie plus tard un messager avec la déclaration que j'acquiesce à la demande de mon cocontractant, ce messager est alors porteur de ma réponse affirmative sans qu'il sache de quoi il est question : il est donc un instrument privé de connaissance et de volonté, absolument comme une lettre :

« Nous avons là un cas de *nuncius* jouant le rôle de simple porte-parole.

« Mais si, ajouta-t-il, je dis au messager de quoi il s'agit, ce n'est plus simplement de sa réponse affirmative, mais de l'ensemble complet de ma volonté manifestée, qu'il est porteur.

« On voit alors apparaître le rôle différent du *nuncius* qui n'est plus un simple porte-parole et il n'est pas permis de douter de la validité du contrat comme s'il avait été fait par moi.

« Enfin je charge le messager de traiter à un prix autant que possible inférieur à 90 et de donner cepen-

1. Savigny, *droit des obligations* § 56, 57.

dant son consentement à 100 en cas de besoin ; alors le messenger n'est déjà plus complètement sans volonté puisqu'il lui est laissé une certaine liberté de conduite.

Qu'il traite à 100 ou à 90 n'est-ce pas toujours ma volonté qu'il exprime ? Fait-il autre chose que de jouer son rôle de messenger ?

« Faisons encore un pas en avant, ajoute M. de Savigny.

« J'ai vu chez un marchand plusieurs chevaux dont chacun paraît avoir ses avantages et ses inconvénients spéciaux, je donne à une personne que je sais se connaître mieux que moi en chevaux, le mandat de choisir pour moi le cheval qu'elle considère comme le plus convenable et de l'acheter en mon nom et, pour cette mission, je lui laisse plus ou moins de liberté dans la détermination du prix. Ici le représentant a un champ d'action très large pour se décider et faire son choix. Conclut-il le contrat en mon nom, il faut alors, sans difficulté, le considérer et le traiter comme le simple messenger des cas précédents, quelque nom que nous puissions lui appliquer d'ailleurs ; car ma volonté dirigée sur plusieurs contrats entre lesquels le choix est laissé au représentant, n'en est pas moins toujours ma volonté et le représentant lui-même apparaît dans tous ces cas vis-à-vis de l'autre partie, comme le simple porteur de ma volonté.

« Il résulte de tous ces passages qu'on ne peut pas établir une distinction entre le messenger et le fondé de

pouvoir, car il ne résulte pour l'un ou pour l'autre, du contrat ni droits ni obligations. Les uns et les autres s'appliquent uniquement et directement à moi. »

M. de Savigny fait donc du *nuncius* un véritable représentant, différent toutefois du mandataire en ce qu'il ne s'oblige pas personnellement mais qu'il oblige seulement son maître.

Il tire ensuite argument à l'appui de l'opinion qu'il soutient, d'un texte de Modestin ainsi conçu :

Modestinus lib. XIV ad Qu. Mucium.

Ea quæ civiliter adquiruntur, per eos qui in potestate nostra sunt, adquirimus, veluti stipulationem ; quod naturaliter acquiritur, sicuti est possessio, perquemlibet volentibus nobis possidere adquirimus (1). »

De l'analyse de ce texte, il voit deux choses : que dans les contrats solennels, le rôle du *procurator* n'a pas été changé mais que pour les non solennels une personne quelle qu'elle soit peut acquérir pour nous : c'est le cas du *nuncius*.

Il voit de plus, une opposition formelle entre la phrase *ea quæ civiliter adquiruntur* que Modestin fait suivre d'un exemple, la stipulation et celle *quod naturaliter acquiritur* suivie à son tour d'un exemple, la possession.

Il en tire enfin cette conclusion, qu'il y a un parallélisme complet entre les deux parties du fragment qui s'expliquent réciproquement.

Plus loin M. de Savigny donne la distinction suivant-

1. Modestin, Digeste, loi 53 XL. 1.

te qu'il établit comme critérium entre le *nuncius* et le *procurator*.

« Si je veux conclure un contrat à l'aide d'un représentant, je puis atteindre ce but de deux manières :

« Je puis procéder, premièrement, de manière que le représentant se présente, négocie et traite en son nom. C'est le cas que j'ai supposé jusqu'ici, cas où il n'importe en aucune façon que j'ai laissé au représentant plus ou moins de liberté et d'initiative. Alors les actions réciproques naissent directement entre moi et la partie adverse, si bien que cette partie adverse n'est liée avec le représentant par aucun rapport de droit. La raison en est que la partie adverse n'a eu en vue, comme contractant avec elle, que moi, non le représentant.

« Mais, en second lieu, je puis aussi concevoir l'opération de manière que le représentant doive négocier et traiter en son propre nom, si bien que dans notre intention, ce sont seulement les conséquences ultérieures résultant du contrat qui m'atteindront. Ici les actions réciproques naissent seulement entre le tiers et le représentant, non entre le tiers et moi, parce que le tiers n'a pas pensé à moi, qu'il n'a pas voulu faire affaire avec moi.

« Le représentant doit alors me transférer le cheval qu'il a acheté, recevoir de moi le prix de vente...

Poursuivant son raisonnement, il ajoute que même dans ce second cas des actions pourront naître indirectement entre le tiers et lui : il attaquera le tiers par

l'action du contrat que son représentant lui a cédée et même en l'absence d'une cession effective, par une *actio utilis*.

Le tiers agira contre lui au moyen d'une action utile par analogie de l'*actio institoria* ; la raison en est que ce dernier aurait pu contraindre le représentant, par l'action du contrat à lui céder son action (l'*actio mandati contraria*).

Comme nouvelle base de sa théorie M. de Savigny cite un passage d'Ulpien qui fait application du principe posé par la loi 53.

Si te rogavero ut rem meam perferas ad Titium ut is eam servet, qua actione tecum experiri possum, apud Pomponium quaeritur. Et putat tecum mandati ; cum eo vero qui eas res receperit depositi. Si vero tuo nomine receperit, tu quidem mihi mandati teneris, ille tibi depositi : quam actionem mihi praestabis, mandati iudicio conventus (1).

« Si je te charge de remettre à Titius ma chose pour qu'il la garde, quelle action ai-je en mon pouvoir pour le poursuivre. Voilà la question que Pomponius se pose. Il pense que j'ai le droit d'agir contre toi par l'action *mandati* et contre celui qui a reçu par l'action de dépôt. S'il l'a reçue de toi parlant pour toi, tu es à la vérité tenu vis-à-vis de moi par l'*actio mandati*, mais lui est tenu vis-à-vis de toi par l'*actio depositi* ; tu seras tenu de me céder cette action par l'effet du contrat de mandat ».

1. Ulpien, Digeste, loi 1 § 11, XVI, 3.

L'auteur cite, en outre, deux textes qui viennent, d'après lui, fortifier sa thèse en lui donnant plus de consistance :

Le premier d'Ulpien encore, est ainsi conçu :

Si procurator vendiderit et caverit emptori quaeritur an domino vel adversus dominum actio dari debeat. Et Papinianus libro tertio Responsarum putat cum domino ex empto agi posse utili actione ad exemplum institoriae actionis, si modo rem vendendum mandavit. Ergo et per contrarium dicendum est utilem ex empto actionem domino competere(1).

Une chose a été vendue par un mandataire. Il s'agit évidemment d'un mandataire général. La preuve en est dans ces mots : *Si modo rem vendendam mandavit*, car si c'était un mandataire spécial, ce ne pourrait être qu'un mandataire ayant reçu mission de vendre et il serait tout à fait inutile de dire *si modo...* Au contraire si le mandat est général, il pourra y avoir lieu d'examiner jusqu'où vont les pouvoirs du mandataire. Un mandataire général a donc vendu une chose et a promis la garantie et il l'a vendue en son nom, car il a promis la garantie, il a répondu à une stipulation, c'est-à-dire qu'il a fait un contrat solennel et il ne pouvait le faire qu'en son nom.

D'autres auteurs, partisans de la thèse de M. de Savigny, invoquent enfin un dernier texte du Digeste, la loi 21 pr. XX, 1, d'après laquelle la convention d'hypothèque

1. L. 13, § 25, D. XIX, 1.

que faite entre mon fermier et mon *procurator* est valable; *quasi inter me et colonum meum convenisse videtur*, ce qui revient à dire que le résultat est le même que celui qui se serait produit si le mandant avait agi personnellement, le *procurator* jouant le rôle de *nuncius*.

Aucun de mes adversaires, ajoute M. de Savigny dans sa note *f*, § 57 n'a nettement déterminé l'idée de *nuncius* qu'ils ne rejettent cependant pas, car elle est admise partout en droit romain.

Toute la différence entre Puchta et lui, dépend, dit-il, de la question de savoir quelle importance et quelle extension il faut attacher à l'idée de *nuncius*.

Puchta la mentionne incidemment et passe sans s'y arrêter spécialement, au lieu de reconnaître qu'elle comprend un côté capital de la représentation et le plus important dans la vie des affaires.

En terminant, il fait remarquer que les lois ci-dessus citées qui parlent du *nuncius* ne limitent en aucune façon ses agissements.

Pour nous résumer, tandis que pour la plupart des auteurs le *nuncius* n'est qu'un instrument : *nuncius præstat vicem epistolæ et non contrahit* (1), pour M. de Savigny, élargissant son rôle, il nous le fait apparaître sous un jour nouveau ; il en fait, non plus un porte-parole, mais bien un véritable représentant qui pouvait parler au nom de son maître qu'il oblige sans s'obli-

1. Cujas, liv. IV, t. 50, Code.

ger lui-même comme le mandataire romain ; acquérir pour le *dominus* sans rien retenir par devers lui.

Il introduit la représentation dans les actes juridiques et admet que, même au début, le principe de la non représentation comportait des exceptions.

Réfutation de la théorie de M. de Savigny.

La doctrine que soutient le célèbre romaniste allemand séduit au premier abord, car les arguments qu'il invoque sont puissants, les exemples bien choisis, la gradation ménagée ; malgré tout, cependant, nous nous refusons à le suivre et nous lui préférons la première opinion qui est plus conforme aux principes juridiques du droit romain, en même temps qu'elle réunit la majorité des suffrages.

En effet malgré son apparence de vérité nous ne trouvons pas cette opinion suffisamment justifiée au point de vue rationnel et de plus elle est en contradiction évidente avec bon nombre de textes du Digeste et du Code dont beaucoup sont certainement postérieurs à la loi 53 qui sert de base à toute sa théorie : pour nous en convaincre nous n'avons qu'à nous reporter aux lois 1 C. 427 ; 126 § 2, D. 45, 1 ; 11 D. 44-7 ; toutes affirment le contraire de ce que soutient de Savigny.

Reprenons, du reste, les arguments qu'il invoque : Dans son troisième cas, lorsqu'il nous parle du mes-

sager qui doit traiter à un prix rapproché de 90 tout en pouvant pousser jusqu'à 100. C'est là, conclut-il, certainement un exemple qui fait bien voir une certaine initiative chez le *nuncius* et qu'il n'est pas seulement le perroquet dont parle Alciat.

Mais ne peut-on pas lui répondre que cette personne n'est pas un messager mais bien un *procurator* ?

Quelle est, en effet, la ligne de démarcation entre ces deux fonctions ? C'est que le premier est chargé d'un acte non juridique, à la différence du second qui en accomplit un, véritablement juridique. La conséquence, dans le cas ci-dessus, sera que l'*actio* naîtra sur la tête du mandataire lui-même et que le maître n'aura qu'une action utile.

Ce que nous venons de dire du troisième cas, s'applique aussi au quatrième : J'ai vu chez un marchand plusieurs chevaux...

C'est encore le cas d'un *procurator* et non d'un *nuncius*, car il ne se contente pas, en effet, de transmettre intégralement la volonté de celui qui l'envoie puisqu'il la dirige dans le choix des chevaux.

Lorsque M. de Savigny nous donne le critérium qui nous permet de distinguer le *nuncius* du *procurator*, il s'exprime à peu près ainsi :

Si le mandataire conclut en son nom qu'il soit simplement mon porte-paroles ou qu'il ait une certaine initiative lui permettant d'interpréter ma volonté, c'est un *nuncius*. Pourquoi ? Parce que celui qui contracte avec lui sait que c'est pour mon compte qu'il agit.

L'obligation naîtra en ma personne et aucun recours ne pourra être exercé contre lui en cas d'éviction ou si je ne paie pas.

Si, au contraire, il parle *proprio nomine* tout en me laissant dans l'ombre, le contrat se forme alors entre les tiers et lui. C'est la seule hypothèse, assez rare, où le principe de la non-représentation reste debout dans les conventions non solennelles.

Mais dans tout cela nous ne voyons qu'une pure affirmation qui n'est nullement confirmée par les textes.

On ne montre nulle part le *procurator* agissant dans les actes non solennels, tantôt *proprio nomine*, tantôt au nom du *dominus*, sauf l'exception du dépôt, parce que dans ce contrat qui se forme *re*, c'est-à-dire par la remise de la chose entre les mains du dépositaire, la possession joue un rôle et que le sort de ce dernier suit la possession.

On ne peut pas considérer, agir au nom d'autrui comme synonyme d'être messager d'autrui, et la transformation par la ratification du gérant d'affaires en *nuncius* est inadmissible. Aux dernières époques de la jurisprudence classique, on distingue encore très nettement le *nuncius* du *procurator* sans qu'on se préoccupe de savoir si le mandataire agit au nom de son mandant ou en son nom personnel.

Du jour où le formalisme ancien, dit-on, disparut, le principe de la non-représentation s'éteignit avec lui.

Mais ce formalisme en était-il la cause unique ? Ce point est fortement contesté.

Supposons, malgré les opinions contraires, qu'il ait véritablement contribué à la création de cette règle rigoureuse n'y avait-il pas encore d'autres causes qui subsistaient dans le dernier état du droit ?

Pour affirmer et prouver sa disparition totale, tandis que le Code et les Institutes n'en disent rien, il faudrait, à notre avis, pouvoir invoquer un texte plus formel que la loi 53 du Digeste.

D'après nous, il résulte même manifestement de cette dernière, base essentielle cependant de toute la thèse de Savigny, que Modestin entend opposer non pas les actes solennels et les actes non solennels, mais simplement les actes productifs d'effets civils aux faits purement matériels, comme la possession, et qui à eux seuls n'ont pas de valeur juridique. Et à cette occasion, il remarque que la possession peut nous être acquise par un tiers, si nous avons la volonté de devenir possesseur... *volentibus nobis possidere* et la connaissance qu'il va appréhender une chose pour nous.

Puchta (1) affirme, en outre, que dans ce texte il y a une interpolation de Tribonien qui aurait remplacé le mot *mancipationem* qui n'avait plus de sens à son époque, par celui de *stipulationem* qui représentait encore une opération juridique.

1. Puchta. Institutes, § 203, note *n*, page 43.

Pour le texte d'Ulpien : *Si te rogavero...* on peut sans faire comme M. de Savigny, l'expliquer très simplement en disant qu'à propos du dépôt opéré par un tiers, le jurisconsulte prévoit le double rôle que celui-ci peut jouer : *nuncius* ou mandataire ordinaire.

Dans la première hypothèse les obligations et les droits naissent entre les intéressés, dans la seconde, entre le mandataire et le tiers ; ce n'est alors que l'application pure des principes que nous avons donnés sur le *nuncius*.

En admettant même que dans les deux cas, l'auteur ait entendu parler d'un véritable *procurator*, cette loi ne peut servir d'argument à la théorie contraire car, à notre avis, on peut expliquer l'action qui naît, dans la première partie de la loi, directement au profit du mandant par l'idée d'une cession tacite d'action dont les textes nous fournissent de nombreux exemples et que le jurisconsulte oppose à une cession expresse, dans le dernier membre de phrase.

Quant à la loi 13, § 25 elle ne vise que la représentation par un *procurator* et décide, conformément à notre théorie, que le mandant ne peut être actionné qu'au moyen d'une action utile.

Cela a lieu, peut-on répondre, parce que le mandataire a traité *proprio nomine*, comme l'indique la *promissio duplæ* faite à l'acheteur pour le garantir contre l'éviction.

Si nous supposons même l'objection fondée, il n'est

pas moins vrai de dire qu'au contrat lui-même, le *procurator* n'a dû intervenir qu'en cette qualité et, à ce titre, le texte ne lui donne qu'une action utile.

Nous croyons enfin que dans la loi 21, il s'agit encore d'une cession obligatoire sous-entendue.

En résumé, après la réfutation des arguments présentés par M. de Savigny, nous concluons en disant que les Romains, sauf pour la possession, n'ont jamais admis le principe de la représentation et que le *nuncius* ne fut à aucune époque de la législation, considéré comme un représentant juridique, au sens véritable du mot.

CHAPITRE III

ACTES SUSCEPTIBLES DE SE FORMER « PER NUNCIMUM VEL PER EPISTOLAM

I. *Contrats consensu et pactes.* — Nous plaçons au premier rang les contrats consensuels : la vente (1), le louage, le mandat (2) et la société (3).

Des textes relatifs à chacun d'eux nous le disent d'une façon certaine.

En seconde ligne viennent les pactes qui pouvaient aussi être conclus *per epistolam vel per nuncium*, tel est le cas de la donation tant *inter viros* que *mortis causa* au sujet de laquelle un texte du Digeste, s'exprime ainsi :

Nec ambigi oportet donationes etiam inter absentes validas esse et parmi les pactes prétoriens, le *constitut*, qui consiste dans la promesse de payer une dette existante, à jour fixé.

Puisque pour que ce dernier se forme, le consente-

1. Loi § 2, *de cont. empt.*

2. Livre III, titre 22. *Institutes*.

3. L. 4 (*pro socio*). *Digeste*.

ment sans forme et sans écrit suffit, il est incontestable qu'il pouvait être donné *per nuncium*.

Les sollicitations enfin étaient fréquentes par correspondance.

Le pacte de serment pouvait-il se faire entre absents? Le *nuncius* peut-il intervenir dans l'accord préalable nécessaire entre les parties qui veulent terminer leur différend? Peut-il prêter serment?

Pourquoi non? Puisqu'il peut faire une convention pour son maître, on ne voit pas de bonne raison pour le lui refuser, car il suit à l'aveugle les instructions du maître, comme si celui-ci avait été présent.

II. *Contrat litteris*. — On a cru pendant longtemps que le rôle du *nuncius* et de la lettre se bornait aux contrats consensuels, mais la découverte de Gaius est venue montrer que le contrat *litteris* pouvait se former entre absents.

Qu'y a-t-il de plus facile à concevoir entre eux qu'une *expensilatio*.

Secundus écrit à *Primus* ou lui fait dire par un messager : Portez sur votre registre que je suis votre débiteur pour 100 et de mon côté, j'inscris que vous êtes mon créancier pour pareille somme.

Le contrat naissait de cette double inscription.

Une question controversée est celle de savoir si l'inscription seule sur le registre du créancier suffit pour rendre la convention obligatoire.

M. Ortolan, qui soutient la négative, dit (1) que sans doute l'inscription du *nomen* sur le registre du débiteur doit régulièrement avoir lieu ; mais qu'elle n'est pas une condition essentielle de l'existence de l'obligation. Sans quoi, on se bornerait au procès à comparer les deux registres et l'inscription manquant sur celui du débiteur, tout serait dit et l'obligation n'aurait jamais pris naissance. Or, les choses ne se passent pas ainsi. C'est qu'en réalité, conclut-il, deux faits seulement constituaient l'essence de l'obligation *litteris*, savoir : l'inscription de la somme avec la formule consacrée, comme *expensa lata* sur le registre du créancier et en outre le consentement ou ordre du débiteur pour cette inscription : celui qui se prétendait créancier *litteris* avait ces deux faits à prouver. Le premier matériellement par ses *tabulæ* portant l'inscription ; le second partous les moyens possibles d'établir qu'elle avait été faite du consentement ou sur l'ordre du débiteur.

Tirant argument de plusieurs passages de Cicéron, il conclut que le défaut d'inscription sur le registre du débiteur n'empêche pas l'obligation d'exister et que l'inscription sans ordre du débiteur sur le registre de celui qui se prétend créancier, ne la fait pas naître.

Le contrat *litteris* entre absents a dû être en honneur à Rome car il facilitait les paiements en évitant le transport d'un numéraire peu commode.

1. Ortolan. N° 1420 (12^e édition.)

III. *Transfert de droits réels.* — La tradition d'une chose entre personnes absentes peut avoir lieu *per nuncium* de deux façons : soit que l'aliénateur confie à un tiers le soin de livrer la chose à l'acquéreur, soit que ce dernier charge un *nuncius* d'aller en prendre possession.

Nous trouvons en effet au Digeste la règle suivante : *Placet per liberam personam omnium rerum possessionem quæri posse et per hanc dominium* (1).

La question est plus délicate et controversée pour les contrats se formant *re* car la loi 1 § 21. D^{XVI} 3 semble prohiber l'intervention du *nuncius* et de plus dans la loi 11 au même titre nous avons vu qu'Ulpien supposait deux cas de cessions d'actions et que la personne chargée de porter la *res* n'est pas un *nuncius* mais bien un *procurator*.

De ce texte devons-nous en conclure que l'entremise du *nuncius* sera toujours impossible ? non mais nous devons faire une distinction : Si celui à qui on doit livrer détient déjà la chose, le contrat *per nuncium* est possible ; dans le cas contraire, impossible parce qu'il y a une tradition à faire.

Cette opération peut avoir lieu aussi par lettre, lorsque la livraison a déjà été faite, car alors l'intention qui a besoin de s'y ajouter peut très bien être contenue dans une lettre.

1. Loi 20 § XLI, 1.

C'est cette hypothèse que prévoit Paul lorsqu'il dit : *absenti sive mittas qui ferat sive, quod ipse habeat, sibi habere eum jubeas, donari recte potest* (1).

IV. Actes relatifs aux droits de famille.

Fiançailles. — La loi 2 de *sponsalibus* (livre XXIII au Digeste) nous fait voir qu'à l'origine elles ne se faisaient qu'entre personnes présentes et par stipulation :

Sponsalia dicta sunt a spondendo : nam moris fuit veteribus stipulari et spondere sibi uxores futuras. Vers le 7^e siècle de Rome devant les exigences de la pratique on abandonna les anciennes formes, le simple consentement suffit : *cofficit nudus consensus ad sponsilia* dit Ulpien ; dès lors les fiançailles peuvent avoir lieu entre absents par lettre ou par messenger.

Dans la loi 18 même livre ce jurisconsulte nous parle de *personæ interpositæ* qu'il ne faut confondre ni avec le *nuncius* ni avec le *procurator*. Elles différaient de ce dernier parce qu'il ne contractait pas et du premier en ce qu'à proprement parler elles jouaient le rôle de courtiers de mariage et non d'envoyés de l'une des parties.

Mariage. — Le mariage peut-il se former par correspondance ?

La question revient à se demander si le seul consentement suffit à sa perfection.

1. Loi 20. D XXXIX. 5.

Cette question est très controversée et a donné jour à deux opinions.

Dans la première, après Cujas et Pothier, certains romanistes soutiennent l'affirmative en se fondant sur certains textes.

Nuptias non concibutus sed consensus facit (1).

Sponsalia sicut nuptiæ, consensu contrahentium fiunt (loi 14 *D. de sponsalibus*).

Que font-ils alors du texte :

Vir absens uxorem ducere potest, femina absens non nubere potest ? (2) Ils l'expliquent en distinguant deux choses concomitantes, en fait, mais distinctes en droit et que disent-ils on confond souvent : les noces c'est-à-dire les cérémonies et le mariage, le contrat.

Les mœurs d'après eux, avaient entouré le mariage de formes symboliques et religieuses, mais au fond ce dernier était resté un contrat capable de se former et de se défaire par le seul consentement.

Ces formes traditionnelles qui accompagnaient presque tous les mariages à Rome et qui en étaient comme la publication, pouvaient s'accomplir en l'absence de l'homme, pourvu que la femme fut conduite dans la maison maritale parce que la femme était comme le centre et l'objet de toutes ces cérémonies.

Sa présence était indispensable mais non celle du mari.

1. L. 30 de *Regulis juris* D.

2. Paul Sent. L. 2. t. 19, § 8.

Tel est pour les partisans de cette théorie le sens de la maxime *vir absens*... que l'on peut ainsi traduire :

Le mariage peut avoir lieu entre absents ; mais les noces exigent la présence de la femme au lieu du domicile conjugal.

Ils tirent enfin argument des mots *nubere et ducere uxorem* qui n'ont jamais voulu dire se marier.

M. Ortolan prétend au contraire que la femme absente ne peut pas se marier par lettre et par messenger, l'homme absent au contraire le peut si la femme est conduite dans son domicile. Pour le soutenir il se fonde sur le texte de Paul déjà cité *vir absens*... et cherche un appui dans la loi 66 de *don. int. vir et uxor.* de Scœvola, siège de presque toute la discussion. Ce texte est conçu ainsi :

Seja Sempronio cum certa die nuptura esset antiquam domum deduceretur, tabulæque dotis signarentur, donavit tot aureas : quæro, an donatio rata sit ? Non attinuisse tempus an antequam domum deduceretur, donatio facta esset, an tabularum consignaturum, quæ plerumque et post contractum matrimonium fierent, in quærendo exprimi : itaque nisi ante matrimonium contractum, quod consensu intelligitur, donatio facta esset, non valere.

§ 1. *Virgini in hortos deductæ ante diem tertium, quam ibi nuptiæ fierent, cum in separata diætâ ab eo esset, die nuptiarum prius quam ad eum transiret et prius quam aqua et igni acciperetur (id est nuptiæ celebrentur) abstulit decem aureos dono : quæsitum est, post nuptias contractas divoratio facto an summa donata repeti possit ? Respondit id quod*

ante nuptias donatum proponeretur non posse de dote deduci ».

La première partie de cette loi semble bien dire comme le soutiennent quelques romanistes que le mariage pouvait avoir lieu par le seul consentement et avant que la femme fut conduite *in domum mariti*, et quelques lignes plus bas le parag. 1^{er} décide que le passage de la femme dans la maison du mari est une condition essentielle à l'existence du mariage; comment expliquer cette contradiction et que faut-il croire du *principium* ou du paragraphe ?

D'après M. Ortolan, le mariage romain était à l'époque classique au nombre des contrats réels et il n'existait que par la tradition.

Après avoir fait observer qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que le mariage dépendit d'une tradition dans un pays où la femme était vendue au mari par la mancipation et où elle était prescrite par un an de possession comme les choses mobilières, lorsque le mariage avait été contracté sans solennités, voici comment il raisonne pour établir que le consentement à lui seul ne suffit pas et que la contradiction est plus apparente que réelle.

Si celui-ci avait été suffisant, de tels contrats auraient dû pouvoir se faire par lettres, par messenger et il est formellement dit dans plusieurs lois que la femme absente ne peut se marier ni par lettres ni par messenger; donc il fallait autre chose que le consentement et

ce qui manque à la perfection c'est la tradition, c'est-à-dire la mise de la femme en la possession du mari.

Malgré les adversaires, toutes les difficultés de la loi 66 sont résolues et elle n'est qu'une application du principe.

En effet les mots *matrimonium contractum consensu intelligitur* dont les partisans de la première thèse ont essayé de tirer parti visent simplement le cas où la femme est en présence du mari au moment où intervient le consentement qui emporte tradition.

Ensuite la phrase *deductio plerumque fit post contractum matrimonium* suppose le cas où le mari va passer quelques jours dans la famille de sa femme avant d'amener celle-ci au domicile conjugal.

Ainsi s'explique que le mari absent puisse se marier par lettres ou par messenger si la femme est conduite dans son domicile, car il y a alors tradition (1).

Voilà aussi pourquoi la femme absente ne peut se marier *per nuncium vel per epistolam* car pour la tradition la femme doit être mise à la disposition du mari :

Mulierem absenti per litteras ejus vel per nuntium posse nubere placet, si in domum ejus deduceretur. Eam vero quæ abesset, ex litteris vel nuntio suo duci a marito non posse, deductione enim opus esse in mariti non in uxoris domum; quasi in domicilium matrimonii.

Bien que la première opinion soit fort ingénieuse,

1. Dig. 23, 2, *de ritu nupt*, 1, 5.

nous optons cependant pour la seconde, celle de M. Ortolan, qui, plus conforme aux textes, décide que le mariage à cause de la tradition ne pouvait pas se former *per nuncium vel per epistolam* et que la distinction entre les *nuptiæ* et le *matrimonium* soulève une objection qui renverse complètement la théorie contraire : c'est que le mot *nuptia* malgré son origine (*nubere*, se voiler) est employé constamment par les jurisconsultes pour désigner le mariage lui même.

En terminant comme dernier argument en faveur de notre opinion on peut faire remarquer que *solus consensus*, dans les textes, est toujours opposé soit à tout écrit, soit à la cohabitation, soit aux cérémonies de simple usage.

V. *Divorce*. — A la fin de la République comme le divorce pouvait avoir lieu par le consentement des époux et qu'il n'était soumis à aucune formalité il était possible *per epistolam vel per nuncium*. Seulement, il était d'usage alors d'envoyer à son conjoint un acte de répudiation ainsi conçu : *Tuas res tibi habeto* pour le cas où il y avait mariage et simplement *conditione tua non utor* dans le cas des fiançailles.

Plus tard, comme nous le dit la loi 8 au Code, les empereurs Théodose et Valentinien firent de cet acte, simple usage, une condition essentielle du divorce.

Consensu licita matrimonia posse contrahi, contracta non nisi misso repudio dissolvi præcipimus; solutionem

etenim matrimonii difficiliorem debere esse favor imperat liberorum (1).

Comme frein à la licence des mœurs, la loi Julia exigea à peine de nullité, une forme solennelle. Il fallait convoquer sept témoins pubères et citoyens romains, plus le *nuncius* chargé de porter la déclaration de divorce (2).

V. *Affranchissements*. — Au début nous voyons trois modes d'affranchissement : *vindicta*, *censu*, *testamento*, que l'on appelle modes du droit civil.

L'usage en introduisit d'autres de bonne heure que Théophile désigne sous le nom de *naturales*. Parmi eux nous trouvons l'affranchissement *per epistolam*.

Justinien réglementa cet usage à l'imitation de ce qui avait lieu pour le codicille en exigeant l'intervention de cinq témoins.

La loi 22 D. de *Manumiss. vindict.* nous offre l'exemple d'un affranchissement solennel, *vindicta*, fait au moyen d'un messenger.

VI. *Actes qui ne pouvaient être traités par lettre ou messenger*. — Nous avons passé en revue jusqu'à l'heure quelques-uns des actes qui pouvaient se former *per nuncium vel per epistolam*.

Voyons maintenant les cas dans lesquels les parties

1. Loi 8, livre V, titre 17. D.

2. Loi 9, D. XXIV, 2.

doivent agir en personne et dont la présence est une condition nécessaire.

Dans le premier état du droit, la présence était la règle.

Sous Justinien bien que les formes solennelles aient été modifiées, nous trouvons cependant au Digeste des traces de l'ancienne règle.

1. *Stipulation*. — Le § 12 des Institutes (de Inst. Stipul.) nous dit : *verborum obligatio inter absentes concepta inutilis est*.

De la nécessité d'une interrogation et d'une réponse il résulte que la stipulation exigeait la présence réelle des parties pour que le contrat se forme et ne pouvait par suite avoir lieu qu'entre personnes présentes, même après la constitution de Léon.

On peut se demander pourquoi les Romains, à la différence de ce qui a lieu chez nous, ont toujours exigé la formalité de l'interrogation.

On peut faire deux réponses : dans l'ancien droit la forme de la stipulation tient au caractère strict de la législation. Plus tard on conserva dans la pratique la stipulation parce qu'elle avait l'avantage de préciser l'intention des parties. L'interrogation appelait la réponse du promettant qui pouvait alors se rendre compte de l'étendue de l'engagement qu'il se proposait de contracter.

II. *Adoption, Adrogation.* — Ulpien nous dit à ce sujet dans la loi 24 D. (*de adopt.*) : *Neque absens neque dissentiens adrogari potest.*

Et la loi 25 § 1 D. (*de adopt.*) : *Neque adoptare neque adrogare quis absens nec per alium ejusmodi solemnitatem peragere potest.*

Comme il faut la présence des parties, une adoption ou une adrogation ne peuvent avoir lieu entre absents *per nuncium vel per epistolam*.

Sous Justinien les formes de l'adrogation sont simplifiées mais on exige toujours la présence des deux parties.

III. *Auctoritas tutoris.* — Le consentement du curateur et le *jussum* du *paterfamilias* pouvaient être donnés par lettre ou par messenger ; l'*auctoritas tutoris*, au contraire, exigeait la présence des parties et devait émaner du tuteur lui-même.

Mais il faut remarquer toutefois que seule la présence du pupille et de son tuteur est exigée et que l'*auctoritas* pouvait fort bien être donnée hors la présence du tiers avec lequel le mineur voulait contracter. C'est ce que nous dit la loi 9 § 6 du Digeste (*de auctor. et cons. tut.*), livre XXVI, titre 8.

Etiam si non exaudiat tutoris auctoritatem is, qui cum pupillo contrahit, scriptis tamen hoc adprobetur, recte negotium geritur : veluti si absenti pupillo per epistolam viderem aliquid, aut locum et is tutoris auctoritate consentiat.

CHAPITRE IV.

DU MOMENT ET DU LIEU OU SE FORME LE CONTRAT PAR CORRESPONDANCE.

Prenons une espèce :

Primus adresse à *Secundus* le messenger *Tertius* pour lui vendre une maison.

A quel moment le contrat est-il formé ? Est-ce au moment de l'acceptation de *Secundus* ou au retour de *Tertius*, porteur de la réponse ?

Est-ce au domicile de *Primus* ou au domicile de *Secundus* que le contrat a reçu sa perfection ?

Telles sont les deux questions que nous allons examiner.

§ 1^{er}. *Moment de formation du contrat.*

Ce qu'il y a de certain c'est que jusqu'à l'acceptation des offres, le contrat n'est pas formé ; et même l'acceptation donnée, le contrat ne se forme pas immédiatement, car on peut supposer que si j'ai envoyé un messenger je puis en envoyer un second pour empêcher le premier d'arriver à destination.

Il en est de même d'une lettre d'acceptation que j'aurais écrite et que je déchire ensuite.

Dans ces deux cas, il n'y aura bien certainement pas formation du contrat, lien de droit.

Certains auteurs ont cependant soutenu que dans cette dernière hypothèse, le contrat se formait au moment même où était écrite la lettre d'acceptation.

Cette théorie est bien étrange car le pollicitant est ainsi à la merci de son cocontractant.

Faisons un pas de plus et supposons maintenant que j'ai remis la lettre à un messenger par exemple.

Le contrat sera-t-il formé du moment de cette remise ou du moment où elle parviendra au destinataire ? Faut-il, pour que le lien de droit s'établisse, que le destinataire ait connaissance de l'acceptation ?

Cette question présente un grand intérêt :

1° Suivant la façon de la trancher, il arrivera qu'on pourra ou non se dédire et si nous supposons une vente, jusqu'au moment où les deux volontés coexistent, la chose appartient au vendeur et le prix payé par l'acheteur, dans l'intervalle, sera sans cause et pourra être répété.

2° Au point de vue des risques. La maison est brûlée après l'acceptation mais avant que celle-ci soit arrivée à moi pollicitant ; si l'acceptation suffit, c'est vous qui subirez la perte ; si, au contraire, il faut la connaissance de l'acceptation, c'est moi.

3° Au point de vue des incapacités qui pourraient

survenir dans la situation juridique des contractants entre l'acceptation et la connaissance de cette dernière par l'offrant.

Les auteurs encore aujourd'hui sont très divisés sur la matière qui a donné naissance à différents systèmes.

I. *Théorie de l'information.* — Dans celle-ci, il faut que le pollicitant ait eu connaissance de l'acceptation.

Si nous supposons un contrat conclu par messenger ou par lettre, il ne sera parfait qu'après la réception de cette dernière ou l'arrivée du messenger chez l'offrant.

On raisonne dans cette opinion de la façon suivante :

Le contrat entre absents et le contrat entre présents sont soumis aux mêmes conditions ; or, pour que ce dernier se forme, il est nécessaire qu'une réponse ait été donnée ; en procédant par analogie, il faut décider pour les absents que l'acceptation doit être connue de l'offrant.

De plus, l'offre n'engage l'offrant que lorsqu'elle arrive à celui à qui elle est faite. N'est-il pas juste de procéder de même pour l'acceptation ? Pourquoi ne pas leur appliquer la même règle ?

II. *Théorie de l'agnition.* — Dans celle-ci, au contraire, on décide qu'il suffit que l'acceptant se soit dessaisi de son acceptation.

Dans le cas contraire, ce serait, en effet, mettre

l'acceptant à la merci du pollicitant qui peut cacher avoir reçu l'acceptation. Comment alors faire la preuve ?

Il est donc préférable de dire que dès que les deux volontés se sont rencontrées, il y a eu concours et par suite naissance de l'obligation.

III. *Système intermédiaire.* — Dans cette opinion, on place la formation du contrat à la réception mais avant que la lecture en ait été faite.

Elle se rattache à la première théorie, puisque là encore la coexistence des deux volontés suffit sans que la prise de connaissance de la lettre ait eu lieu.

Quelle est la solution des Romains sur cette question ?

Ils paraissent ne pas l'avoir même soupçonnée et il nous est impossible de la préciser avec les rares textes confus et souvent contradictoires que nous possédons.

Nous nous bornons à faire des conjectures et à tirer argument d'un texte d'Ulpien qui, sans être formel, semble cependant décider que le contrat se forme dès que l'acceptant s'est dessaisi de son acceptation.

Quærendum est cujus sit epistola : utrum ejus qui misit aut ejus ad quem missa est ? Et si quidem dedi servo ejus, statim ipsi quæsitæ est cui misi : si vero procuravi, æque (1).

Nous croyons voir en outre la confirmation de l'opinion de ce jurisconsulte dans un texte un peu plus précis et ainsi conçu :

1. Loi 14, § 17, D. *de furtis*, XLVII.

Si epistolam tibi misero : non erit ea tua antequam tibi reddita fuerit. Paulus : imo contra, nam si miseris ad me tabellarium tuum et ego rescribendi causa litteras tibi misero : simul atque tabellario tuo tradidero, tuæ fient. Idem accidet in his litteris, quas tuæ duntaxat rei gratia misero; veluti, si petieris a me, uti te alicui commendarem et eas commendatitias tibi misero literas (1).

« Si je t'envoie une lettre, elle ne sera pas à toi avant qu'elle ne te soit arrivée. Mais Paul pense que si tu m'envoies ton tabellaire et que pour te répondre, je t'envoie une lettre par lui, aussitôt que je l'aurai remise à ton tabellaire, elle sera à toi.

N'est-ce pas là notre hypothèse ?

§ 2. — *Lieu de formation du contrat.*

La plupart des contrats résultent du concours personnel des deux parties ; dans ce cas, la question est facile à trancher : le lieu où elles étaient présentes détermine celui où l'obligation a pris naissance.

Il n'en est cependant pas toujours ainsi :

Les parties, d'une part, ont pu subordonner la validité du contrat qu'elles veulent faire à l'accomplissement de certaines formalités, la rédaction d'un écrit par exemple.

Quel sera alors le lieu de sa formation ?

1. L. 65 pr. *de acq. vel am, poss.* XLI, 1.

Celui, à notre avis, où ces formalités auront été remplies, car jusqu'à ce moment aucune des parties n'est liée vis-à-vis de l'autre.

D'autre part, si, au lieu d'une convention passée entre présents, — nous supposons, le cas peut se présenter assez souvent — d'un contrat conclu par correspondance, *per nuncium vel per epistolam*, la question est plus délicate.

Elle a donné lieu à plusieurs opinions qui toutes, en l'absence de textes, sont basées sur de simples conjectures et sur le raisonnement.

Nous allons passer les deux principales en revue en distinguant le lieu de formation, la juridiction compétente et le droit local applicable.

I. *Quel est le lieu de formation du contrat ?* — Certains auteurs prétendent que le contrat n'est parfait que dans le lieu où l'expéditeur de la première lettre reçoit la réponse et connaît le consentement de l'autre partie, parce que, disent-ils, la réponse affirmative peut être retirée avant de parvenir à son adresse ou être annulée par une déclaration contraire.

Nous repoussons cette opinion basée sur une hypothèse tout à fait exceptionnelle, car il arrivera le plus souvent que les deux déclarations se succéderont sans aucune hésitation de ce genre et nous pensons, au contraire, que le lieu du contrat est celui où la lettre a été reçue et d'où a été expédiée la réponse affirma-

tive, car c'est véritablement là que s'est exprimé l'accord des volontés.

Le moment et le lieu de formation sont, à notre avis, deux faits connexes qui doivent recevoir la même solution.

Tel est aussi l'avis de Lauterbach (1). Il décide, quand il s'agit d'un messenger que c'est dans le lieu où il reçoit l'adhésion que le contrat est réputé conclu.

II. *Quelle est la juridiction compétente ?* Un grand nombre d'auteurs procédant par analogie, répondent que c'est celle du lieu où la première lettre a été reçue et suivie d'une réponse affirmative (2).

M. de Savigny soutient une opinion contraire qui nous paraît plus conforme à l'intention probable des parties.

Il combat la théorie précédente, en disant que l'expéditeur de la première lettre peut tout au plus être assimilé à un voyageur ; il ne peut certainement être censé avoir établi une résidence permanente au domicile de l'autre partie et s'être ainsi soumis à la juridiction de cette localité.

1. Lauterbach (*de nuncio*, § 25, Diss., t. III, n° 107).

2. Il arrivait quelquefois que le tribunal compétent pour statuer sur les difficultés qui pouvaient surgir entre Romains et pérégrins était celui où le contrat avait pris naissance ; mais dans ce dernier cas nous nous plaçons au point de vue international, car à Rome la règle générale était que le tribunal compétent était celui du domicile du défendeur : *actor sequitur forum rei*.

Le contrat par correspondance doit, à l'avis du jurisconsulte allemand, être considéré pour chacune des parties, comme fait en son domicile « et comme soumis à la juridiction spéciale de l'obligation en soi ».

Si le contrat désigne un lieu d'exécution, la juridiction de l'obligation se trouve par là même déterminée.

III. *Quel est le droit local applicable?* Le droit local, de même que la juridiction, dépend le plus souvent du lieu où l'obligation a pris naissance ; il importe dès lors de déterminer ce lieu très exactement.

On éprouve quelque difficulté à le faire lorsqu'il s'agit d'un contrat conclu par correspondance.

Ce dernier est réputé fait, avons-nous dit, dans le lieu où la première lettre a été reçue et suivie d'une réponse affirmative.

Si l'on ne devait pas avoir égard à certaines circonstances, il est certain que le droit local serait celui du lieu de formation : telle est, en effet, l'opinion de plusieurs romanistes.

D'autres, comme Grotius, prétendent que le contrat par correspondance « doit se juger d'après le droit naturel ». Qu'entendent-ils donc par droit naturel ?

Ces deux opinions, à notre avis, doivent être rejetées car comme le dit avec raison M. de Savigny, l'expéditeur de la lettre peut tout au plus se comparer à un voyageur qui se transporte momentanément auprès de l'autre partie pour faire le contrat ; et lorsque ce der-

nier se conclut, cette résidence passagère ne saurait fonder le siège de l'obligation avec ses conséquences juridiques.

Le droit local se détermine d'abord par le lieu de l'exécution s'il y en a un fixé et s'il n'y en a pas chacune des parties demeure soumise au droit de son domicile.

§ 3. — *Preuve du contrat.*

Le jurisconsulte Scævola (1) nous dit que cette preuve pouvait être faite par tous les moyens.

La signature et le cachet d'une lettre importaient peu pourvu que l'obligation fût démontrée.

Nous voyons là, du reste, un fait normal et la confirmation des principes admis par le droit romain en matière de preuves.

Les contrats solennels occupent dans notre législation une place peu importante ; nous pouvons cependant dire avec M. de Savigny (2), que la prescription d'un écrit en matière d'obligations conventionnelles est plus rigoureuse, en un certain sens, que ne l'étaient les règles de la stipulation romaine, puisqu'aucun contrat ne peut, en principe, être prouvé qu'à la condition qu'il y ait écrit, alors qu'à Rome les contrats consensuels et réels pouvaient l'être d'une façon quelconque.

1. L. 34, § 1, de *pign. et hyp.*, XX, 1.

2. *Oblig.* II, § 78.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.	1
Chapitre I. — Le contrat par correspondance existait-il à l'origine ; date de son apparition. . . .	3
Chapitre II. — Rôle du <i>nuncius</i> dans les actes juridiques. Comparaison avec le <i>procurator</i>	15
Chapitre III. — Actes susceptibles de se former <i>per nunc-</i> <i>cium vel per epistolam</i>	33
Chapitre IV. — Du moment et du lieu où se forme le con- trat par correspondance.	46
§ 1 ^{er} Moment de formation du contrat	46
§ 2. Lieu de formation du contrat.	50
§ 3. Preuve du contrat.	54

DROIT FRANÇAIS

LE PLACEMENT
DES OUVRIERS EMPLOYÉS ET DOMESTIQUES
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION

La transformation des moyens de production, le développement considérable du mouvement économique l'extension croissante des relations industrielles, la puissante concentration des capitaux peuvent donner naissance à de redoutables crises et compromettre l'ordre social.

L'observation de ces phénomènes et de leur conséquences, ont amené les hommes de tous les partis à rivaliser d'efforts pour arriver à la solution de ce difficile problème social.

Un des côtés de ce problème intéresse le monde du travail, d'une manière toute particulière.

Souvent, sans d'autres ressources pour vivre que ses bras, perdu dans nos grandes agglomérations modernes,

passant parfois sans l'apercevoir à côté du travail qu'il recherche, l'ouvrier a droit à l'aide et à la protection de la société.

Par humanité, en vertu de la solidarité qui lie tous ses membres, dans l'intérêt même de l'ordre et de la sécurité publique, la société a le devoir étroit de rendre par les moyens en son pouvoir la condition de l'ouvrier toujours meilleure.

Un de ces moyens consiste à le mettre à même de se procurer du travail, de se placer.

Le placement est la mise en contact de l'entreprise et de la main-d'œuvre, le rapprochement de l'employeur et de l'employé.

Il existait déjà au moyen âge sous deux formes que nous retrouvons encore aujourd'hui.

L'ouvrier peut se placer de deux façons différentes directement ou par intermédiaire.

Ce dernier mode de placement a été réglementé, en France, par le décret du 25 mars 1852, complété par une ordonnance de police du 5 octobre de la même année.

En vertu de ce décret, il a été créé des bureaux de placement qui, à l'heure actuelle, constituent une véritable industrie.

Ces bureaux ont rendu et rendent encore des services incontestables ; mais ils ont donné lieu à de graves abus et sont l'objet d'attaques violentes de la part des classes laborieuses.

La Chambre des députés est assaillie de propositions de lois tendant toutes à la suppression de nos bureaux actuels qui sont, dit-on, une véritable exploitation organisée contre les malheureux ouvriers obligés de s'adresser à eux.

De nombreux systèmes de placement gratuit ont été proposés pour les remplacer. — Chacun d'eux sera, de notre part, l'objet d'une étude détaillée et impartiale.

Nous diviserons notre travail en trois parties principales qui, à leur tour, se subdiviseront en chapitres.

La première comprendra l'histoire du placement ; la seconde, l'état actuel et la législation actuelle ; la troisième, la législation étrangère. Dans la conclusion nous essaierons de donner la meilleure solution possible du problème dont nous allons entreprendre l'étude.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DU PLACEMENT

CHAPITRE I

1. Moyen âge.

Avant l'organisation de l'industrie du placement, trois moyens s'offraient à l'ouvrier qui voulait se placer.

Le premier consistait à aller trouver le maître.

Etienne Boileau, garde de la prévôté de Paris, nous donne sur ce point des renseignements intéressants dans son livre intitulé : *Registre des mestiers et marchandises de la ville de Paris*.

Il rapporte à propos des statuts (1) des ouvriers dra-

1. *Office du travail, Placement*, pages 2 et 3.

piers que le travail à l'heure, à la journée et la tâche y étaient formellement interdits et que l'ouvrier était loué au mois ou à l'année par les maîtres des métiers, à la condition :

1° De se conformer aux usages de la coutume de Paris.

2° D'attester de sa nationalité.

3° Et de produire un bon certificat de ses anciens maîtres tant au point de vue de ses aptitudes que de sa moralité.

Comment se formait ce contrat de louage particulier ?

Les renseignements à ce sujet nous font absolument défaut et le *Registre des mestiers* nous apprend seulement que le serment public était imposé à l'ouvrier au moment où il se louait (1).

« Nul ne peut ni ne doit mettre ouvrier en œuvre ou valet avant qu'il ait donné sa foi qu'il gardera et fera le métier bien et loyalement et cette fiance doit être faite devant deux du métier au moins et doit jurer sur saints que s'il savait aucun du métier qui méprît en aucune chose du métier, il le ferait savoir à ceux qui le métier gardent, le plus tôt qu'il pourrait (2) ».

Le second moyen de placement obligeait l'ouvrier à stationner sur des places d'embauchage où se centra-

1. *Office du travail, Placement* page 4.

2. *Registre des métiers*, pages 108, 169, 185.

lisaient les offres et les demandes d'emplois : il était usité pour les métiers agricoles et surtout par les ouvriers qui faisaient des ouvrages exceptionnels et passagers.

Les statuts des Tondeurs de drap du 23 avril 1864 nous disent à cet égard que « tous les varlets dudit mestier qui voudront gagner et ne seront allouez pour le jour, soient tenuz aller es places accoutumées à trouver les varlets d'icellui mestier et à l'heure à ce ordonnée, afin que les maistres les puissent trouver tous ensemble pour les mettre en besogne » (1).

Le troisième moyen, enfin, mettait l'ouvrier dans la nécessité de recourir à l'intermédiaire des couvents et des rares agences de placement qui au début s'occupaient, exclusivement de l'embauchage des nourrices et des servantes.

Ces premiers bureaux remontent aux croisades. On en trouve des traces aux siècles de Pierre l'Ermite et de Godefroy de Bouillon.

Ainsi, au cours d'une enquête faite par ordonnance du roi en 1688, les religieuses de Ste-Catherine et de Ste-Opportune produisaient des titres authentiques prouvant que « leur maison a été établie dans le onzième siècle pour retirer les pauvres femmes et filles qui n'ont aucune retraite et cherchent condition » (2).

1. *Office du travail, Placement*, page 7.

2. *Office du travail, Placement*, page 10.

A côté de ces intermédiaires purement charitables, de l'offre et de la demande, apparaissent un peu plus tard les intermédiaires intéressés : les placeurs de profession.

En présence du grand développement que prit cette industrie au quatorzième siècle, Jean le Bon, dans son ordonnance de police des Arts et Métiers la réglementa et fixa le taux des honoraires que la placeuse — le métier était aux mains des femmes — devait percevoir par égales fractions tant sur le maître que sur l'employé.

« Les commanderesses, disait-il, qui ont accoutumé à louer et commander chambrières et nourrices, auront pour commander et louer une chambrière XVIII deniers, tant seulement et d'une nourrice II sols, tant d'une partie comme d'autre ; et ne les pourront louer ne commander que une foiz l'an. — Et qui plus en prendra ne donnera, il l'amendera de X sols et la commanderesse qui deux fois en ung an allouera chambrière ou nourrice, sera peunie par peine de corps au pilory ou autrement » (1).

Le rôle des commanderesses prit fin au XVII^e siècle ; mais elles ne s'occupèrent jamais que des filles à la recherche d'une condition.

Montaigne, dans ses *Essais*, se plaint de cette lacune qu'il appelle « un défaut de nos polices. »

1. *Office du travail, Placement*, page 40.

« Feu mon père, dit-il, home pour n'estre aydé que de l'expérience et du naturel, d'un jugement bien net m'a dit autrefois qu'il avoit désiré mettre en train qu'il y eust ez villes certain lieu désigné auquel ceux qui avoient besoin de quelque chose, se pourroient adresser et faire enregistrer leurs affaires à un officier establi pour cet effect. Come je cherche à vendre des perles, je cherche des perles à acheter; tel veut compagnie pour aller à Paris; tel s'enquiert d'un serviteur de telle qualité, tel d'un maistre; tel demande un ouvrier, qui cecy, qui cela, chacun selon son besoin. Et semble que ce moyen de nous entr'advertir apporterait une légère commodité au commerce public. Car à tous coups il y a des conditions qui s'entrecherchent et pour ne s'entendre laissent les hommes en extrême nécessité » (1).

II. — Compagnonnage.

Au XV^e siècle, la monarchie subordonne de plus en plus les communautés d'arts et métiers, les multiplie pour en tirer le plus grand profit possible, jusqu'au moment où avec Henri III la main mise est complète,

1. Montaigne, chapitre XXXIV, *Essais*.

puisque le roi se réserve la vente et le bénéfice des maîtrises, des dispenses et assujettit tous les artisans à l'obligation du chef-d'œuvre, à la maîtrise et à la jurande.

Ces communautés se composaient alors exclusivement de maîtres qui pour éviter la concurrence achetaient toutes les lettres de maîtrises mises en vente.

D'autre part, la corporation ne pouvait pas s'étendre; le nombre des apprentis de chaque maître était fixe et l'apprentissage pour lequel on devait payer, durait huit et dix ans dans certains métiers. L'apprenti devenu ouvrier, le restait jusqu'à ce qu'il pouvait obtenir la maîtrise, pour laquelle il devait attendre une vacance. De plus il la payait non seulement au seigneur ou au roi qui donnait la permission, mais encore à chaque maître de la corporation.

Plus tard même, on obligea les ouvriers à faire, pour mériter la maîtrise un travail long et coûteux appelé « le chef-d'œuvre » qui endettait l'ouvrier s'il ne le ruinait pas.

Le métier avait des chefs nommés par les maîtres ou par le seigneur : c'étaient les prud'hommes ou les jurés chargés de la police intérieure et de l'exécution des règlements.

Dans la suite, ces fonctions deviennent des offices payés fort chers : les jurandes.

Les jurés surveillaient le travail. — Dans la bonne

intention de prévenir les fraudes et de sauvegarder l'honneur de la corporation, on multiplia les règlements au point qu'ils devinrent une gêne, un obstacle à tout perfectionnement, à toute amélioration.

On allait jusqu'à fixer aux artisans le poids, la longueur des objets qu'ils devaient fabriquer ; on déterminait la quantité de la matière première, la manière de l'employer et toute étoffe tissée, tout objet fabriqué en dehors des règles ordinaires était détruit.

Tandis qu'autrefois la différence entre l'ouvrier et le patron était peu sensible, il arriva alors que l'association de ces derniers les transformant en aristocratie industrielle, creüsa entre eux un abîme.

De là le besoin très réel pour les ouvriers de fonder à leur tour des associations particulières, sortes de confréries dont la protection les accompagnait dans leurs pérégrinations laborieuses et qu'on appelle le « *Compagnonnage* ».

Elles ne servaient pas seulement à assurer du travail à l'ouvrier arrivant dans une ville inconnue, elles lui faisaient trouver des mains fraternelles et des visages amis partout où il allait : elles lui assuraient le pain et les secours lorsqu'il était isolé et sans ressources.

Ce fut surtout l'instinct de la légitime défense qui poussa les ouvriers d'un même métier à s'unir, à se protéger et à lutter contre l'arbitraire des maîtres.

Mais ces alliances et ces services réciproques, cette

lutte pour l'indépendance de la profession prirent un caractère mystérieux d'associations secrètes avec des usages traditionnels. La réception des compagnons fut entourée de cérémonies bizarres et ressembla à une initiation de mystères antiques où l'élément chrétien se mêlait quelquefois aux coutumes païennes.

Si le Compagnonnage tel que nous le connaissons, ne date que d'une époque relativement récente, il est facile d'établir que son point de départ est fort ancien.

C'est, à n'en pas douter, un débris des sociétés secrètes de l'antiquité.

Ainsi chez les Juifs, nous trouvons l'association des Khasidéens dont la mission, à l'origine, était d'entretenir, de réparer le temple offert par Salomon au seigneur et d'où les compagnons actuels qui prennent le nom « d'Enfants de Salomon, » prétendent être sortis.

Ces Khasidéens se portaient réciproquement assistance et avaient dans certaines contrées des maisons appelées *semmées* où ils logeaient lorsqu'ils voyageaient.

De la Judée, ces associations passèrent en Egypte et ensuite en Grèce. C'est de Grèce enfin que Numa fit venir, à Rome, les architectes qu'il mit à la tête des *Collegia artificum*.

Les associations compagnonniques, à forme religieuse au début, devinrent chez nous, au commencement du XVI^e siècle, de véritables sociétés de secours mutuels. Elles tentèrent aussi de faire la loi

au patron tant pour la fixation du salaire que pour la durée du travail.

Ces essais d'affranchissement furent souvent paralysés par les arrêts du Parlement « qui faisaient défense aux compagnons de se détourner les uns les autres du service des maîtres, de s'attrouper et de faire aucune assemblée publique à peine de la vie » (1); mais loin d'atteindre leur but, ces arrêts poussèrent au contraire les ouvriers traqués à se constituer en sociétés secrètes.

Arrivé à son plein développement vers 1530, le Compagnonnage nous apparaît alors comme une véritable institution de placement.

Les nombreux interdits et les grèves provoqués par lui, la multiplicité des plaintes, firent intervenir le pouvoir royal dans ces luttes incessantes entre maîtres et ouvriers, au moyen de lettres dont une des principales que nous reproduisons en partie, est ainsi conçue :

« Faisons très expresses inhibitions et défenses à tous compagnons et ouvriers employés dans les manufactures et fabriques de notre royaume de quelque espèce qu'elles soient, de les quitter pour aller travailler ailleurs, sans en avoir obtenu un congé exprès et par écrit de leurs maîtres à peine contre les dits compagnons et ouvriers de 100 livres d'amende, au paiement de laquelle, ils seront contraints par corps.

1. *Office du travail, Le Placement*, page 24.

« Faisons pareillement défenses à tous compagnons et ouvriers de s'assembler en corps, sous prétexte de confrairie ou autrement, de cabaler entre eux pour se placer les uns les autres chez des maîtres ou pour en sortir, ni d'empêcher de quelque manière que ce soit les dits maîtres de choisir eux-mêmes leurs ouvriers, soit français ou étrangers, sous pareille peine de 100 livres contre les dits compagnons et ouvriers, payables comme dessus (1) ».

Comme nous le verrons ultérieurement dans notre historique, malgré les repressions de l'ancien régime, le Compagnonnage résista et nous le retrouverons encore fortement établi dans la première moitié du XIX^e siècle.

1. *Office du travail, Le Placement*, page 27.

CHAPITRE II.

L'EMBAUCHAGE DU XVII^e SIÈCLE A LA RÉVOLUTION

Alarmés par le développement, toujours croissant, du Compagnonnage et trouvant insuffisantes les mesures de police édictées jusqu'alors, les maîtres prennent, dans leurs communautés respectives, des décisions qui, pensaient-ils, auraient pour résultat d'empêcher la brusque suspension du travail et de paralyser le précieux concours que les ouvriers se prêtaient en vue de leur placement.

Les pâtisseries de Paris, par exemple, essayèrent d'atteindre ce double but en inscrivant dans leurs statuts :

1^o Que les compagnons devraient être munis d'un certificat de leurs anciens maîtres attestant qu'ils n'avaient pas lésé leurs intérêts.

2^o Et qu'ils seraient tenus de se faire inscrire chez le clerc de la communauté (1).

Ces mesures qui au début constituaient l'exception,

1. *Office du travail, Le Placement*, page 30.

ne tardent pas à se généraliser pour devenir la règle dans la majeure partie des communautés de maîtres, si bien que le placement légal, à cette époque, était entre les mains du secrétaire ou du clerc de la communauté.

De plus, toutes les fois que l'industrie, écrasée sous les impôts, se ralentissait, on s'en prenait à l'inexécution des règlements et on enchérissait sur leurs dispositions. — Un intendant de province Basville, alla jusqu'à déterminer le poids de chaque espèce de couvertures de laine.

Sous le règne de Louis XV, les privilèges, les monopoles se maintiennent et augmentent dans les corporations et jusque dans les industries qui dépendaient le plus des caprices de la mode.

Dans certains métiers, l'ouvrier ne pouvait quitter son patron qu'après avoir obtenu un congé écrit, trois mois à l'avance ; s'il partait sans congé régulier, il risquait de se voir ramener par la maréchaussée (1).

On tenta à diverses reprises de créer le placement par intermédiaire, c'est-à-dire de généraliser ce qui n'existait que pour les commanderesses, mais à chaque essai, les maîtres obtenaient des arrêts du Parlement interdisant la création de bureaux analogues, au profit des compagnons.

1. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*.

Un de ces arrêts de 1677 est resté célèbre :

« Le roy ayant été informé que depuis quelque temps il aurait été affiché en plusieurs lieux de la ville et faubourgs de Paris, un imprimé sous le nom de Mougin, pour instruire le public de l'établissement des bureaux où les compagnons de métiers seraient obligés de se retirer pour être placés, chez les marchands et artisans par les commis dudit bureaux. Ordonne que si aucuns avaient été ouverts, ils seront incessamment fermés nonobstant et sans avoir égard aux privilèges qui pourraient avoir été obtenus pour lesdits établissements..... (1).

A la fin du XVIII^e siècle, les communautés sont tellement nombreuses et réglementées de telle façon que l'ouvrier, paralysé dans tous ses efforts, trouvait difficilement le travail nécessaire à la vie, ce qui faisait dire à Turgot au moment où il supprimait ces anciennes associations :

« Ceux dont la fortune ne peut suffire aux sacrifices exigés par l'acquisition des lettres de maîtrises, sont réduits à n'avoir qu'une existence précaire sous l'empire des maîtres, à languir dans l'indigence, ou à porter hors de leur patrie une industrie qu'ils auraient pu rendre utile à l'Etat ».

1. *Office du travail « Placement »*, page 32.

Bureau d'adresses.

Au XVII^e siècle, parallèlement aux communautés qui avaient essayé d'accaparer l'embauchage des ouvriers, un nouveau système de placement des employés et domestiques avait été inauguré.

Il est dû à Théophraste Renaudot, médecin de Louis XIII, qui usa de toute son influence auprès du roi pour essayer de corriger « le défaut de nos polices » dont parle Montaigne, en créant à Paris le « *Bureau d'adresses et de rencontres* ».

Muni depuis déjà quelque temps de l'autorisation nécessaire, Renaudot, à cause des difficultés créées par le Prévot de Paris et le Parlement, ne put mettre son œuvre en pratique qu'en 1630.

Dès son arrivée à Paris, écrit-il lui-même, « il avait été frappé de l'affluence des malheureux qui y accouraient en troupe sous l'espérance de quelque avancement qui se trouve ordinairement vaine et trompeuse ; car, ayant dépensé le peu qu'ils avaient au paiement des bienvenues et autres frais inutiles auxquels les induisent ceux qui promettent de leur faire trouver emploi et aussi aux débauches qui s'y présentent d'elles-mêmes, auxquelles leur oisiveté donne un

accès facile, ils se trouvent accueillis de la nécessité avant d'avoir trouvé maistre : d'où ils sont portés à la mendicité, aux vols, meurtres et autres crimes énormes ; et par les maladies que leur apporte en bref la disette, infectent la pureté de notre air et surchargent tellement, par leur multitude l'Hôtel-Dieu et les autres hôpitaux que, nonobstant tout le soing qu'on y apporte, ils peuvent véritablement dire que le nombre les rend misérables » (1).

C'était pour ces malheureux que Renaudot rêvait la création d'un Bureau où ils pourraient désormais, une heure après leur arrivée, venir apprendre « s'il y a quelque employ ou condition présents et y entrer beaucoup plus aisément qu'il ne feraient après avoir vendu leurs hardes ; ou, n'y en ayant point, se pourvoir ailleurs ».

L'institution qu'il projetait atteignait un double but : mode d'assistance bien compris, elle était aussi en même temps un moyen d'épreuve car ainsi, disait-il, on discernera plus facilement par là les fainéants et gens sans aveu pour en faire la punition qu'il appartiendra (2).

Malheureusement le but de l'institution fut dépassé et celle-ci devint, en réalité une vaste entreprise de publicité et une agence d'affaires universelle.

1. *Office du travail* « *Le Placement* », page 45.

2. *Mercure français*, tome XXII.

Le Bureau d'adresses, comme l'indique l'annonce de son ouverture, se chargeait de toutes les négociations:

« De par le Roy,

« On fait assavoir à toutes personnes qui voudront vendre, acheter, louer, permuter, apprendre, enseigner; aux maîtres qui veulent prendre des serviteurs et à ceux qui cherchent condition (etc.)... qu'ils se pourront adresser au bureau... Ledit bureau se tient près le Palais, rue de la Calandre et au marché neuf, à l'enseigne du Coq (1). »

L'affluence y fut tellement grande que l'autorité elle-même l'utilisa comme agence de renseignements et fit, encore une fois, manquer le but qu'on désirait atteindre.

Le mécanisme en était simple: moyennant trois sous tout le monde pouvait faire inscrire un avis sur le grand registre du bureau et moyennant trois sous de plus, chacun obtenait un extrait du dit registre.

L'avis était affiché pendant tout le temps nécessaire et les inscrits qui trouvaient une place devaient faire rayer leur nom, dans les vingt-quatre heures.

Cette organisation fut ensuite complétée par la publication d'un journal d'annonces qui avait pour titre « *La Feuille du Bureau d'adresses* » et qui portait à domi-

1. *Office du travail, Le Placement*, pages 46, 47.

cile, à la connaissance du public, les offres et les demandes d'emploi.

Il est certain que le Bureau fut, pour les organisateurs, une excellente affaire au point de vue pécuniaire, mais il serait inexact de croire qu'il rendit les services qu'on en attendait.

Bien que Renaudot répétât qu'il l'avait « inventé au bien et au soulagement du peuple » lorsqu'il demandait qu'une personne charitable « voulût le doter de quelque revenu suffisant », son Bureau d'adresses ressemblait fort à son cabinet de consultations gratuites où il ne recevait rien sans doute personnellement, mais où son domestique « recueillait dans une boîte » le prix de ses prétendus services gratuits.

Le Bureau d'adresses et de rencontres, survécut à son auteur mais sans rendre de plus grands services au point de vue du placement ; son action se restreignit, au contraire, au fur et à mesure que les prétentions corporatives augmentaient.

Comme nous l'avons vu, à partir de la fin du XVI^e siècle et surtout au XVII^e, les maîtres d'un grand nombre de métiers, s'appuyant sur l'autorité, ne tardèrent pas à en restreindre, petit à petit, le cadre d'application, jusqu'au moment où il disparut complètement.

Grâce aux économistes et à Turgot qui appliquaient ainsi les vrais principes, les corporations, les maîtrises et les jurandes, furent abolies en 1776.

Louis XVI dans le préambule de son édit disait bien :
« Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme et cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes. »

Mais au mois d'août de la même année, par un nouvel édit il rétablissait six corps de marchands et quarante-quatre communautés d'arts et métiers, parce que six parlements avaient refusé d'accepter les réformes de Turgot : les abus reparurent.

Le grand réformateur ne put ainsi faire triompher la cause du droit de travailler « ce droit inaliénable de l'humanité » et tomba en jetant un cri de détresse qui ne devait être entendu que par la Révolution.

La routine, compagne des rois, empêcha de voir clair aux mieux intentionnés et ce n'est que sur les débris d'un trône qui s'écroulait que la liberté du travail fut proclamée.

CHAPITRE III.

L'EMBAUCHAGE DE LA RÉVOLUTION, AU DÉCRET DU 25 MARS 1852.

La Révolution, en détruisant définitivement l'embauchage corporatif, devait donner l'essor au placement par intermédiaire. Aucune innovation ne fut cependant faite jusqu'à l'Empire.

De 1791 au 22 germinal an XI, le placement continua à se faire, comme au moyen âge, par les logeurs, dans les lieux publics ou directement (1).

A cette dernière date, une loi due à l'initiative de Bonaparte créait une réglementation nouvelle de l'embauchage et de l'industrie. Le titre II en est ainsi conçu : (2)

« Toute coalition contre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires et suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution sera punie d'une

1. *Office du travail, Le Placement*, page 71 et suivantes.

2. *Office du travail, Le Placement*, page 74.

amende de 100 fr. à 3000 fr. et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement d'un mois au plus.

« Toute coalition de la part des ouvriers, pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures et en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux sera punie d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois. »

Le 9 frimaire de l'année suivante, un arrêté du gouvernement imposait l'obligation du livret à l'ouvrier.

Quelques mois après, le 20 pluviôse, une ordonnance de police rappelait les dispositions ci-dessus.

Elle disait dans son article 13 :

« Il sera établi, à Paris, des bureaux de placement pour les classes d'ouvriers à l'égard desquelles ils seront jugés nécessaires. »

Les garçons perruquiers ont été les premiers à avoir un bureau de placement, à la date du 12 germinal an XII (1).

L'idée qui présida à leur création fut celle que nous trouvons formellement exprimée dans une circulaire de cette époque (2).

En somme, les bureaux de placement, organisés tant en province qu'à Paris, rendaient quelques ser-

1. *Office du travail, Le Placement*, page 77.

2. *Office du travail, Le Placement*, page 77.

vicescar ils faisaient connaître à l'ouvrier les endroits dans lesquels on offrait du travail. C'était aussi un moyen d'éviter le vagabondage, le vol, l'assassinat, autant d'actes qu'est exposé à commettre un homme sans travail et sans ressources, à la recherche du pain dont il a besoin pour vivre.

Mais ils n'atteignirent qu'incomplètement leur but et ne donnèrent pas les résultats qu'on espérait.

Administrés par des préposés fonctionnaires, ils établirent un monopole dans la profession dont ils s'occupaient et au lieu d'avoir été créés dans un but purement humanitaire, l'intérêt des travailleurs, ils ne furent jamais qu'un moyen d'information dont la Préfecture de police tira trop souvent parti contre de pauvres malheureux qu'on disait dangereux pour la société, alors que leur seul désir était d'occuper leurs bras inactifs !

Les conséquences de ce fâcheux état de choses ne se font pas longtemps attendre.

L'ordonnance du 20 pluviôse an XII tombe bientôt en désuétude et l'institution elle-même, ébranlée dans sa base, menace ruine.

Nous voyons alors apparaître, à côté de ces préposés privilégiés, les placeurs libres qui, par une active concurrence, ne tardent pas à triompher des premiers, tout en paralysant les efforts de l'administration.

Mais exempts de toute surveillance, ces bureaux, gérés par des brasseurs d'affaires, guidés uniquement

par l'appât du gain, donnent, à leur tour, naissance à plusieurs circulaires (1) du Préfet de police qui essayait de réprimer les escroqueries commises en appelant sur eux toute l'attention des commissaires de police. Toutes les mesures de repression furent inutiles. A partir de 1830 les plaintes arrivent de toutes parts.

Tantôt, grâce à de fausses indications et à une grande publicité, les placeurs attirent chez eux beaucoup de domestiques, alors qu'ils disposent d'un nombre restreint de places.

Le solliciteur après avoir payé et attendu souvent plusieurs mois, recevait, au lieu de la place tant désirée, une lettre d'un compère qui lui répondait qu'il venait d'en disposer au moment où son offre de services lui parvenait.

Tantôt d'autres plus heureux étaient placés, mais ils recevaient quelquefois leur congé, souvent sans motif.

Et tout cela pour le plus grand profit du placeur qui les voyait revenir le lendemain à son bureau.

Le ministère public, ému par certaines plaintes, poursuit quelquefois ceux qui exerçaient une pareille industrie ; mais ces poursuites individuelles ne pouvaient porter leur fruits parce qu'elles étaient rares et

1. *Office du travail « Le Placement »* page 90.

nécessitaient une longue enquête devant laquelle les intéressés, eux mêmes, reculaient.

Une réglementation s'imposait : elle ne fut faite qu'en 1852.

I. — Le Placement à Strasbourg (1).

Le placement n'était cependant pas, partout en France, organisé de la même façon.

C'est surtout à Paris et dans quelques rares villes de province qu'il fonctionnait tel que nous venons le décrire ; d'autres avaient, à ce point de vue, conservé leur autonomie. Les bureaux de placement y étaient réglementés d'une façon spéciale : c'est le cas de Strasbourg.

Pour éviter l'encombrement des ouvriers indigents et surtout l'envahissement des étrangers, le maire de cette ville, dotée d'un grand nombre d'établissements de charité, prit plusieurs arrêtés qui eurent tous pour but d'organiser des placeurs municipaux dont il se réservait le choix.

Ils avaient deux fonctions principales :

1^o Mettre gratuitement en rapport ouvriers et patrons, en tenant compte de la priorité d'inscription.

1. *Office en travail Le Placement* page 93.

2° Enregistrer le contrat de louage intervenu dans la forme prescrite par les règlements et veiller à son exécution.

Diverses mesures furent ensuite prises tant pour la tenue intérieure des bureaux que pour la sanction à appliquer aux contrevenants.

Malgré tout, les abus se firent jour. En 1839 la plupart des bureaux étaient, comme à Paris, des succursales de la Préfecture de police, et le véritable placement passait entre les mains du cabaretier qui presque toujours abusait de la situation, contre les intérêts ouvriers.

La municipalité s'émut de cet état de choses et, par un vote de principe, décida la réforme complète du placement.

La révolution de 1848 l'empêcha de mettre son projet à exécution et en 1852, la ville de Strasbourg fut soumise au droit commun.

II. — Compagnonnage.

A cette époque, c'est-à-dire pendant la première moitié du XIX^e siècle, après être resté quelque temps dans l'ombre, le compagnonnage fait de nouveau son apparition.

Comme les règlements interdisaient à l'ouvrier de

travailler au-dessous d'un certain tarif et de s'embaucher seul, il devait, dès son arrivée dans une ville, se rendre chez le rouleur, élu en assemblée générale et qui représente la société dans ses rapports avec l'autorité et les maîtres.

C'est lui qui embauche, lève les acquits, accompagne les partants jusqu'à la sortie de la ville.

Lorsqu'un maître veut un ouvrier, il s'adresse tantôt au premier compagnon qui le lui procure par l'intermédiaire du rouleur, tantôt ce dernier se rend en personne chez le maître et lui dit : « Voici un ouvrier que je viens vous embaucher (1). » Le maître remet alors 5 fr. dans la main du rouleur qui se tourne vers l'ouvrier : « Voilà ce que le maître vous avance, j'espère que vous le gagnerez ». — « Je le gagnerai », répond l'ouvrier.

Quand le rouleur a ainsi embauché plusieurs ouvriers, il leur rend l'argent avancé par leurs maîtres : ils déjeunent ensemble et le rouleur ne paie pas sa dépense.

Si un compagnon quitte son maître, le rouleur l'accompagne chez son patron pour savoir s'ils n'ont rien à se réclamer l'un à l'autre : c'est ce qu'on appelle « lever l'acquit ».

S'il sort d'une société pour entrer dans une autre, les compagnons qui l'accueillent font lever l'acquit chez

1. Perdiguier : *Le livre du compagnonnage*.

les compagnons qu'il quitte, pour savoir s'il s'est comporté honnêtement.

S'il quitte une ville, on lève son acquit chez la « Mère » et auprès de la société.

La maison de la mère est le lieu où les compagnons mangent et s'assemblent ; c'est une auberge, que dirige, en général, une femme mariée, honnête et de bonnes mœurs.

L'expression « aller chez la mère » rappelle à la fois la maîtresse du logis et la maison elle-même.

Les attributions du rouleur que nous venons d'indiquer ne sont pas les seules :

C'est encore lui qui dirige le départ du compagnon qui quitte une ville.

Il marche en tête, le partant vient après lui et ensuite, sur deux rangs, les autres compagnons armés de cannes parées des couleurs de la société : c'est ce qu'on appelle « la conduite en règle ».

Le compagnonnage commença à se désagréger en 1830. La Société de l'Union ou des Indépendants qui avait provoqué une scission et recueilli tous les dissidents, supprime les privilèges et distinctions inutiles, causes permanentes de discordes.

Elle rejette le port de la canne, des couleurs, et proscriit les pratiques barbares et les chants agressifs, pour ne former, en définitive, qu'une vaste institution de bienfaisance réciproque qui embrassait toute les professions.

C'en était fait du compagnonnage tel que nous l'avons étudié aux siècles précédents; il perdait, en effet, son monopole avec les sociétés de secours mutuels et les syndicats qui commençaient à jouer un rôle dans le placement.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT ACTUEL. — Législation actuelle

CHAPITRE I^{er}

Section I. — Législation applicable à la France

Régime du décret du 25 mars 1852. — Ordonnance de police du 5 octobre suivant.

Généralités. — Un bureau de placement est une agence privée établie dans le but de procurer, moyennant argent, des places aux ouvriers, employés et domestiques.

Jusqu'en 1852 l'industrie du placement était libre ; elle n'était que la continuation de l'idée de Théophraste Renaudot lorsqu'il avait imaginé les Bureaux de ren-

seignements et il est hors de doute que ces établissements honnêtement gérés, dans lesquels chacune des parties contractantes eût été assurée de trouver, l'un un serviteur fidèle, l'autre un maître honorable, eussent rendu d'utiles services. Malheureusement, au lieu d'être un bienfait, ils devinrent un fléau pour ceux qui bénévolement s'adressaient à eux.

On leur procurait un emploi illusoire qu'ils quittaient bientôt après et ils étaient obligés de venir se faire inscrire et payer à nouveau. Ce manège à chaque instant répété les rendait tributaires d'un bureau qui ne leur servait qu'à payer des droits d'inscription. Ces abus et beaucoup d'autres résultant de la mauvaise gestion de ces établissements finirent par appeler l'attention de l'autorité.

Lorsque Napoléon III, après l'heureuse issue du coup d'État qui lui laissait bien des loisirs, se préoccupa de moraliser et de régulariser (1) » les bureaux de placement, dans l'intérêt même de la classe ouvrière, (à la différence de ce qui avait eu lieu en 1804,) deux systèmes de réglementation s'offraient à lui : le monopole et la liberté.

En présence de l'organisation officielle de chaque industrie que nécessitait le premier et des dangers qu'il présentait, il consacra le second, avec quelques conditions restrictives, en promulguant le décret du 25 mars 1852 qui nous régit encore aujourd'hui.

1. *Considérant* du décret de 1852.

§ 1. — *Conditions d'ouverture. Tenue intérieure d'un bureau de placement.*

Il résulte des deux premiers articles de ce décret, que toute personne qui veut tenir un bureau de placement, doit faire une demande accompagnée d'un certificat de moralité et obtenir une autorisation spéciale de l'autorité municipale.

Comme, dans une matière aussi complexe et qui varie d'un milieu à l'autre, il eût été difficile de procéder par voie de dispositions générales, l'article 3 donne à l'autorité municipale la surveillance des bureaux pour y assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion et lui laisse, de plus, le soin de rendre des arrêtés propres aux besoins et aux conditions de chaque localité.

C'est en exécution de cet article que fut rendue, pour Paris, l'ordonnance de police du 5 octobre de la même année.

Ces deux dispositions qui se complètent, sont la base de l'organisation de nos bureaux de placement.

La demande « à fin de permissions, » nous dit l'ordonnance doit être adressée au préfet de police pour Paris, au préfet du département pour Lyon et aux maires pour les autres lieux.

Rédigée sur papier timbré (1), elle doit contenir, outre les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie, ses nom, prénoms, âge, qualités et profession.

A cette pièce, il doit joindre son acte de naissance et un certificat de résidence et de moralité délivré par le commissaire de police de son quartier ou le maire de sa commune.

L'arrêté d'autorisation est personnel ; en cas de changement, le nouveau local doit être agréé par l'administration ; toute succursale est interdite (art. 4 ord.).

La permission ainsi accordée peut cependant être retirée :

1° Aux individus qui auraient été condamnés ou qui viendraient à encourir une condamnation prévue par les articles 15 et 16 du décret du 2 février 1852 ;

2° A ceux condamnés pour coalition ;

3° A ceux enfin condamnés à l'emprisonnement pour contravention au présent décret, et aux arrêtés pris en vertu de l'art. 3 de ce dernier.

Les articles 5 et 6 règlent les écritures et la tenue intérieure des bureaux.

Chaque titulaire est obligé d'avoir des registres dont la forme est indiquée par l'arrêté d'admission. Ils

1. Thorlet *traité pol. adm. Bureau de placement.*

sont cotés et paraphés et ne doivent contenir ni renvoi, ni rature ou interligne (art. 5 ord.).

Lorsqu'une personne se présente au bureau de placement, elle doit être aussitôt inscrite sur le registre avec ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, profession, et domicile (art. 6 ord.).

C'est là une mesure d'ordre d'une utilité incontestable et facile à saisir.

L'arrêté d'autorisation règle les tarifs des droits qui peuvent être perçus par le gérant et, s'il y a lieu, le droit d'inscription qui ne peut excéder 0 fr. 50 (art. 7 ord.).

Le placeur doit ensuite délivrer gratuitement à chaque personne inscrite, un bulletin portant le numéro de l'inscription.

L'avance faite sur le droit de placement est restituable à première réquisition si le déposant renonce à être placé par l'entremise du bureau.

Ce droit n'est dû au placeur qu'autant qu'il a procuré un emploi et ne lui est définitivement acquis qu'après un délai déterminé par l'arrêté d'admission. En cas de contestation, le commissaire de police dresse procès-verbal (art. 8 ord.).

Deux versements peuvent donc être opérés : le premier de 0 fr. 50 représentant les frais matériels d'inscription est définitivement acquis au bureau, qu'il y ait ou non placement, le second, d'une somme indétermi-

née, à titre de dépôt provisoire, doit être restitué à la première réquisition du déposant non placé.

Une ordonnance de police du 16 juin 1857 vint presque aussitôt supprimer le droit d'inscription perçu en vertu de l'art. 7 pour assurer la protection des classes laborieuses et éviter le retour de certains abus signalés dans quelques agences de placement.

Un jugement du tribunal de paix du 11^e arrondissement de Paris du 27 août 1884 (1) a décidé dans le même ordre d'idées et en exécution de l'art. 9 de l'ordonnance, qu'en l'absence de conventions contraires, le montant du droit de placement indiqué au bulletin pourra toujours être payé au placeur par le maître qui l'imputera sur les gages de son employé.

Les manœuvres déloyales et immorales sont enfin prévues par les articles 10 et 12 qui défendent aux placeurs d'annoncer soit sur leurs registres, soit sur des tableaux *ad hoc*, soit par tout autre moyen de publicité des places ou emplois qu'ils n'auraient pas mandat de procurer et d'envoyer des mineurs dans des maisons ou chez des individus mal famés.

Que décider si un arrêté pris en vertu de l'art. 3 du décret est la flagrante violation de ce dernier ?

Le cas s'est présenté tout récemment.

M. Flaissières, maire de Marseille, prenait, à la date

1. *Gaz. du Palais* 20 sept. 1884.

du 6 janvier dernier (1) un arrêté réglementant le placement dans cette ville.

Il a un tel caractère d'innovation que nous croyons utile de reproduire deux de ses principaux articles :

Art. 9. — Les tarifs des droits de placement sont fixés ainsi qu'il suit :

1° Droits d'inscription.

Le droit d'inscription ne pourra excéder 0.50 centimes, ni être moindre de 0.25 centimes le droit ne sera perçu par le placeur qu'une seule fois.

2° Droits de placement.

A. Le droit de placement sera perçu à raison de 10 0/0 à prélever sur le premier mois d'appointement de la personne placée. Ce droit qui sera supporté moitié par le patron, moitié par l'employé, ne sera perçu que sur les appointements touchés en espèces, le placeur ne pourra l'exiger ni sur l'évaluation mensuelle de la nourriture si la personne placée est nourrie, ni sur l'évaluation mensuelle et approximative des étrennes que cette personne pourrait toucher.

B. S'il s'agit d'une place aléatoire, c'est-à-dire d'une

1. *Bulletin municipal off.* 6 janvier 1895.

place obtenue pour une durée moindre d'un mois, le 10 0/0 à percevoir par le placeur et payé toujours moitié par le patron, moitié par l'employé, ne pourra l'être que sur les gages des journées pendant lesquelles ce dernier aura travaillé.

C. Au cas où le placeur ne procurerait à l'employé qu'une place n'excédant pas huit jours de travail, il ne pourra percevoir que 50 centimes, quelle que soit l'importance pécuniaire de l'emploi procuré. Sice n'est que pour un jour de travail, il ne pourra percevoir que 25 centimes.

Art. 10. — Il est interdit formellement au placeur d'exonérer le patron du 5 0/0 qu'il a à payer comme courtage.

.

M. Flaissières a donc oublié que le droit d'inscription a été supprimé le 16 juin 1857 ?

Il donne ensuite, avec une étonnante désinvolture, la solution d'une des plus graves questions lorsqu'il décide *proprio motu* que le droit de placement sera supporté moitié par le patron, moitié par l'employé.

Si un simple arrêté suffisait pour lever la difficulté, il est probable que la commission de la Chambre saisie de la proposition de M. Mesureur à ce sujet ne nous ferait pas encore attendre sa manière de voir.

Le tarif des droits de placement de M. le maire de Marseille est, de plus, arbitraire lorsqu'il décide que le placeur ne pourra l'exiger ni sur l'évaluation mensuelle

de la nourriture ni sur l'évaluation mensuelle et approximative des étrennes que cette personne pourrait toucher.

Sur quelle base alors le placeur percevra-t-il le tant pour cent pour un garçon de café, par exemple, qui a le pourboire comme source unique de rémunération ?

Il manque enfin de proportion puisque le droit est pour huit jours de travail de 50 centimes quelle que soit l'importance pécuniaire de l'emploi procuré et de 25 centimes pour un jour.

Quel était donc le but que visait M. Flaissières en établissant un pareil tarif ?

On le devine facilement : c'est une façon habile et indirecte de favoriser les syndicats au détriment des bureaux autorisés, en obligeant ces derniers à percevoir sur les patrons un droit auquel les syndicats ne sont pas tenus.

Il voulait, en définitive, par un avantage pécuniaire, amener le patron à se servir du syndicat comme intermédiaire.

L'annulation est la sanction d'un pareil arrêté ; nous croyons qu'elle a été prononcée en février dernier.

§ 2. — *Caractère des bureaux de placement.*

Les bureaux de placement établis conformément aux

dispositions que nous venons d'indiquer, prennent un caractère essentiellement légal qui empêche de les confondre avec, par exemple, les œuvres charitables ou associations libres, instituées pour l'utilité des filles domestiques déplacées bien que ces filles se donnent réciproquement des indications sur les places vacantes, l'échange de ces indications n'étant pas, à notre avis, constitutif de la spéculation que le décret du 25 mars 1852 a entendu réglementer.

La Cour de cassation s'est, du reste, prononcée en ce sens au sujet de l'association établie à Nîmes sous le nom de « Congrégation de bonnes domestiques ».

Elle nous montre dans ses attendus que le nom importe peu et que seules les opérations d'un individu, intermédiaire salarié entre les chercheurs d'emplois et les chercheurs d'employés, doivent le faire considérer comme exploitant un bureau de placement.

Elle nous dit en substance qu'une association de filles domestiques, dont le but est d'assurer aux associés sans place, un asile, bien que les renseignements qu'elles se donnent mutuellement facilitent souvent leur placement, ne tombe pas sous le coup du décret du 25 mars 1852 alors surtout que l'organisation de l'association ne comporte ni gérance ni entremise salariée entre les filles domestiques et le public (1).

Mais s'il résulte de l'arrêt ci-dessus, de l'esprit et

1. D. P., 63.1. 208.

de la combinaison des articles 1, 2 et 3 du décret que les actes d'entremise doivent être rétribués, il n'est certainement pas nécessaire que cette rétribution soit directe, fixe et discutée à l'avance entre l'agent et le client.

Le tribunal de police de Bordeaux a sanctionné cette manière de voir le 24 avril 1889 en décidant que le cafetier qui attire dans son établissement des garçons de café sans emploi pour profiter de leur consommation et servir d'intermédiaire entre eux et les patrons, tombe sous le coup des articles 1 et 4 du décret et doit par suite être considéré comme tenant au bureau de placement clandestin et illicite (1).

Dans le même ordre d'idées, le 16 juillet 1868, le tribunal correctionnel de la Seine condamnait un individu qui, indépendamment de la publicité qu'il donnait aux offres et aux demandes d'emplois, s'occupait du placement des ouvriers, employés et domestiques, en indiquant à ceux-ci les places vacantes et aux patrons ceux qui cherchaient à se placer. Ce jugement attaqué, fut confirmé par la Cour de cassation le 26 décembre de la même année (2).

En dehors des restrictions expressément déterminées et parmi lesquelles figure l'autorisation préalable, l'industrie du placement est régie par le droit commun,

1. Trib. pol. Bordeaux, présidence M. Louis Pabon. *La Loi* 14 mai 1889,

2. D. P., 69. 1. 440.

c'est-à-dire par le principe de la liberté commerciale.

Sont, en effet réputés actes de commerce aux termes de l'art. 632 du C. com : Toute entreprise de fournitures, d'agence, bureaux d'affaires, etc.

En présence de ce texte, il est incontestable que les bureaux de placement sont des entreprises dont le caractère est essentiellement commercial et que par suite la qualité commerçant attachée au placeur lui impose des obligations particulières, le soumet à des règles spéciales, souvent rigoureuses, alors même qu'il exercerait ostensiblement une profession non commerciale, ou même incompatible avec le commerce. La circonstance qu'il aurait contrevenu aux devoirs de sa profession ne modifie pas sa situation juridique : « c'est l'entreprise qui est qualifiée commerciale » (1).

§ 3. — *Responsabilités d'un agent de placement. Pénalités.*

L'art. 4 du décret est ainsi conçu :

« Toute contravention à l'art. 1^{er}, au second paragraphe de l'art. 2 ou aux règlements faits en vertu de l'art. 3 sera punie d'une amende de 1 fr. à 15 fr. et d'un emprisonnement de cinq jours au plus ou à l'une de ces deux peines seulement. Le maximum des deux peines sera toujours appliqué au contrevenant, lors-

1. Lyon-Caen et Renault, t. I, page 73.

qu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour contravention au présent décret ou aux règlements de police précités..... »

Par application de cet article, le tribunal de police de Paris décidait le 30 janvier 1883, avec raison suivant nous, que le gérant d'une agence de renseignements qui, sans autorisation préalable, mettait en rapport chercheurs d'emplois et chercheurs d'employés encourait les pénalités édictées par l'art. 4 (1).

En s'appuyant sur le même article, le tribunal correctionnel de la Seine, à la date du 26 mars 1888 jugeait que dans le cas d'ouverture d'un bureau de placement sans autorisation, les tribunaux doivent, outre l'amende qu'ils infligent, ordonner la fermeture du bureau illégalement ouvert.

Le délinquant saisit la Cour de cassation en formulant le moyen suivant : « Violation de l'art. 4 du décret du 25 mars 1852, en ce que le jugement attaqué a prononcé contre lui, outre l'amende, la fermeture de son bureau ».

M. le conseiller Tanon, dans un rapport circonstancié présenté à la chambre criminelle, légittima cette mesure :

Ce n'est pas à proprement parler à titre de peine, disait-il, que la fermeture d'un établissement autorisé

1. *Moniteur du juge de paix*, 1883, page 130.

est prescrite par les tribunaux, mais à titre de réparation du préjudice causé par la contravention, à titre de restitution contre le dommage en résultant, par application de l'art. 161, C. inst. cr.

Après avoir cité plusieurs arrêts de la Cour, en ce sens, il ajoutait :

« Tous ces arrêts et plus particulièrement ceux qui sont relatifs à la fermeture des établissements insalubres et des pharmacies, posent un principe général dont il est difficile de ne pas étendre l'application à toutes les contraventions qui résultent de l'ouverture illégale d'un établissement et par suite, à celle d'un bureau de placement. Les lois sur la pharmacie, pas plus que celles sur les établissements insalubres ne contiennent de dispositions autorisant les tribunaux à ordonner leur fermeture..... Vous avez cependant affirmé dans l'un et l'autre cas le droit pour les tribunaux d'ordonner la fermeture en vertu de l'art. 161, C. inst. cr. Vous dites que c'est là une conséquence nécessaire de la punition de l'infraction ; que c'est la réparation du préjudice causé par elle à l'intérêt public et qu'il serait illusoire de prononcer une peine pour la contravention, en laissant subsister le fait même d'où elle dérive. Il semble donc que le tribunal puisse ordonner la fermeture d'un bureau de placement comme celle de tout autre établissement non autorisé ».

La chambre criminelle, adoptant les conclusions du

rapporteur, décidait, équitablement suivant nous, que le jugement attaqué avait fait une juste application de la loi et rejetait le pourvoi (1).

Ces peines, dit encore l'art. 4 du décret, *in fine*. Sont indépendantes des restitutions et dommages et intérêts auxquels pourraient donner lieu les faits imputables au gérant.

Par suite, les renseignements inexacts, fournis par un agent de placement qui en connaissait l'inexactitude, ou qu'il a connue plus tard sans en donner avis, constituent un quasi-délit de nature à engager sa responsabilité et le font tomber sous l'application des articles 1382 et 1992 du Code civil.

Le tribunal de Bordeaux a eu à se prononcer dans une espèce analogue et il a décidé que celui qui recommande un employé en donnant sur sa probité des renseignements faux, peut être déclaré responsable des soustractions commises par ce dernier, au préjudice du patron lorsque celui-ci, l'a chargé d'un emploi de confiance, si l'auteur des renseignements en connaissait l'inexactitude au moment où il les a fournis.

Il en serait de même si, les ayant donnés de bonne foi, il n'a pas signalé les actes malhonnêtes de l'employé, parvenus à sa connaissance avant que celui-ci ait pris possession de l'emploi (2).

1. *Gazette du Palais*, 1888, 2, 323, et suiv.

2. D. P. 70, 2, 150.

Le placeur, véritable mandataire, répond, aux termes de l'art. 1992, non seulement du dol mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion, et sa responsabilité est d'autant plus grande qu'il est mandataire salarié.

Dans ce dernier cas, en effet, nous pensons qu'on doit laisser aux juges une large appréciation des circonstances parce que, généralement, les faits de la cause leur montreront la légèreté avec laquelle les agents de placement donnent des renseignements favorables sur des personnes qu'ils ne connaissent même pas.

Dans le même ordre d'idées un jugement du tribunal de la Seine (1), fait, à notre avis, une juste application de l'art. 1382 au directeur d'un bureau de placement qui donne sciemment comme solvable un patron qui ne l'est pas.

Nous voyons enfin, dans l'esprit même du décret et de l'ordonnance, que l'exploitation d'un bureau de placement doit être loyale et sérieuse ; lorsqu'une de ces conditions manque, elle constitue le délit d'escroquerie prévu par l'art. 405 du Code pénal.

Tel est le cas de promesses mensongères faites par un gérant et sur lequel la Cour de Paris (chamb. correct.) a eu à se prononcer le 21 décembre 1861.

Elle décide que l'exploitation d'un bureau de placement non sérieux, faite avec des formes et apparences

1. *Gazette du Palais*, 16 août 1882.

propres à inspirer aux personnes qui s'y adressent, l'espoir d'arriver, par l'entremise du gérant, à l'obtention des places et emplois qu'elles cherchent, constitue une escroquerie, lorsqu'à l'aide de cette manœuvre le placeur s'est fait remettre par des dupes des sommes destinées à rémunérer des services purement chimériques.

Tel est dans son ensemble, le régime du décret du 23 mars 1852 et de l'ordonnance du 5 octobre suivant.

§ 4. — *Résultats obtenus sous le régime du décret de 1852.*

A la suite de ce décret, de nombreux bureaux de placement autorisés ont été ouverts.

A Paris seulement, nous en comptons à l'heure actuelle environ 350 desservant seize professions différentes (1).

Voici, d'après la statistique à laquelle s'est livré l'Office du travail, les résultats obtenus par ces bureaux dans leur ensemble :

En 1891, sur 2,105.121 demandes,	866.281 offres,
ils ont effectué 420.222 placements à demeure	
et 350.008	— à la journée (2).

Nous empruntons à la même source les résultats obtenus à Bordeaux, à Lyon et à Marseille (3).

1. *Office du travail*, page 323 et suiv.

2. *Office du travail, Le Placement*, page 446.

3. *Office du travail, Le placement*, page 424.

Bordeaux possède 33 bureaux et sur
46.284 demandes,
28.584 offres,
ils ont fait 7.630 placements à demeure,
et 5.266 — à la journée.
Il existe à Lyon 28 bureaux qui sur
45.956 demandes,
30.420 offres,
ont donné 19.392 placements à demeure.
et 11.252 — à la journée.
Marseille a 31 bureaux qui ont reçu :
51.520 demandes,
27.852 offres,
et effectué 17.208 placements à demeure,
7.812 — à la journée.

Lorsque nous donnerons les résultats des autres modes de placement nous pourrons facilement établir, en procédant par comparaison, la supériorité des bureaux actuels et en tirer des conséquences qui nous permettront de nous prononcer en connaissance de cause.

Nous croyons devoir ajouter que tout ce qui précède et tout ce qui va suivre s'applique tant aux bureaux autorisés de province qu'à ceux de Paris et que nous avons voulu faire une étude d'ensemble et non spéciale à tel ou tel département bien que nous prenions généralement, pour exemple, ce qui se passe dans les bureaux de la capitale.

Section II. — RÈGLES SPÉCIALES A L'ALGÉRIE.

Le décret du 25 mars 1852 n'est pas applicable à l'Algérie.

Un arrêté préfectoral règle dans chaque province l'industrie du placement.

Celui d'Alger date du 10 août 1861 ; ceux d'Oran et de Constantine sont la copie presque textuelle de ce dernier.

Conditions d'ouverture d'un bureau. — Il décide que l'autorisation spéciale pour l'ouverture d'un bureau de placement est délivré par le Préfet ou le maire, sur la demande de l'intéressé.

Cette demande doit être faite sur une feuille de 0,60 centimes, contenir les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie et être accompagnée d'un certificat de moralité et de l'acte de naissance.

L'arrêté d'autorisation est personnel et non transmissible.

Tenue intérieure d'un bureau. — Le titulaire doit avoir un registre signé, côté et parafé par le maire ou le commissaire de police et soumis au visa de l'un ou de l'autre dans les cinq premiers jours de chaque mois.

Ce registre, divisé en dix colonnes, mentionne dans la première le numéro d'ordre, dans la seconde la date de l'inscription, dans la troisième le nom de la personne à placer, dans les quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième, ses prénoms, âge, naissance, profession et domicile, dans la neuvième les pièces produites et dans la dixième, sous forme d'observations, les indications sur le patron de la personne placée. — Le tarif est de 0 fr. 75 centimes.

Les manœuvres frauduleuses tendant à faire croire à un placement sérieux sont interdites et punies.

Le bureau de placement peut être fermé par voie administrative, même en l'absence d'infraction.

Les dispositions de l'arrêté doivent être intégralement contenues dans le bulletin délivré aux personnes inscrites.

Enfin, les retraits d'autorisation ne sont exécutoires qu'après l'approbation du préfet.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES QUI ONT EXERCÉ UNE INFLUENCE
SUR LE PLACEMENT.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI TENDANT A RÉPRIMER
LES ABUS QUI SE FAISAIENT SENTIR.

La loi du 22 juin 1854 est la première de ces dispositions : elle obligeait les ouvriers de l'un et l'autre sexe attachés aux manufactures, usines, etc., ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons à se munir d'un livret.

L'institution du livret remonte à la loi organique du 22 germinal an XI. Le chef d'industrie y trouvait des garanties pour l'embauchage et contre la violation des obligations contractées envers lui. A l'ouvrier, il conférait un précieux avantage : celui de porter avec soi la preuve de sa fidélité à remplir ses engagements.

La seconde, est la loi du 25 mai 1864, qui a modifié les articles 414, 415 et 416 du Code pénal qui s'appliquent à la violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.

Ces deux lois, cependant, n'ont exercé qu'une

influence indirecte sur l'embauchage et la première a été abrogée le 2 juillet 1890.

Ce n'est que depuis 1870 que le placement a subi des modifications importantes avec la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, dont nous étudierons ultérieurement le fonctionnement et les résultats.

Le paragraphe 5 de son art. 6 est ainsi conçu :

« Les syndicats de patrons ou d'ouvriers pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. »

Peu de temps après, pour parer, disait-on, à certains inconvénients, M. de Molinari, reprenait une idée qu'il avait déjà émise : la création des Bourses de travail.

Plusieurs projets furent, à ce sujet, déposés sur le bureau du Conseil municipal de Paris : le plus remarquable est l'œuvre de M. Mesureur qui en 1886 résumait leur rôle ainsi (1) :

« En restant sur le terrain de la liberté des contrats vous avez le droit, suivre le devoir de fournir aux travailleurs les moyens de lutter à armes égales et légales avec le capital ; sans la bourse du travail, l'existence des chambres syndicales sera toujours précaire, les charges qu'elles imposent éloignent d'elles le plus grand nombre des ouvriers.

1. *Office du travail, Le Placement*, page 152.

« Il importe donc qu'elles aient des locaux et des bureaux où chacun pourra venir, sans crainte d'avoir à faire des sacrifices de temps et d'argent au-dessus de ses ressources ; la libre et permanente disposition des salles de réunion permettra aux travailleurs de discuter avec plus de maturité et de précision les questions multiples qui intéressent leur industrie et influent sur les salaires ; ils auront pour les guider et les éclairer tous les moyens d'information et de correspondance, les éléments fournis par la statistique, une bibliothèque économique, industrielle et commerciale, le mouvement de la production pour chaque industrie, non seulement en France mais encore dans le monde entier.

Peut-être verrons-nous alors les véritables assises du travail s'établir. »

L'essai a été tenté mais il n'a pas produit, comme nous le verrons, les résultats que laissait prévoir M. Mesureur.

M. Camescasse, préfet de police, essaya par des instructions, en 1881, de réprimer certains abus qui se commettraient journellement dans les bureaux autorisés.

Dans une circulaire du mois d'octobre (1) il recommandait aux commissaires de police de veiller à la stricte exécution de l'ordonnance du 5 octobre 1852,

1. *Office du travail, Le Placement*, page 154.

au point de vue surtout de la tenue intérieure des bureaux.

Grâce à une surveillance plus active, le calme fut rétabli mais pour peu de temps; dès le commencement d'août 1886, en effet, 5000 garçons de cafés, de restaurants et apprentis coiffeurs se dirigeaient, drapeau en tête, vers les Halles.

En grève depuis huit jours ils avaient donné rendez-vous aux garçons bouchers dans les locaux de l'Alimentation parisienne. Ces derniers, après réflexion, ne se rendirent pas et les grévistes furent reçus par les agents qui opérèrent plusieurs arrestations.

Ce n'était là que la manifestation bruyante d'un état d'esprit existant déjà en 1870, préparée par deux sociétés de secours mutuels, la Saint-Michel des pâtisseries et la Saint-Honoré des boulangers qui, dans la suite, fusionnèrent pour former « La Ligue pour la suppression des bureaux de placement. »

Cette dernière, sentant bien que l'action pacifique et légale était plus efficace que les troubles dans la rue, essaya de faire triompher ses idées par des pétitions qu'elle adressait au Conseil municipal de Paris.

Dans l'une d'elles (1), elle s'attachait à montrer que les bureaux de placement portent un préjudice matériel et moral aux intérêts corporatifs, n'offrent aucune garantie aux ouvriers et aux patrons et sont une des

1. *Office du travail, Le Placement*, page 157.

causes premières du marchandage ; elle priait en conséquence le Conseil municipal « au nom de la morale publique, au nom des intérêts corporatifs et privés, tous les jours violés, au nom de l'exploitation dont ils sont depuis si longtemps victimes, d'user de son droit et de demander à M. le Préfet de police d'en ordonner la fermeture. »

Ils offraient pour les remplacer les bureaux de placement gratuits qui fonctionnaient dans chaque société de leur ligue.

Le Conseil municipal fit tout ce qu'il pouvait faire : émettre des vœux pour la suppression du décret de 1852.

Ce n'était pas suffisant ; les ligueurs s'adressèrent alors au Ministre du commerce qui les accueillit avec bienveillance mais qui se déclara incompétent. Nouvelles démarches auprès du Préfet de police qui promit de sévir rigoureusement contre les placeurs quand on lui signalerait, à leur charge, des faits délictueux dûment établis.

— Et leur suppression ? C'est le Parlement, répondait-il, qui a plein pouvoir à cet effet, saisissez-le de la question.

A partir de ce moment, diverses propositions de loi tendant toutes à la suppression des agences autorisées ont été déposées sur le bureau de la Chambre.

La première en date, est celle de M. Clovis-Hugues, presque aussitôt suivie de celles de MM. Tony-Révillon

d'une part, Camélinat Michelin et Basly de l'autre et dont la prise en considération fut repoussée.

En 1888 MM. Millerand et Mesureur déposent la proposition de loi suivante, qui mérite d'être citée :

Art. 1^{er}. A mesure que le placement municipal sera assuré par un bureau municipal ou par la bourse du travail, le préfet de police à Paris, les maires dans les départements aviseront les directeurs des bureaux de placement que l'autorisation qui leur a été donnée en vertu du décret du 25 mars 1852, ne s'étend plus aux ouvriers et employés appartenant aux professions pour lesquelles le placement gratuit est ainsi acquis par le bureau municipal ou par la bourse du travail.

Les bureaux de placement autorisés devront se conformer à cette injonction dans le délais de trois mois.

Art. 2. Les dispositions de l'art. 1^{er} ne sont pas applicables aux bureaux dans lesquels le placement est gratuit. »

En 1889, autre proposition de M. Dumay qui tend, non plus, comme la précédente, à la fermeture progressive des bureaux actuels, mais au contraire, à leur suppression immédiate et à la gratuité du placement par les bourses, les syndicats ouvriers, les groupes corporatifs ou les municipalités.

Comme nous le verrons dans un chapitre suivant, aucune de ces deux dernières propositions ne donne la solution du grave problème dont nous nous occupons.

Elles furent cependant prises en considération et don-

nèrent lieu à une longue et minutieuse enquête dont les résultats ont été consignés en 1892 dans un rapport de M. Dubois que nous étudierons, en détail, au sujet du placement par les municipalités.

Il nous suffira de dire maintenant que la chambre, après discussion, a refusé de sanctionner les vues du rapporteur et demandé un supplément d'enquête.

En 1891 M. Jules Roche, Ministre du Commerce et de l'Industrie, saisit de la question le Conseil supérieur du travail qui, dans sa session de février (1), décidait ce qui suit :

I. Il y a lieu d'abroger le décret du 25 mars 1852 qui rend l'autorisation préalable nécessaire pour l'établissement d'un bureau de placement.

II. L'industrie des bureaux de placement doit être une industrie libre.

L'administration préfectorale dans les départements et la préfecture de police à Paris devront exercer leur surveillance sur les opérations des bureaux de placement ; un règlement d'administration publique organisera ce contrôle.

Il y a lieu d'interdire aux bureaux de tenir un cabaret ou un débit de boissons.

III. On ne peut imposer aux municipalités l'obligation de créer des bureaux de placement.

IV. Le gouvernement est invité à demander aux

(1) *Conseil supérieur du travail* (février 1891), page 193.

Chambres un crédit destiné à accorder, à titre d'encouragement, des subventions aux syndicats de patrons et d'ouvriers qui créeraient des bureaux mixtes de placement, ainsi qu'aux bureaux mixtes qui fonctionnent déjà.

En 1893 nouvelle proposition de loi de MM. Coutant, Toussaint et plusieurs de leurs collègues. Elle tend encore à la suppression des bureaux actuels en donnant pour raison qu'il est injuste d'exonérer le patron du droit de placement et de le faire supporter en entier par l'ouvrier qui ne possède rien.

Dans son rapport sommaire fait au nom de la première commission d'initiative parlementaire M. P. Laroze se contente d'analyser la proposition ci-dessus et de demander sa prise en considération « parce que le placement se rattache étroitement à l'amélioration du sort des travailleurs et à l'étude de ces réformes sociales qui préoccupent aujourd'hui si justement tous les esprits. »

L'année dernière encore deux propositions de loi ont été déposées à la Chambre et renvoyées à la commission du travail.

La première, de M. Georges Berry, propose de procéder par voie d'extinction, la seconde, toute récente, est celle de M. Mesureur.

CHAPITRE III.

DIVERS MODES DE PLACEMENT.

Les bureaux de placement organisés par le décret du 25 mars 1852 que nous avons analysé, sont, pour l'ouvrier, purement facultatifs.

C'est ce qui explique, à l'heure actuelle, le fonctionnement parallèle de différentes formes d'embauchage, distinctes les unes des autres par des caractères fondamentaux.

Ainsi nous retrouvons, en premier lieu, le placement personnel des temps passés, qui, organisé sur des bases plus sûres et plus nombreuses le rendent encore aujourd'hui prépondérant.

I. Dans certains cas, l'ouvrier qui n'use pas d'intermédiaire, cherche le patron ou est cherché par lui.

C'est pour cette raison que nous voyons encore de nos jours à Paris, dans les grandes villes et dans certaines communes, à la Saint-Jean et à la Toussaint, des marchés ou places d'embauchage qui ont pris le nom de « grèves ».

Le contrat est purement verbal et son exécution en

est assurée par les arrhes déposées par l'employé entre les mains de l'employeur.

II. Dans d'autres cas, le placement direct se présente sous un aspect nouveau : lorsqu'il est fait par un entrepreneur, par exemple.

Tandis que dans l'hypothèse précédente l'ouvrier et le patron discutent librement les conditions du travail, dans celle-ci, au contraire, le maître qui a besoin de faire exécuter un ouvrage, trouve plus simple de s'adresser à un entrepreneur avec lequel il traite à forfait et qui seul se charge du soin de recruter les ouvriers.

Ce mode d'embauchage, usité un peu partout, est l'objet des plus vives critiques parce que l'entrepreneur spéculé le plus souvent sur le salaire de l'ouvrier sans travail.

III. Le placement par « connaissances » donne les meilleurs résultats.

Ici encore l'initiative de la recherche appartient à l'ouvrier qui est simplement guidé ou appuyé tantôt par un maître, tantôt par un ami, tantôt par une administration, tantôt par les fournisseurs qui sont habituellement le trait d'union naturel entre patrons et ouvriers.

IV. La publicité enfin, est un moyen de placement direct, gratuit lorsqu'il est fait par des affiches placardées à une devanture ou sur les murs du voisinage, onéreux lorsqu'il a lieu par l'entremise des jour-

naux qui lui consacrent plusieurs fois par semaine leur quatrième page.

Le second mode d'embauchage est celui qui est fait par les syndicats, les bourses de travail, les sociétés philanthropiques, les bureaux municipaux, les sociétés de secours mutuels dont nous ne donnons ici qu'une énumération car chacun d'eux sera, ultérieurement, l'objet d'une étude spéciale.

Le troisième enfin est celui organisé par le décret du 25 mars 1852, dont nous nous sommes occupés.

Diamétralement opposés dans leurs moyens pour atteindre le même but, car le premier préconise la gratuité tandis que l'autre fait largement payer le service rendu, la lutte entre ces deux derniers modes de placement, moins violente qu'en 1886, est cependant encore très vive en ce moment.

La suppression des bureaux autorisés est réclamée de toutes parts et on sent bien que la Chambre, saisie des diverses propositions de loi dont nous avons parlé, ne pourra pas ajourner indéfiniment ce que certains appellent la solution du problème. Les griefs sont nombreux et souvent justes : une réforme s'impose.

CHAPITRE IV.

LES GRIEFS CONTRE LES BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS,

La guerre contre les placeurs actuels est dirigée par la ligue fédérative dite « L'Alimentation ». Elle donnait déjà signe de vie en 1866, mais elle n'a pris une réelle importance qu'en 1891, à la suite du congrès des cuisiniers de France auquel vinrent prendre part bon nombre de syndicats.

Elle veut atteindre les trois résultats suivants :

- 1° Supprimer les bureaux actuels.
- 2° Se charger du placement de ses membres.
- 3° Soutenir les grèves et même les préparer le cas échéant.

Malgré de vaillants efforts, les résultats obtenus sont actuellement peu appréciables ; la suppression que demande la ligue n'est pas imminente parce que les patrons continuent à s'adresser aux bureaux autorisés comme par le passé.

Que reproche-t-on aux placeurs ?

Le décret en imposant l'autorisation préalable a fait

du placement une industrie reconnue et réglementée par l'ordonnance du 5 octobre qui soumet les placeurs à de très étroites obligations.

En lisant attentivement son texte, on croirait qu'il est tout à l'avantage de l'ouvrier.

Entre les mains du pouvoir et sous son contrôle il devrait donner les meilleurs résultats.

Pourquoi donc réclamer ?

Les adversaires acharnés du placement qu'ils attaquent avec la dernière violence, nous répondent que le but du décret a été complètement manqué par la faute même de l'administration qui n'a pas surveillé les bureaux existants et qui en a laissé établir de clandestins, violant tous les jours les dispositions favorables à l'ouvrier.

Bureau de placement est, pour eux, synonyme d'abus.

L'un, M. Ernest Roche, dit que « le bureau de placement qui a été d'abord une officine de la préfecture de police, est aujourd'hui une véritable caverne de malfaiteurs, c'est-à-dire un milieu où des gens sont établis en toute sécurité pour dépouiller les travailleurs et parmi les travailleurs, les plus pauvres, les plus simples, les plus confiants, en un mot ceux qui peuvent le moins se défendre (1) ».

D'autres prétendent que les moyens déloyaux employés par les placeurs autorisés et surtout par les

1. *Journal officiel*, séance du 9 mai 1893.

bureaux clandestins tolérés par l'administration, sont nombreux et variés.

Un ouvrier sans travail, racontent-ils, se présente au bureau. A peine entré le placeur flaire en lui une proie nouvelle. Il le questionne, exagère les difficultés auxquelles il est en butte et se met enfin complaisamment à son service à cause de sa bonne mine et de ses bons papiers. Il lui fait ensuite adroitement comprendre toute peine mérite salaire.

Le malheureux n'hésite pas à donner sa dernière pièce de 5 fr. car le placeur retors a fait luire devant lui un nouvel horizon et il quitte le bureau convaincu « de voir s'ouvrir, grâce à ce nouveau sacrifice, la porte de l'atelier fermée pour lui depuis si longtemps.

Dès qu'il a payé c'est fini : il ne sera pas placé et son argent est définitivement acquis au bureau à moins qu'il porte plainte au commissaire de police.

Ils citent à ce sujet le cas d'un bureau qui a bénéficié de 12000 fr. provenant de sommes non remboursées.

Supposons l'ouvrier placé, ajoutent-ils : Il n'est pas plus tranquille et peu de temps après, le placeur viendra lui réclamer son 3 ou 4 0/0 sur l'année entière. S'il objecte qu'il n'a pas encore gagné un sou et le prie d'attendre quelque temps, son patron intervient généralement pour lui dire : « Je n'aime pas toutes ces

histoires, payez ou je paie pour vous et je retiens sur vos gages (1) ».

Sera-t-il ainsi au bout de ses malheurs ? Non, car s'il reste en place que deviendront les centaines de postulants qui encombre les bureaux ?

Comment pourra-t-on caser ceux qui arrivent tous les jours, l'argent à la main ?

Il faut à tout prix de la place. Que fait alors le placeur ?

Il va rendre visite à un de ses clients et lui dit dans le cours de la conversation :

« Eh bien ! êtes vous content du nouvel employé que je vous ai adressé ?

« Peu ! oui, comme cela ! il se dressera !

« Vous savez... j'en ai un sous la main qui ferait parfaitement votre affaire, je vous le réserve. — On verra ça (2). »

Souvent, à leur avis, il y a entente entre le placeur et le patron pour multiplier les déplacements. M. Antide Boyer affirme qu'à Marseille beaucoup de cafetiers, et de limonadiers, ne veulent pas se servir de la Bourse de travail à cause de ce petit manège auquel ils se livrent moyennant finances, et il ajoute qu'indépendamment des extras qu'ils prennent toutes les semaines, ils ne gardent jamais leurs employés plus d'un mois, de crainte de contrarier le placeur !!

1. *Journal officiel* du 9 mai 1893.

2. *Journal officiel* du 9 mai 1893.

L'ouvrier renvoyé retourne alors au bureau de placement reprendre la série de ses sacrifices et de ses déceptions.

Ce ne sont pas là les seuls méfaits imputés aux placeurs par leurs adversaires.

Ils leur reprochent encore d'adresser aux patrons des ouvriers qui ne peuvent pas leur convenir ; de donner les bonnes places à ceux qui savent adroitement glisser une pièce de monnaie à l'employé chargé de faire les démarches ; de provoquer enfin la baisse des salaires en attirant à Paris les ouvriers de province par des annonces alléchantes et souvent mensongères.

Telle est l'accusation, singulièrement exagérée, portée contre les bureaux autorisés.

Écoutons maintenant la défense présentée par leurs partisans.

Le reproche que l'on fait aux placeurs d'adresser aux patrons des ouvriers qui ne leur conviennent pas, n'a pas sa raison d'être.

Pourquoi voudrait-on disent-ils, que de gaieté de cœur ils aillent mécontenter l'employeur et s'exposer à perdre sa clientèle d'offres ?

De plus, contents de leurs employés, les industriels et les commerçants se gardent bien de les renvoyer, mécontents, ils ne demandent les conseils de personne.

Il est inadmissible aussi de prétendre qu'un patron satisfait de son personnel, consente, pour quelque menue monnaie, à en changer sans cesse pour être agréa-

ble au placeur et à subir ainsi les ennuis qu'occasionnent des employés inexpérimentés qu'il faut dresser.

Ce ne sont pas généralement les placeurs qui appellent dans les grands centres les ouvriers sans travail et font ainsi baisser le prix des salaires. — Ils y viennent tout naturellement, attirés par l'attrait des villes et l'espoir d'y trouver plus facilement des places plus avantageuses.

Qu'on lise, ajoutent enfin leurs défenseurs, l'enquête faite par l'office du travail. On est tout étonné de constater après avoir entendu l'accusation que le dossier de l'immense majorité des placeurs est vierge de toute plainte et que ceux qui sont les plus particulièrement l'objet de l'animosité populaire, c'est-à-dire ceux qui desservent la corporation des bouchers, des boulangers, des coiffeurs et des limonadiers n'ont provoqué que des plaintes peu nombreuses.

Les enquêtes auxquelles ces dernières ont donné lieu ont même généralement démontré que les plaignants étaient de mauvais ouvriers qui attribuaient aux placeurs des responsabilités injustifiées et que la véritable cause de leurs déboires résidait dans ce fait que les patrons refusaient de les employer ou de les conserver lorsqu'on les leur avait envoyés.

Il ressort, pour nous, de ce qui précède, qu'il y a exagération dans les attaques des adversaires et excès de zèle de la part des partisans des bureaux actuels.

L'enquête dont nous avons parlé plus haut a dû être mal conduite.

En effet, certains abus que nous avons déjà signalés et suffisamment prouvés par les volumineux dossiers fournis au conseil municipal, aux ministres, aux représentants du peuple se sont commis et se commettent encore, tant dans les bureaux autorisés que dans les bureaux illicites.

Plusieurs arrêtés de fermeture sont une garantie suffisante de leur authenticité.

Nous sommes ainsi amenés à nous poser les deux questions suivantes :

a) Convient-il d'abroger le décret du 25 mars 1852 qui impose l'autorisation préalable ?

b) Les systèmes de placement qu'on propose et qui ont tous pour base la gratuité, sont-ils en mesure de remplacer le placement intéressé ?

I. Sur le premier point, nous ne sommes pas de l'avis de ceux qui prétendent que le remède à apporter aux maux dont on se plaint est dans la rigoureuse application du décret de 1852.

Appliqué dans son esprit, disent-ils ce n'est pas seulement 300 agences qui devraient fonctionner mais un nombre beaucoup plus considérable; il en résulterait alors une utile concurrence et si l'on y ajoutait une active surveillance, les griefs dont on se plaint diminueraient pour cesser complètement dans un temps relativement proche.

Nous sommes d'une opinion contraire et nous pensons, qu'il doit être abrogé pour plusieurs raisons :

1° Il est, en fait, tombé en désuétude. Depuis longtemps la préfecture de police n'accorde plus d'autorisations préalables. Pourquoi ? Parce qu'elle voit tous les jours les efforts incessants des syndicats et qu'elle ne veut pas leur créer une fatale concurrence.

2° Il a manqué son but puisqu'il n'a jamais fourni une protection efficace à l'ouvrier sans travail.

3° Comme nous venons de le voir, les bureaux existants jouissent d'une très mauvaise réputation.

4° Le placement doit être enfin une industrie libre comme toutes les autres, car même lorsque l'autorisation serait largement donnée, elle créerait un monopole au profit d'une catégorie très limitée de personnes.

En supposant qu'on abroge le décret de 1852, une question vivement discutée se pose : les placeurs actuels contre lesquels on crée la concurrence, n'auront-ils pas le droit de réclamer à l'État une indemnité pour le préjudice causé ?

Les partisans de l'affirmative voient là un droit acquis par la jouissance et veulent qu'ils soient indemnisés.

Nous pensons au contraire, avec d'autres, que cette jouissance qu'on oppose, ne suffit pas pour légitimer un abus.

Nous avons, de plus, des précédents en faveur de l'opinion que nous soutenons.

En 1848 M. Caussidière, préfet de police, supprima d'un trait de plume les bureaux de placement sans cependant leur fournir une indemnité.

En 1884, on fit fermer plusieurs cercles où se commettaient des abus ; il en fut de même pour les Monts-de-Piété et il n'y eut cependant pas d'indemnité allouée.

Ce n'est donc pas pour nos placeurs, juridiquement parlant, un droit, mais bien une situation acceptée avec toutes ses conséquences et l'administration a le droit et le devoir de prendre telle mesure que commanderait l'intérêt social.

Si nous poursuivons jusqu'au bout notre raisonnement, nous ne pensons pas que même dans le cas où le législateur se prononcerait pour la suppression immédiate, la question d'indemnité puisse être prise en considération et mettre une entrave à ses décisions.

II. Sur le second point, examinons les résultats qu'ont donnés et que pourraient donner les différents systèmes proposés : passons-les successivement en revue, essayons de mettre en lumière ce qu'il faut en attendre, voyons, en un mot, si le placement gratuit est en état de remplacer le placement intéressé.

CHAPITRE V

LES SUCCESSEURS PROPOSÉS

Le placement gratuit que demandent les adversaires du placement organisé par le décret de 1852, peut être de trois sortes :

- 1° Le placement charitable ;
- 2° Le placement municipal ;
- 3° Le placement professionnel.

A. Le placement charitable.

C'est celui qui est fait par les couvents, les sociétés de secours mutuels ou œuvres de bienfaisance et les sociétés philanthropiques.

Organisé dans un grand nombre de départements, c'est surtout à Paris, où il revêt des formes nombreuses et variées, qu'il donne les meilleurs résultats.

Une des œuvres d'Assistance par le travail les mieux comprises est due à l'initiative de M. Defert, ancien maire du VI^e arrondissement de Paris.

Il prend lui-même le soin d'en indiquer le but dans une lettre que nous reproduisons dans son principal passage :

« Il s'agit de procurer temporairement de l'ouvrage, en attendant qu'ils aient ou qu'on leur ait trouvé une occupation régulière :

« 1° Aux ouvriers et ouvrières momentanément sans travail par suite de chômage, morte-saison, ou de toute autre circonstance indépendante de leur volonté ;

« 2° A tous ceux qui, pouvant physiquement travailler, ne le veulent pas et préfèrent vivre aux dépens de la charité publique ou privée.

« Donner du travail aux premiers, c'est les empêcher de perdre l'habitude de travailler.

« Donner du travail aux seconds, c'est leur faire reprendre une habitude qu'ils ont malheureusement perdue.

« Dans les deux cas, c'est faire un acte éminemment profitable à la société, puisque c'est lui conserver ou lui rendre des membres utiles et actifs.

« C'est faire plus encore : c'est démasquer les faux indigents, les mendiants de profession, ces voleurs des vrais pauvres, comme on les a si justement qualifiés, les mettre en demeure de travailler et s'ils refusent, les convaincre de paresse flagrante et faire ainsi du vagabondage et de la mendicité, un délit véritablement

sérieux que les juges ne pourront plus hésiter à punir (1). »

Un local situé dans la cour intérieure du marché Saint-Germain était affecté à cette œuvre.

Des institutions analogues avaient été déjà fondées dans les VIII^e, XI^e, XVI^e et XIX^e arrondissements. Toutes sont venues se grouper autour d'un comité central qui a son siège au marché Saint-Germain.

Il a pris le titre de : « Comité central des œuvres du travail, société de propagande et d'action. »

A côté de l'Assistance par le travail, nous voyons aussi, s'occupant directement ou indirectement du placement, les œuvres de l'hospitalité de nuit, les offices de placement gratuit, les refuges, les écoles professionnelles et les sociétés patriotiques que nous nous contentons de signaler.

Prises, en effet, séparément, elles donnent en 1894 des résultats peu importants et réunies, on peut encore les considérer comme une quantité négligeable, car sur 136.036 demandes d'emplois elles n'ont fait que 26.227 placements à demeure.

Bien que les sociétés de secours mutuels aient un autre but, quelques-unes cependant s'occupent du placement et cherchent à développer cette nouvelle forme de mutualité.

Mais leurs tentatives ont été si peu nombreuses qu'il

1. *Office du travail, le Placement*, page 531.

est difficile de déterminer la mesure de ce qu'elles pourraient donner.

En 1892, en effet, elles n'ont effectué que:

17.794 placements à demeure,

1.600 » à la journée

sur plus de 100.000 demandes.

Les adversaires du placement autorisé ne peuvent donc pas espérer que les diverses institutions philanthropiques, les sociétés de secours mutuels soient à même actuellement de remplacer les bureaux intéressés. Sans compter qu'elles ne pourraient pas, du jour au lendemain, construire de toutes pièces l'immense organisme nécessaire, elles ont, en outre, comme base, la charité publique qui ne s'exerce que dans des limites relativement restreintes.

B. — Le placement municipal.

C'est à la mairie que serait institué le bureau chargé du placement municipal sur lequel on fonde, actuellement les plus grandes espérances.

Les partisans de ce système disent que la commune est la première intéressée à la distribution du travail et des travailleurs, car elle doit à ces derniers secours et assistance.

La proposition de loi présentée à la Chambre par M. Dubois à la suite de son rapport (1) dont les conclusions ont été rejetées porte :

1. *Rapport* de M. A. Dubois, annexé à la séance du 9 avril 1892.

« Il est créé, par les soins des municipalités, un service gratuit de placement dans les conditions déterminées à l'art. 3. »

Ce service était organisé de la façon suivante :

Dans les villes de 10.000 à 30.000 habitants on y créait un seul bureau.

Dans celles dont le chiffre de la population dépassait 30.000, le conseil municipal était chargé d'en fixer le nombre.

Dans celles enfin variant entre 2.000 et 10.000, un registre était simplement mis à la mairie à la disposition des intéressés.

A la tête de cette organisation, se trouvait, en dehors du maire, président de droit, une commission de cinq membres désignés, trois par le conseil municipal et deux par le préfet.

Etablis dans chaque mairie, ces bureaux devaient être reliés entre eux de façon à leur permettre de s'éclairer et de s'entr'aider.

L'échange respectif de leurs communications déterminerait alors le rapport de l'offre et de la demande de sorte que les occasions du travail à peine nées, seraient aussitôt connues et satisfaites.

On n'aurait plus alors qu'à centraliser les renseignements : du coup la statistique permanente du travail serait créée, constamment tenue à jour, avec une précision que « seuls peuvent donner à cette science les bureaux de placement (1).

1. *Rapport de M. Dubois, page 41.*

Le principal effet de cette organisation du placement se ferait surtout sentir sur le taux des salaires pour lesquels elle opèrerait — chose facile à saisir, — une sorte de nivellement.

Il en résulterait ensuite, d'un côté, la possibilité de renseigner au jour le jour, les ouvriers sur l'état et les conditions du travail dans toutes les parties de la France ; de l'autre, la répartition normale des ouvriers dans les diverses professions.

Grâce encore à ces bureaux, l'ouvrier pourrait, en connaissance de cause, faire le choix de la carrière qu'il veut suivre ; il saurait, en effet, que telle profession est plus encombrée que telle autre et qu'il a par suite plus ou moins de chances de réussite ; il saurait en un mot « s'orienter et loin de subir la loi moutonnière des courants, il leur résisterait, les briserait, au grand avantage de l'équilibre général (1). »

Le rapporteur pense aussi que ce serait un moyen d'empêcher les campagnards de se déverser sans mesure comme sans réflexion dans ce qu'on appelle « le gouffre, l'abîme des grandes villes », à l'avantage du travail des champs qui ne manquerait pas de bras.

Il estime enfin que la dépense d'organisation devrait être supportée moitié par l'État moitié par la commune qui aurait créé un bureau de placement municipal.

Cette répartition s'explique parce que la proposition

1. *Rapport* de M. Dubois, page 41.

de loi au lieu de laisser à la commune la faculté de créer des bureaux, lui en imposait au contraire l'obligation.

Tel est le rapport de M. Dubois que nous venons d'étudier dans ses principales lignes.

Nous avouons que l'organisation projetée est assez séduisante au premier abord ; ce système est-il pratique ; est-il capable de remplacer le placement autorisé, de faire disparaître les abus dont on se plaint ?

Nous ne le pensons pas et les objections que nous allons faire nous paraissent pleinement justifiées.

En 1848 déjà, le gouvernement provisoire, par un décret du 8 mars (1), instituait dans chaque mairie de Paris un bureau gratuit de renseignements à la place des bureaux supprimés par M. Caussidière.

L'essai ne réussit pas : un an après, par application de la loi du 17 mars 1791 les placeurs ouvraient de nouveau leurs agences d'abord par tolérance et peu de temps après leur industrie était reconnue légitime par un jugement fortement motivé (2), du tribunal de simple police de Paris, à la date du 1^{er} février 1849.

En 1888, les plaintes contre les bureaux autorisés arrivent de toutes parts. Le conseil municipal de Paris tente de nouveau l'expérience et ouvre un crédit pour subventionner la création des bureaux dans chaque mairie.

Des bureaux sont alors organisés dans les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 14^e, 15^e, et 18^e arrondissements.

1. *Office du travail, le Placement*, page 118.

2. *Office du travail, le Placement*, page 121.

Quels résultats ont-ils produit ?

10.000 placements annuels, alors que les bureaux autorisés en ont fait 300.000 dans le même temps.

Cette différence est facile à expliquer. Tandis que dans un bureau municipal, le placeur joue un rôle très effacé, puisqu'il se contente généralement d'inscrire les postulants ; dans un bureau autorisé, c'est au contraire un courtier actif, intelligent, qui cherche les occasions, qui connaît les exigences de l'offre et de la demande, capable de trouver et d'offrir à l'ouvrier ce qui lui convient ; il a, en un mot, l'habitude, la connaissance des affaires et du milieu dans lequel il vit.

En supposant même le placeur fonctionnaire plus intelligent que son concurrent intéressé, il réussira cependant moins bien que ce dernier parce qu'il lui manque une condition essentielle : l'intérêt.

On trouvera parfois dans les bureaux municipaux des employés prenant leur tâche à cœur et désireux d'être utiles à leur semblable, mais ce sera l'infime minorité.

On en verra plutôt qui par esprit politique transformeront le bureau en club électoral où les partisans d'un candidat aux élections prochaines, bénéficieront des places vacantes au détriment des adversaires.

A côté de ces raisons spéciales, il en existe d'autres, non moins graves et surtout à Paris.

Chaque arrondissement est le centre d'une industrie différente.

Ainsi dans le premier arrondissement c'est le commerce de l'alimentation, de la draperie et des étoffes ; dans le 5^e celui des garçons de café, dans le 6^e des gens de maison et de l'industrie du livre, dans le 18^e les petites industries, etc., etc.

Pour que l'organisation fût complète, il faudrait donc à chacun d'eux, d'une part, un bureau approprié à son genre de commerce et d'industrie et d'autre part que ces bureaux fussent en relation constante les uns avec les autres de façon à envoyer ou à recevoir les travailleurs suivant les professions.

Rien de plus facile, répondent les partisans du placement municipal, grâce aux facilités de communications.

Nous ne partageons pas, néanmoins, leur manière de voir et ce qui nous prouve que les mairies elles-mêmes voyaient dans l'application de ce système de sérieux inconvénients, c'est le peu d'empressement qu'elles mirent à répondre à la lettre en date du 7 juillet 1888, par laquelle M. le Préfet de police les invitait à prendre comme type le bureau de placement gratuit du 18^e arrondissement créé par les soins du bureau de bienfaisance.

C'est seulement à la suite d'une nouvelle circulaire du 15 septembre (1), que huit bureaux furent ouverts du 15 octobre 1888 au 8 janvier 1890.

1. *Office du travail, le Placement*, pages 575 et suiv.

La dernière raison enfin qui nous fait repousser ce système est toute pécuniaire.

Il coûtera, d'après les chiffres de la commission 6 millions 1/2.

« Qui pourrait donc, s'écrie le rapporteur, M. Dubois (1), au prix de la totalité ou de la moitié de cette somme, hésiter à racheter la taxe au moins décuple qui grève le travail ? »

Le contribuable, répondrons-nous, qui en définitive paie toujours, et auquel on imposerait ce nouveau sacrifice en pure perte car le placement municipal n'est pas en mesure de remplacer avantageusement celui qui existe déjà.

On nous objectera certainement l'exemple des 3^e et 6^e arrondissements.

Il nous suffira de répondre que le premier doit son succès, au dire de ses administrateurs eux-mêmes, à sa situation au centre du commerce de Paris ; le second a, nous le reconnaissons volontiers, rendu les plus grands services.

Il fonctionne depuis le 9 janvier 1889, sous deux formes distinctes :

a) Comme bureau de placement proprement dit, mais avec la gratuité en plus.

b) Avec des placards ou affiches annonçant toutes les offres et demandes d'emplois.

1. Rapport de M. Dubois, page 45.

De 1889 à 1893 ce bureau a placé 7.909 personnes des deux sexes soit 41 0/0 des demandes et 81 0/0 des offres (1), et cela sans que l'ouvrier ait été obligé de déboursier un centime.

Dans deux ans, les affiches ont porté à la connaissance des intéressés 3.597 offres qui souvent au pluriel, ont fourni du travail à 10.791 personnes, soit au total : $10.791 + 7.909 = 18.700$ placements.

Ces résultats méritent d'être mentionnés, mais ils sont uniquement dus à la façon toute particulière avec laquelle M. Defert, ancien maire du VI^e arrondissement s'en occupait et ne peuvent pas servir de base à une statistique qui aurait pour but de nous faire entrevoir ce qu'on peut espérer du placement municipal.

Il est évident que les municipalités pourront, dans certains cas, renouveler les tentatives déjà faites, créer à leur gré des bureaux de placement, mais, répétons-le, nous ne croyons pas qu'on doive leur en imposer l'obligation, ni les astreindre à fournir des locaux aux sociétés qui se chargeraient de les organiser.

C. — Le placement par les syndicats professionnels patronaux et ouvriers, et par les bourses de travail.

Les partisans de ce mode de placement ont déjà saisi la Chambre de diverses propositions de loi dont

1. *Office du travail, le Placement*, page 603.

la principale, celle de MM. Coutant, Toussaint et plusieurs de leurs collègues a son article 2 ainsi conçu :

« Le placement gratuit des ouvriers et ouvrières ainsi que des employés des deux sexes, sera fait à l'avenir, par l'entremise des bourses du travail, des syndicats ouvriers et groupes corporatifs ou, à leur défaut par les municipalités qui y sont, du reste, autorisées par la loi municipale de 1884 (1). »

Les uns suppriment le décret de 1852 *hic et nunc* et laissent le soin du placement aux bourses, aux syndicats et aux groupes corporatifs ; sans demander le moindre secours pécuniaire, ils s'en remettent aux libres initiatives ouvrières.

Ils ajoutent que si autrefois on était fondé à leur objecter qu'ils n'étaient pas organisés et que la brusque suppression des bureaux actuels pourraient occasionner une perturbation dans le rapport de l'offre et de la demande, il n'en est plus ainsi aujourd'hui parce que les syndicats se sont multipliés.

Ils affirment, que si la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels n'a pas répondu au vœu général, si elle n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait, si les Bourses du travail ne prospèrent pas comme on l'aurait voulu, c'est la faute du législateur qui n'aurait pas dû laisser à côté de ces institutions

1. Annexe au procès-verbal de la séance du 25 novembre 1893.

loyales et honnêtes, la concurrence funeste et déloyale des agences d'exploitation.

Les autres, au contraire, comme M. Mesureur, moins pressés, formulent ainsi leurs intentions :

« Lorsque dans une ville, pour une profession déterminée, le placement gratuit serait assuré par l'accord intervenu entre les divers groupes de cette profession (que le bureau ainsi créé soit géré par les patrons, les ouvriers, ou une commission mixte) il serait interdit aux bureaux autorisés de continuer le placement des ouvriers et employés appartenant à cette profession.

« Les bureaux de placement devront se conformer à cette injonction dans le délai de trois mois (1). »

D'autres enfin vont plus loin et pensent comme . Albert de Mun que le placement syndical est appelé à reprendre le rôle qu'il a joué dans l'ancien régime (2).

C'est là, dit-il, la solution de l'avenir comme elle a été celle du passé, parce que la distribution du travail est, de même que toutes les affaires où sont engagés les travailleurs, avant tout et exclusivement une question professionnelle.

Nous prétendons avec les adversaires de ce genre de placement, qu'on ne peut pas compter sur lui dans le présent.

1. *Conseil supérieur du travail*, page 37.

2. *Conseil supérieur du travail*, février 1891.

Nous ne devons pas concéder aux syndicats une puissance exagérée et dont ils ne pourraient supporter le lourd fardeau.

Ces sortes de syndicats affectent trois formes distinctes : les syndicats *patronaux*, les syndicats *ouvriers*, les syndicats *mixtes*.

Les premiers peu nombreux, donnent des résultats presque insignifiants qui nous sont fournis par une intéressante statistique de l'*Office du travail*. En 1891 : ils ont fait 18,396 placements à demeure et 430 extras. (1)

D'où vient ce manque presque absolu de réussite ?

De ce que les ouvriers ne s'adressent qu'avec appréhension aux bureaux de placement organisés par les syndicats patronaux parce que, disent-ils, ils ne placent que des favoris et les mettent, de plus, sous une dépendance directe du patron qui les empêche de défendre avec toute la liberté suffisante, leurs intérêts presque toujours opposés.

Les syndicats *ouvriers* au nombre de 323 en 1891 ont fourni cette même année 86,014 placements à demeure et 8,538 extras. (2)

Ce chiffre considéré, en lui-même, paraît avoir une certaine importance ; mais il pèse peu dans la balance si on le compare à celui qu'ont obtenu les bureaux autorisés.

1. *Office du travail, Le Placement.*

2. *Office du travail, Le Placement, voir Syndicats professionnels.*

Les patrons préfèrent encore s'adresser à ces derniers plutôt qu'aux syndicats ouvriers parce que ceux-ci cherchent à leur imposer non seulement un tarif dans les salaires, mais encore l'employé qu'ils viennent y chercher.

Ils leur reprochent aussi d'avoir des installations défectueuses dans lesquelles ils se rendent avec méfiance parce qu'ils sont exposés à débattre en public les conditions du travail, quelque fois même avec l'ouvrier congédié la veille.

De leur côté, les ouvriers non syndiqués leur reprochent aussi de ne placer exclusivement que leurs adhérents et ceux qui partagent les opinions politiques et sociales de la majorité.

Les syndicats ouvriers vont même plus loin : ils réclament en ce moment, la suppression des bureaux institués dans les mairies, sous prétexte qu'ils placent des non syndiqués ! Voilà le vrai crime : on demande en réalité la suppression de la concurrence !

Enfin les propagateurs ardents de ce mouvement syndical sollicitent des subventions, sans lesquelles ils sont dans l'impossibilité d'avoir un préposé au placement exclusivement chargé de ce soin et de cette impossibilité résulte, disent-ils, leur infériorité au regard des agences autorisées.

Trop souvent, suivant nous, le Conseil municipal de

Paris a fait droit à de semblables demandes ; car malgré tous les sacrifices, les beaux résultats qu'on nous faisait espérer se font encore attendre !

Les syndicats *mixtes*, au contraire, sont naturellement indiqués pour aider les ouvriers sans travail à se placer.

Ce serait là certainement, à notre avis, la solution de cette délicate question du placement ; si l'accord entre patrons et ouvriers était possible et si ces bureaux voulaient, moyennant une légère rétribution imposée à ceux qui ne feraient pas partie des syndicats, ce qui serait légitime, placer tous les ouvriers sans exception.

Mis en pratique, ce système aurait de réels avantages.

Ces syndicats mixtes seraient, mieux placés que nul autre intermédiaire pour connaître les ouvriers sans travail, apprécier leurs mérites respectifs et tenir compte de leurs aptitudes.

Où trouver un terrain de conciliation mieux préparé ?

Aussi le Conseil supérieur du travail n'a-t-il pas hésité à mettre le vœu que « les bureaux de placement organisés par l'accord des syndicats fussent administrés par une commission composée moitié de patrons et moitié d'ouvriers » (1).

1. Conseil supérieur du travail, février 1891.

La réalisation de ce vœu n'est pas possible parce que la plupart des syndicats ouvriers se déclarent hautement hostiles à toute entente avec les syndicats patronaux.

Contre cette résistance, nous avons bien l'exemple de la boucherie parisienne.

Au moment de la première grève, les bouchers au lieu de manifester bruyamment comme les autres, écrivent à leurs patrons en les priant de ne plus s'adresser aux bureaux de placement pour le choix de leurs employés : « Notre Chambre syndicale, disaient-ils, a entrepris de combattre et de réprimer les abus par tous les moyens en son pouvoir et de vous donner des hommes profondément imbus de leurs obligations personnelles et de leurs devoirs envers vous » (1).

Avec d'aussi bonnes dispositions l'accord se fit aisément et en 1891, on enregistrait dans ce syndicat mixte 13000 placements et comme avantage pécuniaire en faveur de l'ouvrier, la différence entre 13000×15 et 13000×6 , les deux chiffres multiplicateurs représentant le pourcentage perçu toutes les fois qu'un placement avait été effectué.

Malheureusement, malgré un aussi bel exemple, malgré la propagande qu'il firent auprès de certains autres syndicats ouvriers, pour les faire entrer dans la même voie, les bouchers eurent peu d'imitateurs.

La Bourse de Travail de Paris dont on a si souvent

1. *Office du travail, Le Placement*, page 508.

parlé dans ces derniers temps, a-t-elle donné de bons résultats ? Pas même 3000 placements par an !

C'est pourtant le foyer commun des associations ouvrières et les subventions tant pour la construction que pour l'entretien, n'ont pas manqué.

Si le gouvernement continue à la laisser fermée, il y gagnera au point de vue pécuniaire et les ouvriers ne perdront rien au point de vue du placement.

Son mot d'ordre est « guerre au capital ». Comment dans ces conditions, peut-on vouloir qu'elle serve d'intermédiaire entre celui-ci et le travail ?

C'est dans son sein que se préparent les grèves, c'est elle qui provoque les désordres.

Elle cherche seulement à assurer le triomphe du socialisme révolutionnaire et le programme d'un membre du Conseil municipal de Paris qui disait à son inauguration que « quand on fait des syndiqués on fait des révolutionnaires et que la société actuelle véritable forêt de Bondy cèdera devant les assauts du prolétaire. Il ajoutait que le jour où il y aurait des Bourses du travail dans toutes les villes et qu'elles formeraient une fédération, un faible coup d'épaule suffirait pour renverser la classe capitaliste. »

Ne serait-ce donc pas une folie de laisser prendre pied aux syndicats dans une société qu'ils veulent renverser ?

Rappelons-nous l'arrêt du parlement de 1748 (1).

1. *Office du travail, Le Placement*, page 36.

Il nous dit qu'à cette époque les ouvriers se plaçaient entre eux et ne souffraient pas qu'un ouvrier travaillât chez un maître où ils ne l'avaient pas placé.

Ce que les sociétés compagnonniques faisaient au mépris de la loi, nos syndicats le feraient désormais sous le couvert du législateur et avec d'autant plus de tyrannie qu'ils auraient un moyen de combattre deux ennemis auxquels il ne pardonnent pas : le patron et le non syndiqué.

De plus, les partisans du placement syndical disent : L'accès de l'école est gratuit, pourquoi celui de l'atelier ne le serait-il pas ? Le salaire doit être libre de toute redevance et le placement essentiellement gratuit, comme celui que nous avons organisé.

Est-ce que par hasard, les syndiqués ont des ressources providentielles ? Est-ce que l'argent ne vient pas de la cotisation de ses membres ?

Lorsque les ouvriers qui seront placés par les syndicats, dont ils font partie, auront payé leurs cotisations il est à croire que la formule absolue du principe posé ne sera pas respectée ou du moins, c'est une singulière façon de comprendre la gratuité.

Par leurs revendications les syndicats tendent au monopole que rien, à notre avis, ne justifie.

En admettant, dit M. Yves Guyot (1), que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, croit-

1. *Officiel*, séance du 8 mai 1893.

on donc que ce monopole donné, tout ira parfaitement

Croit-on donc que les syndicats sont « des espèces de Bétiques dans lesquelles tous les membres filent des idylles? ».

N'y a-t-il pas des compétitions, des rivalités et des jalousies? N'y a-t-il pas dans les syndicats des majorités et des minorités? Est-ce que les majorités ne peuvent pas opprimer ces dernières?

Pense-t-on que tel ouvrier qui aura été mal vu par un syndicat parce qu'il n'aura pas voulu, par exemple, concourir à l'élection de tel ou tel président, sera placé par ce syndicat?

Et des sociétés libres (les syndicats le sont au premier chef) réunies en un seul groupe, deviendraient en vertu de la loi les seuls placeurs des ouvriers sans travail? Elles seraient chargées de distribuer des emplois entre tous les membres d'une profession, même à ceux qui ne font pas partie d'un groupe syndical?

C'est peut être l'avenir, mais à l'heure présente nous voyons là un grave danger et des difficultés nombreuses à résoudre avant de mettre ce système en pratique.

Sans compter que le placement syndical ne s'applique pas aux domestiques, nous allons, en terminant, donner des chiffres plus éloquentes que tous les raisonnements.

L'intervention des bureaux de placement autorisés se chiffre par un effet utile de 84 0/0 soit les 4/5 de la

masse des offres et demandes d'emplois, malgré la concurrence du placement gratuit.

Quand donc les systèmes qu'on préconise, seront-ils en mesure de nous fournir de semblables résultats ?

D'après un autre système, qui nous vient en partie de la Suisse (1), mais qui a fait en France depuis quelque temps des progrès, le seul moyen de faire cesser cette lutte ardente est de déclarer les syndicats obligatoires et comme ayant seuls le droit de faire le placement.

N'est-ce pas là un attentat à la liberté ?

M. Henri Lorin répond à ce sujet dans l'*Association catholique* de juillet 1892 :

« Ainsi qu'une force est déterminée relativement à son milieu par son point d'application et sa direction, l'homme, à l'égard du monde extérieur, est caractérisé par deux traits, la position qu'il occupe et le travail auquel il s'applique. La communauté d'un de ces traits constitue un rapprochement qui entraîne un état de dépendance réciproque. Quand ce rapprochement a de la consistance et de la durée, il donne lieu à un groupement naturel. Il y en a un qui naît de la communauté de résidences, un second qui dérive de la communauté d'occupation. Le fait que les hommes appliquent leur travail personnel à une même production ou à une opération d'utilité publique, en un mot qu'ils ont la même profession, peut être assimilé au

1. Voir *infra* : Suisse, législation étrangère.

fait qu'ils habitent la même localité. Dans les deux cas, il s'établit des relations spéciales, il se crée des besoins similaires, il surgit des concurrences forcées, des connexions et des oppositions d'intérêt, tout un ensemble de rapports dont la coordination suivant un régime régulier est nécessaire pour procurer la sauvegarde à tous et à chacun la faculté de poursuivre sa fin. Il appartient à chaque individu de choisir comme il l'entend son domicile et sa profession. Les nécessités d'ordre social l'obligent à se soumettre aux lois du pays, où il élit domicile et à se plier aux règlements de la profession qu'il embrasse. Sa liberté de droit dans l'une ou dans l'autre de ces sociétés, se mesure à l'étendue de la part qu'il prend à l'établissement de ces lois et de ces règlements.

Les sociétés basées sur les groupes territoriaux sont aujourd'hui constituées et fonctionnent régulièrement depuis la principale, l'Etat, jusqu'à la plus secondaire, la commune. Chaque homme a dans leur sein une position déterminée avec des obligations et des prérogatives nettement définies. Ce n'est point dire que ses droits y soient suffisamment sauvegardés et sa liberté assez étendue.

« Quant aux groupements professionnels, ils sont dans la plus complète anarchie ; la conséquence logique du laissez-faire y est érigée en principe, c'est que la volonté du plus fort y fait la loi. Actuellement le plus fort c'est le plus riche. L'argent est maître et

contre sa toute-puissance le travailleur n'a aucune garantie de droit. Il est donc juste autant que rationnel que le groupement naturel de tous ceux qui exercent une même profession soit reconnu, qu'il soit organisé et que la société ainsi formée ait sa place dans les institutions. De la part du Pouvoir ce ne sera que donner à des entités réelles l'expression légale qui leur manque et combler un trou de l'édifice social, ce qui rentre au premier chef dans sa mission.

« L'organisation obligatoire des professions s'impose en droit comme en fait ; au point de vue des exigences de la justice comme des nécessités du présent. »

Nous ne partageons pas les idées émises par M. Lorin dans sa longue dissertation.

En quoi consisteraient, en effet, les syndicats professionnels obligatoires ? Chaque profession formerait des syndicats locaux ou régionaux de patrons et d'ouvriers qui débattraient et fixeraient en commun les conditions du travail ; ces décisions seraient ensuite obligatoires pour tous ceux qui exerceraient la profession dans le ressort du syndicat.

Les partisans de ce système estiment que c'est le seul moyen d'assurer une juste rémunération du travail et d'éviter les grèves. Mais il ne nous semble pas que ce résultat puisse ainsi être obtenu : en effet, si les décisions des syndicats ne sont pas observées, ce qui arrivera lorsqu'elles ne satisferont pas tout le monde, les grèves se formeront évidemment pour obtenir une

modification aux décisions arrêtées ; d'autre part, avec ce système, on reviendrait aux anciennes jurandes et aux corporations d'arts et métiers, en emprisonnant dans des règles étroites la liberté et l'initiative individuelles, et en abaissant ainsi l'industrie nationale au profit de la concurrence étrangère.

Cette question d'organisation obligatoire des syndicats n'a pas encore été nettement posée en France.

Elle est seulement implicitement contenue dans un certain nombre de propositions de loi qui sont actuellement soumises à la Chambre des députés et particulièrement dans celle de M. Mesureur, relativement à création de Conseils du Travail.

Celle de M. Richard du 20 janvier 1894 sur l'établissement d'un minimum de salaire par corps de métier et par département, et celle du mois suivant, de MM. Guesde, Sembat, et plusieurs de leurs collègues sur l'organisation du droit de grève, tendent, elles aussi, indirectement au même but.

Ce tout autant d'indices qui nous permettent de prévoir que la question ne tardera pas à être discutée.

Réussira-t-on et doit-on voir dans les syndicats légaux obligatoires, la solution du grave problème qui s'agite ?

Nous ne le croyons pas et nous affirmons, en outre, d'ores et déjà que les partisans de ce mode de placement, trouveront des adversaires tenaces et résolus dans la majorité même des ouvriers,

TROISIÈME PARTIE

Législation étrangère (1).

Après notre étude du placement en France, nous allons étudier la législation étrangère pour essayer d'en tirer un enseignement utile qui nous permettra peut-être de trouver plus facilement la solution du grave problème dont nous nous occupons.

ALLEMAGNE.

Il existe en Allemagne différents modes de placement

Les corporations y ont survécu. C'est par elles qu'à lieu habituellement l'embauchage.

Ce n'est cependant pas le seul moyen employé : les ouvriers s'adressent souvent aux journaux qui publient des annonces quotidiennes et plus particulièrement aux associations charitables qui leur prêtent leur bienveillant concours.

Nous y trouvons aussi une institution analogue à nos

1. *Office du Travail*, pages 683 et suivantes.

bureaux de placement français, mais pour les gens de maison seulement.

Au nombre de 130 environ à Berlin, ces sortes d'agences sont régies par l'article 35 de la loi sur l'Industrie et réglementés par ordonnance de police du 18 mars 1885.

Il est probable que leur fonctionnement est satisfaisant, car elles n'ont jamais donné lieu à des réclamations.

ANGLETERRE.

En Angleterre le placement des ouvriers diffère de celui des domestiques.

Ces derniers ont trois moyens à leur disposition ; ils peuvent :

1° S'adresser à des bureaux d'inscriptions (Registry offices) où sont centralisées les offres et les demandes d'emplois.

2° Se servir des annonces des journaux qui publient chaque jour une liste détaillée des emplois vacants.

3° Avoir recours aux commerçants qui les recommandent à des amis en quête d'employés : ce dernier moyen ressemble beaucoup à notre placement par « recommandations. »

Les ouvriers sont ordinairement placés par l'intermédiaire des Trades Unions.

En Angleterre, les premières unions ouvrières proprement dites datent de 1348. Elles furent organisées à la suite de la grande peste qui fit très sensiblement diminuer le nombre de bras disponibles et bouleversa tous les rapports économiques.

Elles prirent pour modèle les Guildes ou associations de secours mutuels par corps de métiers, qui, à l'origine, avaient été des corporations de grands ou de petits patrons.

Le mouvement fut donné par les maçons.

Les autorités de la cité de Londres interdirent en 1383, toutes les conventions et conspirations d'ouvriers, mais les Trades Unions résistèrent, et en 1417 elles adressaient une pétition aux autorités pour obtenir l'autorisation de faire célébrer un service religieux et « de faire pour le reste, tout ce qu'elles avaient coutume de faire. »

Le statut des apprentis du règne d'Elisabeth devient la charte du travail pendant les deux siècles suivants jusqu'en 1820 : c'est elle qu'on consulte lorsque des contestations s'élèvent entre patrons et ouvriers.

Ce n'est qu'en 1824 que le Parlement vota une loi appelée du nom de son auteur Hume's Law et qui rendit les associations ouvrières licites.

Après une lutte acharnée, les Trades Unions en 1875 obtiennent gain de cause, au sujet des poursuites intentées contre elle pour conspiration.

A partir de ce moment, fortement organisées, elles

n'ont cessé de rendre de réels services aux travailleurs.

Elle se sont attachées à tout ce qui touche le bien-être des classes laborieuses. Les Unions les mieux conduites consacrent la majeure partie de leurs ressources à l'organisation d'une caisse destinée à soulager les souffrances des ouvriers sans travail, ce qui permet à ceux-ci d'attendre des jours meilleurs, sans être obligés de recourir à la charité publique.

Elles n'acceptent dans leur sein, et de là vient leur force, que l'ouvrier sérieux, présenté par deux parrains « dont l'un doit avoir travaillé avec lui, répondre de sa moralité et de son aptitude à gagner le salaire moyen de la région. L'admission est prononcée à la majorité des membres de la société. »

Après cette première formalité indispensable, l'ouvrier agréé paie un droit d'entrée qui varie entre 5 et 20 sh. et une cotisation hebdomadaire de 5 pence à 1 shilling.

Il arrive quelquefois aussi que les membres versent de grosses sommes supplémentaires pour subvenir à des besoins urgents et imprévus.

Le cas s'est présenté en 1869 pour les fondeurs qui trouvèrent ainsi le moyen de faire face à un passif de 5450 liv. st., tout en allouant en trois ans à leurs membres en grève 91,730 liv. st. « Voilà certes un bel exemple de la puissance du Self-help appuyé sur l'esprit d'association ».

Ce qui distingue les Trade's Unions de toutes nos associations ouvrières c'est leur esprit d'indépendance professionnelle. Les essais de centralisation permanente ont tous échoué.

Le succès des Trade's Unions vient encore du fonctionnement des bureaux de conciliation et d'arbitrage comme celui de la manufacture du fer du Nord « où, depuis 1869, les chefs d'industrie ont l'habitude de se rencontrer avec les ouvriers. Ils ont établi d'un commun accord, des échelles mobiles des salaires qui ont suffi à étouffer dans leur germe la plupart des contestations pouvant résulter des intérêts souvent opposés ».

AUTRICHE.

En Autriche le système du placement est très rudimentaire.

Les bureaux de placement tels que nous les avons chez nous y existent, mais c'est l'exception.

L'ouvrier se place le plus souvent par l'intermédiaire des contre-maitres et c'est à eux qu'il paie une prime assez élevée sur le salaire.

Ces bureaux sont soumis à une législation rigoureuse, réglée par une ordonnance du 28 février 1863 qui dans ses parties principales décide que :

1° L'autorisation d'ouvrir des agences de placement privées doit être restreinte à des cas exceptionnelle-

ment nécessaires. Elle est accordée par les gouverneurs des provinces.

2° Lorsqu'une nouvelle autorisation est demandée, la nécessité absolue doit être tout d'abord sévèrement examinée, en ayant égard au nombre d'agences publiques et privées existant dans la même circonscription.

3° Il est défendu de donner à une agence privée une autorisation générale pour toutes sorte de placements, et le but pour lequel la concession aura été faite, devra être soigneusement déterminé. Toute dérogation ou extension entraînera la perte de la concession.

Ils n'ont le droit de s'occuper que d'une seule profession.

Avec des règles aussi étroites on comprend très bien que l'industrie du placement n'ait pas donné de grands résultats.

Les difficultés qu'on se plait à semer sur leur chemin, font que généralement les ouvriers de la petite industrie préfèrent s'adresser à leurs syndicats qui se chargent de placer leurs membres et qui ressemblent beaucoup, dans leur fonctionnement, à nos anciennes corporations.

Nous y trouvons encore fort en honneur, comme intermédiaire du placement, des sociétés qui quelquefois se composent de patrons et d'ouvriers.

Une d'entre elles, qui a son siège social à Vienne, mérite une mention spéciale :

« M de Plener, chef du parti des Allemands libéraux, est à sa tête. Elle est mixte. Les patrons paient une cotisation annuelle de 5 à 10 florins et les ouvriers de 50 kreuzer. Tout ouvrier, pourvu qu'il paie une cotisation d'au moins 10 kreuzer (0,25) est en droit de recourir à cette société. Elle a des succursales à Brünn et à Wiener-Neustadt. En 1891, 10,749 personnes se sont fait inscrire et 3,698 ont trouvé des places dans toutes les professions.

BAVIÈRE.

Le placement se fait au moyen des sociétés corporatives, philanthropiques et religieuses.

Aucun règlement spécial ne s'occupe de ces dernières.

Les bureaux, au contraire, qui font du placement une industrie, sont régis par les §§ 35, 38 et 148 alinéa 4 de la loi d'Empire sur la réglementation de l'industrie, par celle du 1^{er} juillet 1883 et enfin par le § 17 du règlement d'exécution.

Ces bureaux existent principalement dans les villes importantes, au profit des domestiques, du personnel, des hôtels, des auberges, des restaurants et de quelques catégories d'artisans.

Les dispositions législatives qui précèdent, décident que les agences ne peuvent être ouvertes qu'après l'assentiment de l'autorité compétente, ce qui correspond à notre autorisation préalable. Elles peuvent être fermées

à la suite des réclamations ; mais jusqu'à l'heure, les intéressés n'en ont pas formulé.

BELGIQUE.

Il y a en Belgique des bureaux de placement d'un caractère privé, absolument différents de ceux qui existent en France.

Ils servent d'intermédiaires uniquement aux gens de maison ; ils ont beaucoup à souffrir de la concurrence que leur font les associations philanthropiques.

Les ouvriers se placent tantôt personnellement, tantôt par des recommandations d'anciens camarades, tantôt en stationnant sur certaines places d'embauchage, tantôt enfin par l'intermédiaire des bourses du travail ; mais ils ne consentent jamais à s'adresser aux bureaux pour se procurer du travail.

La liberté, pour l'industrie de l'embauchage, date en Belgique des 2 et 17 mars 1791 ; ce régime fut en vigueur pendant toute la durée l'occupation française, et a été définitivement établie par la loi du 21 mai 1819 ; cette loi porte ce qui suit :

« La patente donnera, à la personne à qui elle est accordée, la faculté d'exercer, pendant le temps pour lequel elle a été délivrée et partout où le patenté le jugera convenable, les commerce, profession, métier et débit y mentionnés, à savoir, ceux qui tiennent des

bureaux d'indication, d'adresses ou de louage de domestiques ; ceux qui engagent des matelots. »

L'enquête faite par l'office du travail sur les Bourses de ce pays porte :

« Le but que poursuivent la plupart de ces institutions est de procurer de l'ouvrage aux ouvriers, en se plaçant sur un terrain neutre, c'est-à-dire en n'intervenant, ni dans les questions de salaire ni dans celles des heures de travail ». — Ce serait l'idéal ; malheureusement ce n'est pas ainsi que les choses se passent, en général.

Le mécanisme de la Bourse de travail est très simple. Les ouvriers sont inscrits sur un registre par profession et dans l'ordre où ils se présentent.

Les offres des patrons sont inscrites de la même manière sur un registre spécial. Voici comment on procède ensuite : Si un patron boucher, par exemple, demande un garçon boucher, on examine la liste des ouvriers inscrits sous cette rubrique ; on les invite à passer au local de la Bourse de travail ; cet avertissement est donné à une dizaine, le plus souvent, choisis d'après l'ordre d'inscription. A la Bourse on donne le nom et l'adresse du patron. Les ouvriers recommandables reçoivent l'adresse de celui-ci manuscrite avec une formule d'introduction ; ceux qui ne sont pas recommandables, sans être mauvais, reçoivent simplement l'adresse du patron ; on se contente de donner l'adresse verbale-ment à ceux qui ont essuyé des condamnations.

Les renseignements sont confidentiels. Ils sont fournis par la police bruxelloise.

A la « Maison des ouvriers » on n'adresse aux patrons que des ouvriers absolument recommandables. Les placements effectués, par cette institution pendant le dernier trimestre de 1890 ont été de 750 environ. »

Un pareil système, à notre avis, n'a aucune chance de réussite en France.

Comme les ouvriers peuvent facilement se passer de l'intermédiaire des bureaux en se plaçant directement, ces derniers n'ont donné lieu à aucune plainte.

DANEMARK.

Le Danemark a des bureaux de placement analogues à ceux que nous avons chez nous, pour les ouvriers et les domestiques.

C'est le conseil municipal qui en autorise l'ouverture, sur la demande des intéressés.

Actuellement, il existe une vingtaine environ de ces agences qui, du reste, sont assez appréciées et donnent rarement lieu à des réclamations.

Pour juger les résultats obtenus nous n'avons qu'une statistique, très incomplète, au sujet des marins.

En 1890 elles ont placé 1937 marins soit 433 capitaines et 1504 matelots.

HOLLANDE

Le bureau de placement à proprement parler est chose presque inconnue en Hollande.

Indépendamment du placement personnel, les ouvriers se servent généralement des annonces des journaux.

Depuis 1886 seulement, il existe une Bourse de travail destinée à placer tous les ouvriers sans distinction de métiers ; elle prend de jour en jour plus d'extension.

Ainsi, tandis qu'en 1889, sur 6.429 ouvriers sans places et sur 1.941 demandes de patrons, 1,561 ouvriers à peine ont obtenu satisfaction ; en 1890 et 1891, ce nombre a augmenté dans les proportions de 25 p. 100.

PORTUGAL

L'embauchage des employés, ouvriers et domestiques se fait tantôt directement, tantôt par les annonces des journaux.

On trouve cependant à Lisbonne des institutions analogues à nos bureaux pour les domestiques.

Au nombre de 40 environ, ces « *agencia* » (c'est le nom qu'elles portent) sont régies par les art. 15 à 19 d'un édit du 20 février 1885.

Elles sont soumises à l'autorisation préalable comme

en France, sous certaines conditions prévues par l'article 16 :

1° Celui qui demande une licence doit être porteur d'un certificat de bonne vie et mœurs que lui délivre le commissaire de police.

Et 2° présenter une caution solvable.

Elles ne donnent pas lieu à des plaintes car ceux qui s'y adressent acceptent assez facilement les vicissitudes par lesquelles ils passent et aussi parce que la majorité des domestiques se place sans leur intermédiaire.

RUSSIE

Les bureaux de placement sont en Russie en nombre restreint — à peine cinq ou six — et pour les domestiques seulement.

Ces institutions sont purement privées.

Pour ouvrir un bureau de placement, il faut obtenir l'autorisation du Grand-maître de la police et payer un cautionnement de 2.000 roubles sans compter les droits de patente et l'impôt sur le revenu.

Les résultats obtenus sont médiocres parce le placeur n'inscrit pas les mauvais renseignements sur le passeport du domestique ; ne donnant ainsi aucune garantie aux maîtres, ces derniers se passent de leurs services.

Quoi qu'il en soit, les difficultés entre propriétaires

des bureaux et ceux qui s'adressent à eux sont assez rares ; elles n'ont au surplus qu'un caractère privé et sont de la compétence du juge de paix.

SUÈDE

Les bureaux de placement y sont soumis à une législation spéciale : l'ordonnance royale du 28 novembre 1884.

Le placeur, en principe, ne peut procurer une place qu'en Suède ; s'il veut en offrir une à l'étranger, il doit au préalable déposer une caution de 1.000 à 3.000 kronor et s'engager à payer les gages et frais de retour dans le cas où l'employé n'obtiendrait pas le salaire promis ou serait chassé par son maître sans motif valable, avant l'expiration du terme de location.

Cette institution a une certaine importance, mais elle ne jouit actuellement d'aucun crédit et dans une réunion tenue à Bankeberg, le 27 juin 1892, leur suppression a été instamment demandée à la majorité des membres présents.

SUISSE

C'est le seul pays où l'autorité se soit préoccupée de la question du placement et soit intervenue d'une manière effective. Et encore ne constatons-nous son intervention que pour la ville de Bâle.

Un bureau de placement officiel y a été organisé par décision du grand conseil du canton de Bâle-Ville le 9 décembre 1889, sur la proposition du gouvernement. Ce bureau, non gratuit, ne se borne pas à inscrire simplement les postulants ; il examine, en outre, leurs titres, leur capacité et transcrit le résumé des certificats et des papiers sur un registre *ad hoc*.

C'est donc le bureau de placement ordinaire, avec la garantie d'honorabilité que lui donne l'autorité, à l'aide des renseignements administratifs.

Nous doutons qu'un pareil système appliqué en France donne satisfaction aux adversaires du placement.

Une idée nouvelle en Suisse, l'idée de confier le placement aux syndicats obligatoires, a fait depuis quelques années de rapides progrès.

Elle tire son origine de l'industrie horlogère qui essaya pendant longtemps de créer des syndicats mixtes.

Après quelques années de vains efforts, il fallut y renoncer.

« Au début du mouvement d'organisation de nos forces horlogères (1), on s'était flatté de l'espoir qu'il suffisait de battre le rappel pour grouper rapidement de nombreux effectifs de patrons et d'ouvriers.

« Un syndicat n'a de raison d'être que si les décisions qu'il prend et les mesures qu'il arrête lient tous les membres de la branche de l'industrie dans laquelle ce syndicat existe. Il faut donc, ou bien que tous les

1. James Perrenoud.

intéressés fassent partie du syndicat, ou bien que le syndicat soit en état d'imposer sa loi aux dissidents.

« Il serait sans doute très désirable, sans user contre les dissidents de mesures de coercition, que patrons et ouvriers, mieux conscients de leurs intérêts, viennent d'eux-mêmes au groupement de nos diverses branches horlogères ; après trois années de tentatives infructueuses, il a fallu renoncer à cet espoir ; »

De là est né la notion du syndicat obligatoire.

« Dans le domaine politique, il est admis que les minorités doivent subir la loi des majorités, et pourtant on s'indigne parfois de la sanction donnée à des décisions prises par la moitié plus un des membres d'une assemblée délibérante ou d'un corps électoral.

« Dans le domaine industriel, c'est précisément le contraire qui existe. Un seul intéressé demeurant en dehors d'un syndicat peut, s'il représente des intérêts de quelque importance, paralyser complètement l'action bienfaisante que ce syndicat exercerait sans lui. Ce n'est plus la majorité qui commande, c'est la minorité qui règne par sa seule force de résistance passive ; et cette force peut être invincible, la minorité serait-elle composée d'une seule unité.

« Dans ces conditions, le système de l'obligation inscrite dans la loi, s'impose comme le seul moyen qui soit à notre disposition de réaliser l'union intime des membres d'une industrie et la conciliation de leurs intérêts généraux et spéciaux. »

Les partisans des syndicats obligatoires indiquent deux moyens pour atteindre le but proposé :

L'un consisterait à obliger patrons et ouvriers d'une même industrie à faire partie du même syndicat ; l'autre à rendre obligatoire pour les non syndiqués, les décisions prises par leurs camarades syndiqués.

A la suite d'un congrès tenu par les ouvriers à Olten, en 1890, l'idée d'obligation a été inscrite en tête de leur programme.

C'est à ce même congrès que furent proposé deux systèmes de syndicats obligatoires :

Le premier, celui de M. Cornaz, a pour but de déclarer à l'origine tous les syndicats libres et de ne les rendre obligatoires que s'ils ne donnent que des résultats négatifs.

Le second, celui de M. Greulich, consiste à organiser des syndicats ouvriers reconnus qui auraient des attributions d'ordre consultatif.

Dès que trois syndicats du même métier ont pris naissance dans le même canton, ils forment une fédération professionnelle qui nomme une chambre ouvrière cantonale qui s'occupe des intérêts de ses membres, même dans le domaine fédéral.

S'il se forme de la même façon des syndicats patronaux, ils auront les mêmes attributions et constitueront des chambres syndicales mixtes dont les décisions seront obligatoires lorsqu'elles auront été prises

par un nombre égal de délégués patrons et de délégués ouvriers.

Au mois d'avril 1893 un nouveau congrès tenu à Bienne, par la Fédération ouvrière, décidait à l'unanimité que :

Toute loi sur les arts et métiers, qui n'aurait pas pour base les syndicats obligatoires comprenant deux groupes, celui des patrons et celui des ouvriers, devrait être considérée comme impuissante à atteindre son but.

En Suisse, ce grand mouvement n'est pas comme on pourrait le supposer l'œuvre seulement des défenseurs des revendications ouvrières ; nous le trouvons au contraire un peu partout ; il est entré dans les mœurs de ce peuple.

Dans une pétition récente les propriétaires d'imprimeries exprimaient les vœux suivants :

Il est urgent, pour toutes les professions industrielles de la Suisse, qu'une loi fédérale sur les métiers rende possible la création de syndicats professionnels obligatoires d'après les principes suivants :

1° La majorité des membres d'une profession peut décider la création d'un syndicat obligatoire.

2° Aucune profession ne peut être contrainte par la loi à la formation d'un syndicat obligatoire.

3° Chaque profession s'octroie elle-même ses statuts professionnels sous réserve de la ratification de ces derniers par les autorités fédérales.

4° Les règlements des syndicats obligatoires ont force de loi.

5° Les syndicats professionnels obligatoires ont à pourvoir à l'entretien de ceux de leurs membres qui sont victimes du chômage.

A la suite de ces vœux et spécialement de celui de Schaffhouse formulé en juin 1892, le Grand Conseil de Genève fut saisi de la question.

En 1893, les deux Conseils suisses se montrent favorable à la réglementation légale des syndicats et décident, comme une révision de la constitution s'imposait, d'y introduire un article ainsi conçu :

« La confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers » et il avait reconnu que ce texte n'excluait pas « la possibilité d'instituer à un moment donné des syndicats obligatoires. »

Le peuple consulté le 4 mars 1894, s'est prononcé contre cet article additionnel par 158,492 voix contre 135,713.

Malgré ce vote la question des syndicats obligatoires reste entière, le peuple suisse ne s'étant pas, à proprement parler, prononcé sur ces derniers car l'article qu'on voulait modifier ne parlait d'eux qu'implicitement.

Reviendra-t-on sur ce vote ? Il est difficile de le dire.

Quoiqu'il arrive, nous déclarons, comme nous l'avons

déjà fait, que nous sommes hostiles, pour la France au placement par les syndicats obligatoires et nous nous associons à la protection énergique que M. Wuarin adressait récemment au *Journal de Genève*, dans les termes suivants :

« Je souhaite que l'Etat, gardien de la justice, sache résister aux retours offensifs des partisans des privilèges et des faveurs officielles.

« On a beau s'en défendre, les syndicats obligatoires nous feront rétrograder vers les maîtrises. C'est la logique du système. Ils sont plus graves encore que les maîtrises. Ils constituent l'entrée en scène du collectivisme. C'est l'Etat organisant le travail, assignant à chacun sa place dans la société. »

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

En résumé, le placement gratuit que nous avons étudié sous toutes ses formes, tant en France qu'à l'étranger, n'est pas à même de remplacer le placement intéressé, qui, chaque année donne, chez nous, des résultats très appréciables puisqu'il se chiffre par un effet utile de 84 p. 100 dans la masse des offres et des demandes d'emploi.

Ce ne sera pas par les sociétés de secours mutuels, les œuvres de bienfaisance ou les sociétés philanthropiques que nous obtiendrons de pareils résultats ; leur nombre en est restreint et ne nous paraît pas susceptible de s'accroître dans des proportions suffisantes pour faire face à tous les besoins.

Ce ne sera pas davantage par les bureaux municipaux, nés d'hier, et dont les essais en général peu satisfaisants, ne nous donnent pas la mesure des services qu'il pourraient rendre. — Ils sont, du reste, gérés avec une indifférence qu'explique l'absence d'intérêt.

Ce ne sera pas, non plus, par les syndicats professionnels, car les syndicats patronaux sont repoussés par les classes laborieuses, tandis que les patrons, à leur tour, évitent les syndicats ouvriers et les Bourses de travail, ou ne s'y adressent qu'avec appréhension.

Seuls, les syndicats mixtes qui s'occuperaient du placement de tous les ouvriers, sans exception, pourraient remplacer avantageusement les bureaux autorisés, mais, nous l'avons vu au cours de notre étude, le défaut d'accord entre les intéressés rend leur organisation actuellement impossible.

Si l'apaisement des esprits permettait une entente pour arriver au fonctionnement régulier de ces syndicats, nous voyons dans leur institution la solution du problème, au grand avantage des classes laborieuses.

Mais nous ne pouvons pas attendre.

De toutes parts s'élèvent les plaintes, de toutes parts, on réclame un remède à la situation actuelle; le problème commence à solliciter l'opinion publique; le Parlement est saisi de la question.

Que faut-il faire ?

Nous ne pensons pas qu'on doive maintenir le *statu quo*.

L'abrogation du décret du 25 mars 1852 s'impose, à notre avis, parce que par l'autorisation préalable exigée, il porte atteinte à la liberté de l'industrie et que, d'autre part, il crée une sorte de monopole au profit des bureaux autorisés; il est enfin tombé, en quelque sorte, en désuétude.

Pour tous les motifs qui précèdent, nous sommes partisans du régime de liberté, pour l'industrie du placement comme pour toutes les autres industries.

Nous voulons que chacun puisse l'exercer à sa guise, sous la surveillance de l'autorité.

Pour protéger le travailleur, pour que, dans la mesure du possible, il ne soit pas victime d'une exploitation, nous estimons qu'il convient, par un règlement d'administration publique, d'imposer aux agents du placement des devoirs nettement définis : l'obligation de former une demande et d'y joindre un extrait du casier judiciaire et un certificat de moralité ; il serait défendu à un cabaretier ou à un débitant de boissons de faire le placement ; nous voulons de plus, que tout abus soit sévèrement réprimé.

On nous objectera peut-être que la liberté du placement a aussi ses inconvénients et qu'elle ne fera pas disparaître tous les griefs dont on se plaint.

Nous répondons qu'elle aura pour effet direct la création d'un plus grand nombre de bureaux, une concurrence utile et par suite une sélection toute naturelle au grand avantage des placeurs sérieux.

Ceux qui ne partagent pas notre manière de voir disent :

« Entre le régime actuel et celui de la liberté nous n'hésiterions pas un seul instant : nous nous prononcerions bien haut pour le premier. La liberté attachant une enseigne de placeur à chaque débit, à chaque bouge, à chaque devanture de marchande à la toilette, ce serait la liberté de l'exploitation dans l'impunité.
— Cette liberté s'appelle licence. Elle ne pourrait que

favoriser non le travail, mais l'escroquerie et la débauche. Nous avons vu à l'œuvre quelques agences clandestines, nous verrions désormais se généraliser leur commerce honteux.

Ce serait laisser consommer à la fois, la ruine des simples et la ruine des mœurs (1). »

Les dangers que nous signale ce partisan des bureaux municipaux ont été prévus et c'est pour ce motif que nous demandons qu'on entoure l'ouverture des bureaux de placement libres de certaines garanties, sous la surveillance de l'Administration municipale dans les départements et de la Préfecture de police à Paris.

Grâce à cette surveillance active, par l'application rigoureuse des règlements, nous avons la ferme conviction que le régime de liberté rendra aux intéressés de plus grands services que tous les systèmes proposés jusqu'à l'heure et dont nous avons étudié le fonctionnement et les résultats.

1. Dubois. Rapport présenté à la Chambre.

BIBLIOGRAPHIE

Office du Travail. — Le placement des ouvriers, employés et domestiques en France.

Molinari. — Bourses du travail.

Conseil supérieur du travail. — Février 1891.

Annuaire des syndicats professionnels. — 1892-1893.

Howel. — Les Trades Unions. Traduit par M. Lecour-Grand-maison.

Recueil de rapports sur les conditions du travail à l'étranger.

Journal des économistes. — T. 15, série 5, pages 101 à 117.

Boileau. — Registre des arts et métiers.

Levasseur. — Histoire des classes ouvrières.

Perdiguier. — Livre du compagnonnage.

Thorlet. — Traité de police administrative. Voir Bureaux de placement.

Jay. — Organisation du travail par les syndicats professionnels.

Journal officiel. — Séance du 8 mai 1893.

Journal officiel. — Séance du 9 mai 1893.

Rapport de **M. A. Dubois**, du 9 avril 1892.

Proposition de **M. Georges Berry**, 10 mai 1894.

Proposition de **M. Coutant**, 25 novembre 1893.

Proposition de **M. Mesureur**.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
------------------------	---

1^{re} PARTIE

HISTOIRE DU PLACEMENT

Chapitre I	5
Moyen-âge. — Compagnonnage.	5
Chapitre II.	15
L'embauchage du XVII ^e siècle à la Révolution . . .	15
Bureau d'adresses	18
Chapitre III.	23
L'embauchage de la Révolution au décret de 1852 . .	23
I. Le placement à Strasbourg	27
II. Le compagnonnage au XIX ^e siècle.	28

DEUXIÈME PARTIE

ETAT ACTUEL. LÉGISLATION ACTUELLE

Chapitre I	33
Section I. — Législation applicable à la France. . .	33

Régime du décret de 1852 et de l'ordonnance du 5 octobre suivant	33
§ 1 ^{er} . — Conditions d'ouverture. — Tenue intérieure d'un bureau de placement	35
§ 2. — Caractère des bureaux de placement	41
§ 3. — Responsabilité d'un agent de placement. — Pénalités.	44
§ 4. — Résultats obtenus sous le régime du décret de 1852.	49
Section I. — Règles spéciales à l'Algérie	51
Chapitre II	53
Dispositions législatives qui ont exercé une influence sur le placement. — Rejets et propositions de loi tendant à réprimer les abus qui se faisaient sentir	53
Chapitre III.	61
Divers modes de placement	61
Chapitre IV.	64
Griefs contre les bureaux de placement autorisés	64
Chapitre V	73
Les successeurs proposés	73
A. Placement charitable	73
B. Placement municipal	76
C. Placement professionnel	83

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

Allemagne. — Angleterre. — Autriche. — Bavière. — Belgique. — Danemark. — Espagne. — Grèce. — Hollande. — Portugal. — Russie. — Serbie. — Suède. — Suisse	97
Résumé et conclusion	116

POSITIONS

Dans la thèse Romaine.

- I. A l'origine le contrat par correspondance était inconnu chez les Romains.
- II. Le principe de la non représentation dans les actes juridiques a subsisté même dans le dernier état du droit romain, sauf en matière de tutelle et de curatelle.
- III. La loi 33 (*de adq. rer. domine*), 41, 1, D. de Modestin et qui dit le contraire est considérée comme une interpolation de Tribonien.
- IV. Le mariage à Rome pouvait être contracté entre absents à la condition que la femme fut mise en la puissance du mari.
- V. Le contrat par correspondance est parfait, dès que l'acceptant s'est dessaisi de son acceptation.

En dehors de la thèse Romaine.

- I. L'*infantia* durait jusqu'à l'âge de 7 ans.
- II. L'*actio de solo* est une action subsidiaire.
- III. Le pupille qui a contracté une obligation sans l'*auctoritas tutoris* est tenu sinon civilement du moins naturellement.
- IV. En supposant au commodat dans lesquelles les choses prêtées ont été estimées, malgré l'estimation, la perte survenue par cas fortuit ou force majeure, sera pour le commodant.

Dans la thèse française

- I. Le placement est un phénomène économique et juridique.
- II. Le décret du 25 mars 1852 ne répond plus aux nécessités de l'heure présente.
- III. Le placement est une application de la loi de l'offre et de la demande.
- IV. Les syndicats obligatoires n'entreront que difficilement dans notre législation, parce qu'ils sont contraires au principe de liberté.

Droit civil.

- I. La séparation des patrimoines ne confère pas aux créanciers un véritable privilège.
- II. L'interdit judiciaire peut se marier.
- III. Le père ou la mère d'un enfant naturel reconnu peut valablement l'adopter.
- IV. L'ascendant donateur n'a aucun droit de retour sur l'immeuble acquis en échange de l'immeuble donné.
- V. L'action en pétition d'hérédité se prescrit par 30 ans.

Droit constitutionnel.

- I. L'Assemblée nationale n'a pas le pouvoir de réviser les articles des lois constitutionnelles autres que ceux désignés, à cet effet, par les résolutions préalables de la Chambre et du Sénat.
- II. Le Président de la République bien que chef du pouvoir exécutif, ne peut pas prendre en personne le commandement de l'armée sans l'avis conforme des ministres.

Droit criminel.

- I. L'article 55 du Code pénal établit entre les codélinquants une véritable solidarité.
- II. L'homicide commis dans un duel régulier ne constitue pas un assassinat.

Propriété industrielle

En matière de brevet, l'invention peut être considérée comme nouvelle, lorsqu'elle a été déjà trouvée et exploitée mais non publiquement.

VU :

Le Président de la Thèse,
FERNAND FAURE.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

Laval. — Imprimerie et stéréotypie E. JAMIN, 8, rue Ricordaine.
